

**NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE
BEST OF 2022 CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX**



**AFRIQUE DU SUD — LA CONTAGION
ISLAMISTE UKRAINE — À KHARKIV,
LA CHASSE AUX COLLABORATEURS**



Courrier international

N° 1673 du 24 au 30 novembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.



CLIMAT LA GÉNÉRATION QUI S'Y COLLE

Des musées au bitume, ils multiplient les actions coups de poing pour alerter sur l'urgence climatique. Une radicalisation qui divise mais qui s'explique aussi, estime la presse étrangère.

M 03183 - 1673 - F: 4,50 €



Vous avez 10 ans
et vous êtes avec vos
parents sur la côte.
Le camion du marchand
de glaces vient d'apparaître au coin
de la rue où vous avez élu domicile.
Vous vous précipitez, les pièces
que vous ont données vos parents
tintent joyeusement dans les poches
de votre short. C'est la fille du



marchand de glaces
qui vous sert.
Elle a 14 ans et vous
l'aimez en secret.
Elle vous tend une
glace à votre parfum
préférée et refuse votre
argent parce qu'elle
est contente de vous
voir. Quand le camion
redémarre, elle agite
la main en souriant.

**ENCORE UN
SOURIRE QUE VOUS
N'OUBLIEREZ PAS.**





Nouvel ID. Buzz
100 % électrique
Générateur de sourire.



Volkswagen Group France – SA au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts – RCS Soissons 832 277 370.

#SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Climat : la génération qui s'y colle

Depuis quelques mois, ils multiplient les actions coups de poing un peu partout en Europe, notamment dans les musées, sur le bitume et jusque dans les restaurants étoilés : le week-end dernier encore, des militants d'Animal Rebellion ont ainsi investi le restaurant de Gordon Ramsay, à Londres, pour réclamer une alimentation plus écologique. Des opérations pour la plupart non violentes, mais toujours spectaculaires et qui dérangent de plus en plus. Mais après tout, n'est-ce pas le but ? En octobre, à Londres toujours, deux militantes de Just Stop Oil avaient aspergé de soupe à la tomate la vitre protégeant le célèbre tableau de Van Gogh

Les Tournesols, à la National Gallery. Depuis, Just Stop Oil a remis ça avec un tableau de Monet à Potsdam, un autre Van Gogh à Rome...

Dans la presse étrangère (mais aussi dans une partie de la presse française), ces nouveaux militants du climat ont été qualifiés au mieux de bouffons, au pire d'extrémistes qui nuiraient au combat des écologistes. Qu'en est-il vraiment ? Qu'est-ce qui pousse ces activistes, souvent jeunes, vers des modes d'action plus "radicaux" ? Peut-on vraiment parler de radicalisation alors que les actions menées n'ont pas vocation à détruire mais à "accentuer la pression populaire sur les responsables politiques", comme l'écrit le site américain **NPR** ? Car on est bien loin des actes criminels commis aux États-Unis entre 1995 et 2001 par des groupes comme l'ELF (Earth Liberation Front, "Front de libération de la Terre"). L'histoire du mouvement écologiste regorge par ailleurs d'actions spectaculaires

émanant d'organisations (Greenpeace notamment) aujourd'hui largement reconnues.

Alors, qu'est-ce qui change aujourd'hui ? Pour comprendre ce qui motive ces militants, une journaliste d'**il Venerdì** (supplément de *La Repubblica*) est allée à leur rencontre en participant à un séminaire de recrutement d'Ultima Generazione ("Dernière Génération"), le groupe d'activistes qui déchaîne les passions en Italie. On croise Michele, 26 ans, l'animateur du groupe, qui incite tout le monde à passer à la désobéissance civile : "On est au bord de l'effondrement écologique et climatique, on n'a plus le temps, on est la dernière génération qui peut faire quelque chose."

On entend aussi des voix plus sceptiques : "Vous devez penser au message que ça envoie. Qu'est-ce que comprennent les gens ? Vous obtenez l'effet inverse", avance une participante. Un échange passionnant qui traduit bien les certitudes de certains

mais aussi les tiraillements qui peuvent traverser le courant écologiste.

"On n'a plus le temps." Le leitmotiv d'Ultima Generazione est aussi celui d'Extinction Rebellion, le mouvement né au Royaume-Uni en 2018, rappelle *Il Venerdì*. Et la prise de conscience de cette urgence est ce qui traverse tout notre dossier. Quand la maison brûle, on peut briser les vitres, avance dans **The New York Times** Andreas Malm. "Comment s'étonner du désespoir des populations, de leur colère surtout ? écrit ce spécialiste de l'écologie humaine et du sabotage. Les jeunes Européens qui se sont investis dans l'action pour le climat en 2018 et en 2019, avec l'élan donné à leur génération par Greta Thunberg, n'en peuvent plus du statu quo."

Alors que la COP27, réunie du 6 au 18 novembre en Égypte, a échoué sur "la question où elle était le plus attendue", selon le **Financial Times**, on comprend mieux l'impatience des activistes du climat. Certes, un accord a été trouvé en faveur

de l'indemnisation des pays pauvres, mais pour le quotidien britannique "il fallait envoyer un signal politique univoque montrant que le monde est prêt à accélérer la sortie des énergies fossiles". On en est loin.

En attendant, d'autres ont choisi la voie légale, explique **Hakai magazine**. "Depuis 2020, près de 500 procédures judiciaires liées au changement climatique ont été lancées dans le monde." D'Hawaii aux îles du détroit de Torres, l'auteur de l'article raconte comment les habitants, souvent des jeunes, intentent des procès aux pouvoirs publics, aux grandes entreprises, pour les dommages liés au dérèglement climatique qui ont déjà eu lieu, et plus seulement pour préserver leur avenir. Une autre forme d'engagement. Plus discrète mais peut-être pas moins efficace à long terme.

En couverture : Extinction Rebellion proteste contre les énergies fossiles à Rotterdam, aux Pays-Bas, le 24 mai. Photo de Pierre Larrieu/Hans Lucas



Sommaire

360° p.48

Idées. La curiosité n'est pas qu'un vilain défaut

Elle rime parfois avec dispersion et procrastination, mais la curiosité nous aide aussi à collecter des informations cruciales au quotidien. L'important est d'apprendre quand et comment l'utiliser, souligne le **New Scientist**.

AFRIQUE DU SUD p.28

La contagion islamiste

L'État islamique, en pleine désorganisation dans son berceau irako-syrien, a-t-il trouvé une base de repli en Afrique du Sud ? se demande **The Times**. Les États-Unis ont alerté Pretoria.

NICARAGUA p.22

"La dictature veut nous étouffer"

Opposants politiques, prêtres et même évêques, ceux que le président Daniel Ortega n'a pas encore emprisonnés sont contraints à l'exil.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Berlingske Copenhague, quotidien. **Divergentes** (divergentes.com) Managua, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Hakai Magazine** (hakaimagazine.com) Victoria (Canada), en ligne. **LRT** (lrt.lt) Vilnius, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **NRC Handelsblad** Amsterdam, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Radio Farda** (radiofarda.com) Prague, en ligne. **Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **il Venerdì di Repubblica** Rome, hebdomadaire. **Al-Yemen Net** (theyemen.net) Yémen, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



GUERRE EN UKRAINE p.14

La Pologne, un allié toujours plus exposé

Pour **Der Tagesspiegel**, le tir de missile qui a fait deux morts, le 15 novembre, met en relief la vulnérabilité de ce pays frontalier, par lequel transitent les armes destinées à l'Ukraine.



PRÉSERVER L'AVENIR DU CAFÉ CE N'EST PAS UN DÉTAIL

Le café est particulièrement sensible aux effets du changement climatique. Nespresso agit aux côtés de partenaires pour améliorer les conditions de vie des caféiculteurs, préserver les écosystèmes et la qualité des récoltes. Depuis 2019, Nespresso va encore plus loin avec sa gamme de cafés REVIVING ORIGINS notamment au Congo où la culture du café avait quasiment disparu. En accompagnant les caféiculteurs sur le terrain afin d'améliorer la qualité et la productivité des récoltes, Nespresso propose aujourd'hui un café venu du Congo certifié biologique. Préserver l'avenir du café, c'est tout sauf un détail.

En savoir plus :





SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
8. Cop 27. Quid des énergies fossiles ?
D'un continent à l'autre
14. Guerre en Ukraine. La Pologne, un allié toujours plus exposé
18. Philippines. Des fermes urbaines pour les plus précaires
20. États-Unis. Le retour de Trump fait le bonheur des démocrates
22. Nicaragua. "La dictature veut nous étouffer"
24. Monde arabe. Ni enfant ni mariage
26. Yémen. Trafiquer du qat au péril de sa vie
28. Afrique du Sud. La contagion islamiste
30. France. En Bretagne, Callac se déchire sur l'immigration
À la une
34. Climat, la génération qui s'y colle
Transversales
42. Économie. Le cauchemar éveillé des salariés de la Big Tech
43. Imposition. L'exode fiscal des riches Norvégiens s'accélère
45. Environnement. Les baleines de retour à New York
46. Sciences. Le bœuf japonais menacé par la consanguinité
47. Signaux. Penchants risqués 360°
48. Idées. La curiosité n'est pas qu'un vilain défaut
52. Peinture. Suze Robertson, par-delà l'oubli
54. Cinéma. Les tourments de Jafar Panahi



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. La centrale de Zaporijjia à nouveau sous les bombes

La plus grande centrale nucléaire d'Europe a encore été l'objet de tirs le 20 novembre. La menace d'un accident d'ampleur inquiète la presse étrangère, dont vous pouvez retrouver sur notre site les analyses, enquêtes et reportages sur le conflit.

La France vue de l'étranger. Madame Arthur carbure au militantisme et au champagne

Le quotidien italien **La Stampa** a passé une soirée dans le cabaret parisien travesti qui fête 75 ans de fierté queer et de paillettes.

La pilule philosophique. Devenir propriétaire, un rêve perdu

Chaque semaine, *Courrier international* vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne. Ici, James Marriott, du *Times*, raconte son obsession de devenir propriétaire, et explique que lui tout comme les autres membres de sa génération doivent y renoncer.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Courrier international

Édité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire: La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication: François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directeur: Claire Carrard
Conseil de surveillance: Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Novembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101. ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Kévin Jolivet **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea **Communication**
ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 33) **AMÉRIQUES** Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Châteauneuf (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkovsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béliou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callot, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 66), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saïndon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

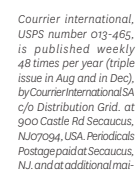
DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE**: Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Arditi, Étienne Bianchi, Emmanuelle Bour, Enzo Cailleton, Corinne Duqueyroi, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Astrid Mouget, Ophélie Négros, Florent Normand, Claire Olivès, Macha Séry, Maëlys Sourt, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél.: 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international Stevee Dublin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Stevee Dublin (steeve.dublin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits** Blandine Mosnat (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, **Christiane Montillet** **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerboud (directrice, 16 18), **Véronique Lallemand** (16 91), **Véronique Soudemont** (17 39), **Martine Prévot** (16 49), **Mynn-May Vang**, **Anthony Pittavino**

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 08 05 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex **g Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96** (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine: 129 €. Autres destinations: https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu



Certifié PEFC
 Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
 10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier: UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Pwt - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart Restos du Cœur posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine + dans les Kiosques Ile de France uniquement.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à: Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

RCO22BAO004

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €~~*
 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [] [] [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv+co. Vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de Courrier international ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse: <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
 (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada :
 (1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
 (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Nous **semons des graines de soja** naturellement riches en protéines végétales pour vous proposer **des produits aussi gourmands que sains au quotidien.**

Depuis **20 ans**

**NOUS POUVONS COMPTER SUR L'EXPERTISE
DES PRODUCTEURS DE NOTRE FILIÈRE
BIOLOGIQUE 100 % FRANÇAISE.**

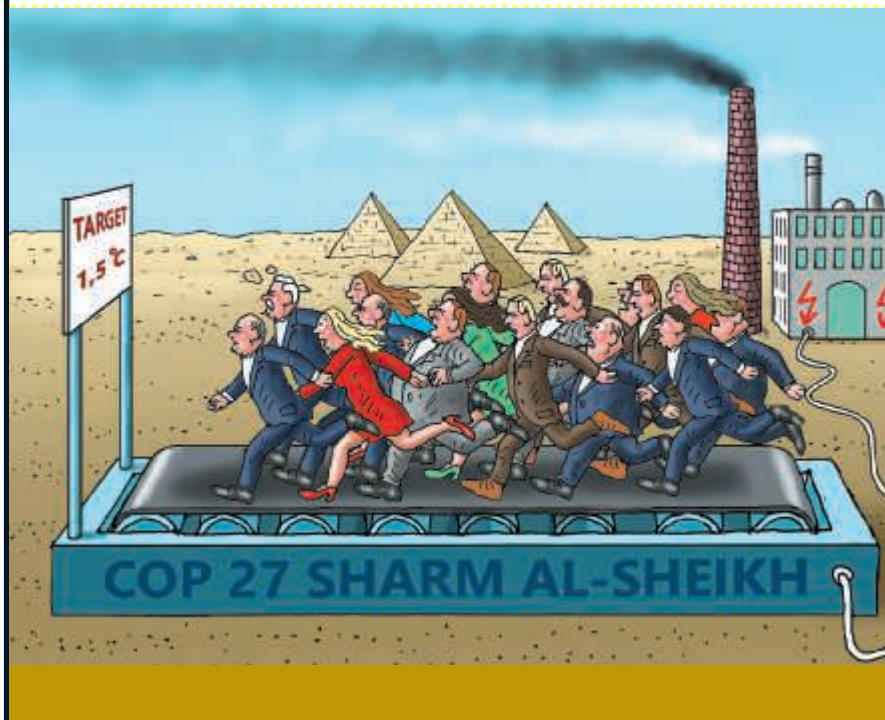


Produits à retrouver exclusivement en magasins BIO
Retrouvez nos engagements sur www.sojade.eu



COP27. Quid des énergies fossiles ?

Un accord en faveur de l'indemnisation des pays pauvres a été arraché in extremis en Égypte. Une façon de donner le change alors qu'aucun engagement n'a été pris sur la réduction des énergies fossiles, déplore ce quotidien de la City.



CARTOON MOVEMENT

— **Financial Times** (extraits) Londres

La COP27, sommet sur le climat qui s'est tenu dans la ville balnéaire de Charm El-Cheikh, en Égypte, était vouée à connaître des difficultés. La guerre en Europe, la flambée de l'inflation, la crise de l'énergie, l'endettement considérable, les pénuries de nourriture et les relations tendues entre les États-Unis et la Chine ne risquaient pas de favoriser la coopération internationale sur l'épineux sujet de la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Au cours de ces deux semaines, la COP27 a réussi à décevoir plus encore que prévu sur la question où elle était le plus attendue. Lors d'un sommet où planaient les inondations subies au Pakistan, "le phénomène climatique du siècle", selon Islamabad, il fallait saisir l'occasion d'envoyer un signal politique univoque montrant que le monde est prêt à accélérer la sortie des énergies fossiles.

De nombreuses nations voulaient poursuivre le travail commencé à Glasgow, où un accord avait été arraché à la COP26 sur l'élimination progressive du recours débridé au charbon. Mais une proposition de l'Inde,

qui a suggéré un recul de tous les combustibles fossiles et pas seulement du charbon, a échoué compte tenu de l'opposition de grands producteurs pétroliers et gaziers, notamment l'Arabie saoudite et la Russie.

Plusieurs dirigeants européens, après avoir interrompu leur approvisionnement en énergies russes lors de l'invasion de l'Ukraine, se sont tournés vers Riyad pour négocier de nouveaux contrats.

Les conséquences de ces réalités géopolitiques expliquent que la COP27 ait malgré tout décroché une avancée qui avait échappé à tous les sommets sur le climat depuis leur création, en 1995. Il était largement temps de s'accorder sur un fonds d'aide aux pays pauvres les plus menacés par les ravages dus au dérèglement climatique, de plus en plus fréquents.

Les vies et les moyens de subsistance sont déjà menacés dans ces pays, en raison d'un réchauffement régulier dû à des gaz à effet de serre qui, historiquement, sont le fait de pays riches. Sur le plan moral, on pourrait qualifier de réparations les versements effectués au titre du nouveau fonds, mais ce n'est pas ce qui a été défini. Les pays riches n'auraient jamais accepté un accord



ÉDITO

↳ Objectif 1,5°C. Dessin de Marian Kamensky, Autriche.



Vu du
Burkina Faso

Attention aux mirages

● Des "conclusions a minima", tranche **Le Pays** au lendemain de la clôture de la COP27 à Charm El-Cheikh. Notamment après l'annonce d'une résolution concernant les "pertes et dommages", visant à mettre en place un mécanisme pour indemniser les pays les plus pauvres victimes des effets du dérèglement climatique. "Les plus amers sont les représentants des pays du Sud, qui, en plus de souffrir déjà énormément des effets du changement climatique, dont ils sont très peu responsables, se heurtent à la réticence des pays pollueurs, qui rechignent à délier les cordons de la bourse pour aider à prendre en charge les dégâts de leurs méfaits." Les expériences passées, poursuit le journal burkinabè, montrent que les pays en développement "ne se font pas trop d'illusions quant aux possibilités réelles que ces outils offrent". Le Fonds vert, annoncé lors de la COP15 en 2009 et promettant 100 milliards de dollars par an à compter de 2020, "n'a jamais atteint son objectif". "Et quand bien même les financements seraient disponibles, de nombreux Africains redoutent leur inaccessibilité du fait de la complexité des procédures." La déception est immense : "Le miracle attendu de la COP27 n'a pas eu lieu et est devenu, aux yeux des différentes délégations, un mirage du désert." À qui la faute ? se demande **Le Pays**, qui n'a aucun mal à désigner les "responsables du blocage des négociations". Il s'agit des puissances industrielles, États-Unis et Chine en tête, ainsi que des grands pays producteurs de pétrole (Arabie saoudite, Iran et Russie). "Les intérêts économiques et géostratégiques de ces nations prennent en otage l'avenir de la planète Terre, se désole le journal. Les COP peuvent donc se succéder, mais les négociations aboutiront au même constat de 'surplace', voire d'échec, avec les conséquences bien connues : les phénomènes climatiques continueront de s'emballer, ouvrant pour le genre humain les gouffres de l'incertitude."

Cet article est disponible en intégralité sur notre site, sous le titre "COP27 : l'Afrique attendait un miracle, elle n'aura peut-être qu'un mirage".

les désignant coupables ou prévoyant des montants indéterminés d'indemnisation. Avoir accepté ce nouveau mécanisme de financement vaudra déjà des reproches à nombre de dirigeants au niveau national.

Quant à savoir qui abondera le fonds et qui en bénéficiera, ce sera à décider lors de prochaines COP, après avoir tenté cette fois-ci, en vain, de garantir que des pays comme la Chine contribuent à assumer cette charge financière. La deuxième économie mondiale s'abstient généralement d'accepter de telles responsabilités lors des pourparlers sur le climat à l'ONU, où la Chine est de longue date placée dans le groupe des pays en développement. Mais ses richesses en forte croissance et le fait qu'elle soit la première émettrice de CO₂ signifient qu'elle doit endosser une plus grande part du problème climatique, qui ne pourra être résolu sans sa participation.

Le nouveau fonds n'a pas été la seule avancée de la COP27. Les États membres ont aussi convenu de réformer les banques multilatérales de développement, afin de doper le financement de la lutte contre le changement climatique et de veiller à ce que ces organismes soient adaptés à notre contexte actuel. En outre, les pays riches ont lancé un dispositif doté de 20 milliards de dollars publics et privés pour aider l'Indonésie à se sevrer du charbon. Ce mécanisme fait suite à une initiative annoncée en 2021 à Glasgow pour aider l'Afrique du Sud à se passer progressivement de la majorité des combustibles fossiles polluants.

D'autres avancées sont également à noter, à la suite des discussions à Glasgow, sur le ralentissement de la déforestation, le développement des véhicules à zéro émission et la rigueur des engagements pris par les entreprises et les institutions financières pour atteindre la neutralité carbone.

En revanche, pour ce qui est du défi primordial de réduire la consommation d'énergies fossiles et les émissions de CO₂, la COP27 a laissé un vide inquiétant qu'il sera d'autant plus difficile de combler lors des prochains sommets.—

Publié le 20 novembre

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné "aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables", le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe.

Un mobile reconditionné et un forfait à ce prix-là, ce n'est pas de la magie, c'est Orange.

Bonus reconditionné
20 €
en chèques cadeaux⁽¹⁾

iPhone SE
64 Go

reconditionné

1 €*

avec une offre de reprise


et avec le forfait Série Limitée 40 Go
à 16,99€/mois pour les nouveaux clients⁽²⁾

pendant 12 mois puis 21,99€/mois⁽³⁾
pour clients Pack Open



* Soit 51 € avec le forfait Série Limitée 40Go avec engagement 24 mois – 50 € de bonus reprise pour le rachat d'un mobile⁽⁴⁾.

iPhone SE 64Go : DAS tête : 0,98 W/kg - DAS tronc : 0,99 W/kg - DAS membres : 3,29 W/kg.

 Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 17/11/2022 au 01/02/2023, réservée aux particuliers propriétaires de mobiles éligibles, pour toute nouvelle souscription de la Série Limitée forfait mobile 40Go. Non valable pour les clients détenteurs d'une offre Orange ou Sosh changeant d'offre. Conditions sur orange.fr

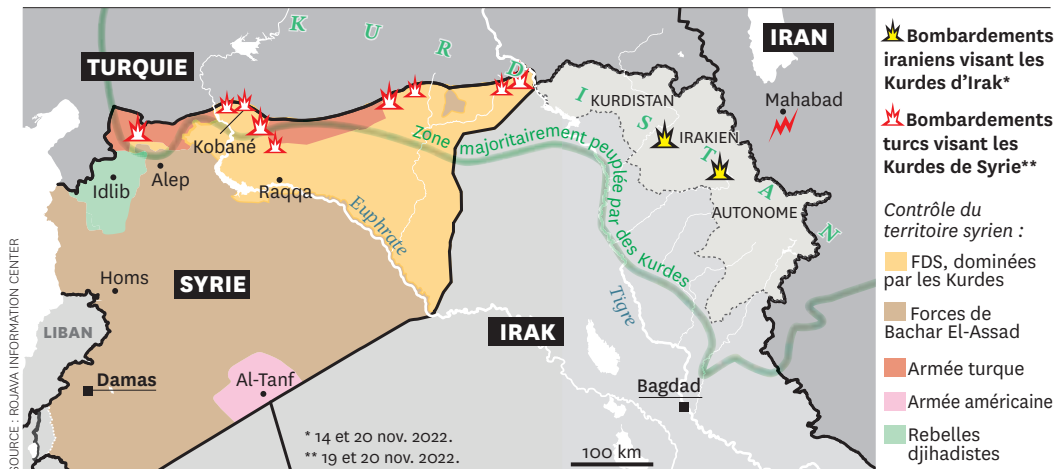
(1) Chèque cadeau Bonus reconditionné d'une valeur de 20 € limité aux clients ayant acheté un téléphone reconditionné du 17/11/2022 au 04/01/2023 en boutique Orange, sur orange.fr ou par le Service Client. Offre cumulable avec le Bonus reprise et/ou remise immédiate et/ou le Bonus réparation. Détails et conditions des offres en boutique ou sur orange.fr. (2) Offre de remboursement différé de 5€/mois pendant 12 mois sur facture pour les nouvelles ouvertures de ligne sous réserve de n'avoir pas résilié d'offre Orange au cours des trois derniers mois à compter du 17/08/2022. Offre de remboursement non cumulable. Détails et formulaire sur orange.fr. (3) Tarif réservé aux particuliers, dans la limite de 4 forfaits mobile par Pack Open, incluant une remise sur le tarif du forfait 40Go avec mobile à 28,99€/mois du 17/11/2022 au 01/02/2023. Perte de remise en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression de la remise par le client Pack Open. (4) Pour l'achat d'un iPhone SE 2020 64Go noir parfait état reconditionné par CADAQZ, Orange rachète votre ancien téléphone 50€ de plus que sa valeur estimée (sans valeur minimum de reprise). Remise et conditions en boutique Orange.

orange™

IRAN

La répression contre les Kurdes s'intensifie

La contestation se poursuit. Les Gardiens de la révolution ont été déployés dans les zones kurdes et des zones du Kurdistan irakien ont été bombardées.



La Turquie à l'offensive

Des régions kurdes de Syrie et d'Irak ont été visées par des frappes turques. Un calcul politique, estime la presse d'opposition.

Un drone turc a bombardé le 22 novembre en Syrie une base conjointe des forces kurdes et de la coalition internationale menée par les États-Unis, ont indiqué les forces kurdes. Les jours d'avant, l'armée turque avait déjà bombardé les régions kurdes du nord de la Syrie et de l'Irak. "89 nids de terroristes ont été détruits", applaudit le quotidien islamo-nationaliste **Yeni Safak**, en référence aux cibles de ces frappes, à savoir la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ankara accuse ce mouvement, ainsi que les forces arabokurdes des Forces démocratiques syriennes, proches du PKK, d'être responsable de l'attentat qui a récemment endeuillé Istanbul : le 13 novembre, une bombe déclenchée dans une artère du quartier stambouliote de Taksim avait fait 6 morts et 81 blessés parmi les passants.

Yeni Safak note que des frappes aériennes turques ont, pour la première fois, été menées contre

la ville de Kobané, symbole de la résistance kurde au groupe djihadiste État islamique (EI).

Quelques heures après ces frappes, le président Recep Tayyip Erdogan a menacé de conduire une offensive terrestre contre les Kurdes de Syrie. "Il n'est pas question que cette opération soit uniquement limitée à une opération aérienne." Une menace qu'il a réitérée le 22 novembre, note le journal progouvernemental **Daily Sabah**.

Le média en ligne **Gazete Duvar** interprète cette surenchère à l'aune de la présidentielle prévue en juin 2023. "Il n'y a plus de doute : le pouvoir va multiplier ce genre d'opérations à mesure que les élections approchent." Un avis partagé par plusieurs médias d'opposition. À leurs yeux, l'objectif du président Erdogan est multiple : rallier les électeurs nationalistes, détourner l'attention de la crise économique et diviser l'opposition, dont les Kurdes sont un électorat clé.

Dans ce contexte, une partie de l'opposition commence à remettre en cause la version officielle de l'attentat – non revendiqué – d'Istanbul. Faut-il vraiment y voir la main des Kurdes? Le fait que la principale suspecte ne soit pas kurde, le profil de ses complices, la cible de l'attentat et son timing déconcertent une partie des observateurs. Et le quotidien **Birgün** relève qu'elle avait été emprisonnée par les forces kurdes dans la ville de Manbij pour "espionnage au profit de la Turquie".

— **Courrier international**

Plus de deux mois après la mort de Mahsa Amini, décédée après avoir été arrêtée à Téhéran par la police des mœurs, la contestation en Iran ne semble pas faiblir. Notamment dans les régions kurdes, d'où la jeune femme était originaire. Si bien que le régime des mollahs – qui accuse en outre les partis kurdes de velléités séparatistes –, a décidé d'y intensifier sa répression "en déployant des véhicules militaires et en tirant à balles réelles sur des manifestants", rapporte le média d'opposition basé à Londres **Iran International**.

À Javanroud, ville kurde de la province de Kermanschah, un enseignant et un adolescent de 16 ans ont péri le 20 novembre sous les tirs des forces de l'ordre, rapporte **BBC Persian**. La veille, ajoute *Iran International*, les Gardiens de la révolution – l'armée idéologique du régime – ont envahi les rues de Mahabad, une autre ville kurde, "avec des véhicules blindés et ont tiré sur les manifestants et les maisons des habitants". Selon Hengaw, une organisation de défense des droits humains située en Norvège et citée par **Middle East Eye**, des troupes ont même été hélicoptérées à Mahabad. Au moins treize personnes y ont été tuées.

Ce déploiement et ce recours à la force aveugle ont galvanisé les habitants de cette ville à majorité sunnite, à nouveau descendus dans la rue pendant le week-end. Des actions similaires étaient signalées dans d'autres villes kurdes et ailleurs dans le pays. Partout, selon des vidéos relayées sur les réseaux sociaux, des tirs nourris ont été menés pour les réprimer.

Une répression que l'Iran a portée au-delà des frontières. Le 22 novembre et deux jours plus tôt, les Gardiens de la révolution ont bombardé des factions d'opposition installées dans le Kurdistan irakien, que Téhéran accuse d'attiser les manifestations en cours en Iran, rapporte *Middle East Eye*. Des bombardements avaient déjà, le 28 septembre et le 14 novembre, visé ces groupes établis depuis des décennies dans le Kurdistan irakien.

Face à la militarisation de la répression, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, s'est dit "très préoccupé". En Iran, des personnalités sont sorties de leur silence pour dénoncer un bain de sang. L'histoire retiendra que le régime actuel est "un régime tueur d'enfants", a posté l'actrice Hengameh Ghaziani sur Instagram.

Et la mort dans la ville d'Izeh le 16 novembre de Kian Pirfalak, 10 ans, dans une fusillade avait également suscité un immense émoi sur les réseaux sociaux. Dans une autre vidéo, qui lui a valu d'être arrêtée, Ghaziani a déclaré : "Ceci pourrait être mon dernier message. À partir de maintenant, quoi qu'il m'arrive, sachez que, comme toujours, je suis avec le peuple iranien jusqu'à mon dernier souffle."

— **Courrier international**

LE DESSIN DE LA SEMAINE

Le brassard de la renonciation



FOOTBALL — Des "méthodes dignes d'un film de gangsters", avait réagi la **Süddeutsche Zeitung** après la menace de sanctions sportives de la Fifa contre les sept équipes européennes engagées dans la campagne pour les droits LGBTQI. Elles ont fini par céder. Leurs capitaines n'arboreront pas le brassard arc-en-ciel "One Love" durant le tournoi. Comme quoi, l'argent achète tout, semble nous dire Ruben.

✓ Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.



REVUE DE PRESSE

Ensemble collectons mieux

Bouchons attachés
Collecte facilitée
pour le recyclage



**SCANNEZ
POUR PLUS
D'INFORMATIONS**

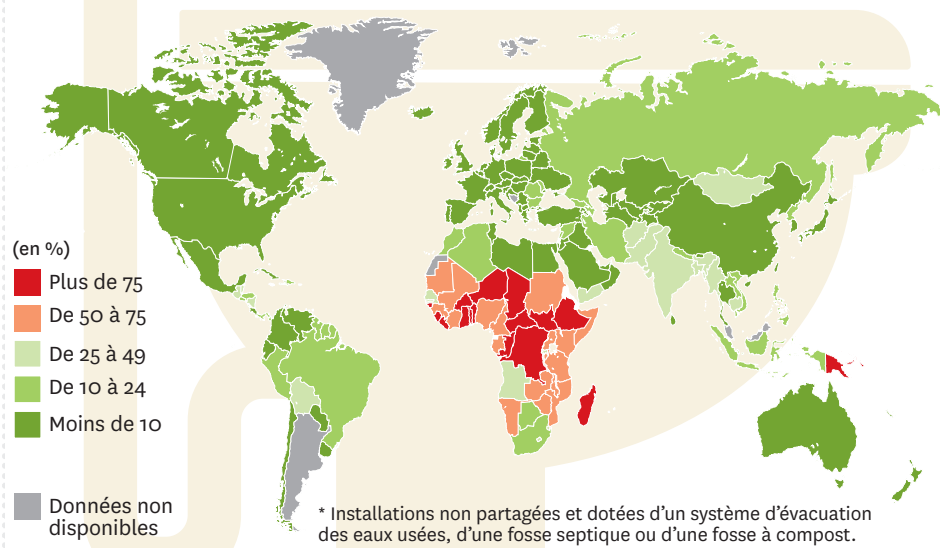
Coca-Cola EN FRANCE

LA CARTE
DE LA SEMAINE



En manque de toilettes

Part de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires de base* en 2020



SOURCES : OMS, UNICEF

SANTÉ — “Nous sommes en 2022 : peut-on imaginer vivre sans toilettes ?” s’interroge depuis New Delhi le magazine **Down to Earth** à l’occasion de la Journée mondiale des toilettes, célébrée chaque 19 novembre depuis 2001. En 2020, comme le montre cette carte, une grande majorité des pays dépourvus d’installations sanitaires dignes de ce nom se trouvaient en Afrique. Le Tchad et Madagascar étaient au bas du classement, 12 % environ des habitants y ayant accès. À l’échelle planétaire, rappelle ONU-Eau, l’organisateur de la journée, “3,6 milliards de personnes vivent encore dans de mauvaises conditions d’assainissement, qui dégradent leur santé et polluent leur environnement”.

Plus tôt que prévu

ESPACE — Selon les premières observations du nouveau télescope spatial James Webb, l’une des galaxies identifiées serait apparue seulement 350 millions d’années après le Big Bang, soit 50 millions d’années plus tôt que ce que l’on croyait, note la revue **Nature**. “D’une manière ou d’une autre, l’Univers a réussi à former des galaxies plus vite et plus tôt que ce que nous pensions”, a expliqué le 17 novembre Tommaso Treu, professeur d’astronomie à l’université Ucla.

Un procès exemplaire

PAYS-BAS — Après trois ans de procès, un tribunal néerlandais a rendu le 17 novembre son verdict dans la catastrophe du vol MH17 : jugés par contumace, deux ressortissants russes et

un Ukrainien, gradés ou paramilitaires, ont été condamnés à la perpétuité, tandis qu’un quatrième a été acquitté. Ce qui fait dire à **De Volkskrant** : “Les Pays-Bas ont contré l’acte barbare contre le MH17 avec un procès exemplaire.” Parti d’Amsterdam avec 298 personnes à son bord, l’avion de la Malaysia Airlines avait été abattu par un missile Buk le 17 juillet 2014 dans le Donbass.

La terre en colère

INDONÉSIE — Un séisme a fait au moins 268 morts, dont une majorité d’enfants coincés dans leurs salles de classe, et plusieurs centaines de blessés, le 21 novembre, sur l’île de Java. Son épicentre était situé à Cianjur, à une centaine de kilomètres au sud de Jakarta, ce qui fait dire au journal **Koran Tempo** : “L’amok de la terre à Cianjur”, en référence à l’accès

de rage meurtrier que décrit ce mot malais. Quelque 13 000 personnes ont été déplacées et plus de 2 000 bâtiments détruits.

Tuerie dans un club gay



de rage meurtrier que décrit ce mot malais. Quelque 13 000 personnes ont été déplacées et plus de 2 000 bâtiments détruits.

ÉTATS-UNIS

— Sur la photo de une du **Denver Post**, Leiahene, qui se produisait le 22 novembre sur la scène du Club Q à Colorado Springs quand un jeune homme de 22 ans a fait irruption et tiré au hasard. Cinq personnes ont été tuées et 25 autres blessées. Des clients ont maîtrisé le tueur. “Nous sommes brisés”, a confié Joshua Thurman, un habitué de cette boîte de nuit, au journal du Colorado, qui reproduit sa réaction en titre.

Impasse en vue



MALAISIE —

“Aucun vainqueur net”, titre le 20 novembre **The Star** au lendemain de législatives anticipées. Avec 82 sièges, le Pakatan Harapan d’Anwar Ibrahim est arrivé en tête du scrutin, mais loin des 112 sièges nécessaires pour former un gouvernement. Des tractations ont alors débuté avec les deux autres grandes formations. Le roi leur avait donné jusqu’au 21. Puis jusqu’au 22. En vain. Faute d’accord, le monarque devait les recevoir afin de sortir de cette impasse, qui, craignent déjà certains, augure une forte instabilité politique.

Fiscalité ambitieuse

COLOMBIE — Premier président colombien de gauche, Gustavo Petro a réussi un pari osé : faire voter la réforme fiscale la plus ambitieuse de l’histoire du pays. Celle-ci s’attache avant tout à taxer les industries pétrolières et minières, les Colombiens les plus riches et la “malbouffe”. Si le président a dû faire des concessions en chemin, sa réforme – adoptée le 17 novembre – devrait tout de même permettre de récolter 20 000 milliards de pesos de plus par an (environ 3,9 milliards d’euros, soit autour de 1,7 % du PIB), destinés aux programmes sociaux. “En ce sens, elle remplit son principal objectif, à savoir rendre le système fiscal plus progressif”, résume le média **La Silla Vacía**.

Une page se tourne

KAZAKHSTAN — Après sa victoire à la présidentielle anticipée du 20 novembre, Kassym-Jomart Tokaev tourne la page de son prédécesseur et mentor Noursoultan Nazarbaev. Celui-là même qui l’avait pourtant amené au sommet du pouvoir en 2019 en le pensant inoffensif. Pour le site russe **Lenta**, ce scrutin “ouvre une ère de politique nouvelle” alors que celui qui a été élu pour sept ans a promis des réformes et “un Kazakhstan nouveau”. Mais, attention, metten en garde ses confrères de **Politnavigator**, Tokaev “utilise les mêmes stratégies que Nazarbaev en son temps et va vers une usurpation progressive du pouvoir”.

Coke en stock

BELGIQUE — Dans le port d’Anvers, principal point d’entrée de la cocaïne en Europe, les quantités de drogue saisies sont chaque année plus importantes et devraient passer la barre des 100 tonnes cette année. Les incinérateurs n’arrivent pas à suivre le rythme, a prévenu le 19 novembre **De Standaard**. “Ce qui fait que la question du stockage commence à prendre des proportions hallucinantes : actuellement, des dizaines de tonnes attendent d’être détruites dans les hangars de la douane.” Et au vu de la valeur du gramme de cocaïne, les autorités craignent que ces stocks n’attirent la convoitise des groupes criminels.

16

ANS : CELA VA-T-IL DEVENIR L’ÂGE LÉGAL DU DROIT DE VOTE EN NOUVELLE-ZÉLANDE ? La Cour suprême a appuyé le 21 novembre une initiative en ce sens, estimant que l’âge actuel – 18 ans – enfreint les droits des plus jeunes. Mais, souligne le **New Zealand Herald**, “seul le Parlement est en mesure de décider si la loi doit être amendée”. Et le vote de 75 % des députés est nécessaire. La Première ministre, Jacinda Ardern, s’y dit favorable mais a averti qu’un tel changement ne pourrait avoir lieu avant les élections de 2023.

Ajoutez de la féerie à vos courriers de fin d'année



13,92€
NET
Le carnet de 12 timbres

Carnet de timbres en édition limitée

N'attendez pas pour sublimer vos envois de courriers et de vœux.
12 timbres pour créer la surprise et l'émotion. L'assurance de faire
plaisir avec une attention personnalisée pour les fêtes.

DISPONIBLE EN BUREAU DE POSTE ET SUR LAPOSTE.FR

Flashez et découvrez
nos produits festifs.



vous simplifier la vie

d'un
continent
à l'autre.

Europe



Asie	18
Amériques.....	20
Moyen-Orient...	24
Afrique	28
France	30

Guerre en Ukraine. La Pologne, un allié toujours plus exposé



FOCUS

Le tir de missile qui a fait deux morts dans un village polonais, le 15 novembre, met en relief la vulnérabilité de ce pays frontalier, par lequel transitent les armes destinées à l'Ukraine. Et les divisions au sein de l'Otan.



—Der Tagesspiegel Berlin

C'est face à un danger existentiel que se révèle la véritable nature des gens. Souvent, on s'aperçoit alors que les récits stéréotypés sur ce que sont "les autres" sont des préjugés.

Le missile qui est tombé en Pologne et les réactions qu'il a suscitées ont eu cet effet révélateur. Les Polonais souffrent d'un traumatisme russe et exigent que l'on adopte une approche dure vis-à-vis de Moscou ? Les Allemands sont marqués par la politique de détente et sont dans une large majorité des pacifistes ?

Quand un missile est tombé sur le village de Przewodow, dans l'est de la Pologne, près de la frontière ukrainienne, tuant deux personnes, les Polonais et les Allemands ont réagi de façon fort semblable. Ils se sont

inquiétés des premières victimes mortes sur le territoire de l'Otan dans des circonstances qui sont la conséquence directe de la guerre. Ils ont eu peur d'être entraînés dans la guerre ; quelques-uns ont même redouté que l'on se trouve à la veille d'une guerre mondiale.

Et les deux sociétés n'ont pas caché leur soulagement quand il s'est avéré qu'il ne s'était pas agi d'une attaque russe ciblée contre la Pologne. À Varsovie, le gouvernement a évité les déclarations incendiaires et s'est comporté avec un sang-froid digne de celui auquel Angela Merkel et Olaf Scholz ont habitué les Allemands.

Cette unanimité a cependant été de courte durée, à cause de la question de savoir que faire au lendemain de l'incident. Rien, auraient tendance à répondre les Allemands. Si c'est un missile antiaérien ukrainien le

coupable, cela ne justifie pas que l'on change d'attitude vis-à-vis de la guerre. Kiev reçoit déjà des systèmes de défense antiaérienne et d'autres armes. Il ne saurait être question de plus, afin de ne pas pousser Vladimir Poutine à de dangereuses extrémités.

Nombre de Polonais ne partagent pas cette vision des choses. Ce n'était qu'une question de temps avant que le territoire de l'Otan ne soit touché par des tirs.

Voilà le risque que l'on court quand le président Poutine ne limite pas les opérations militaires au champ de bataille, mais qu'il lance des missiles sur toute l'Ukraine – parfois avec une précision douteuse – pour détruire des centrales et d'autres infrastructures vitales et terroriser la population civile.

Cette stratégie "de la terre brûlée" constitue un crime de guerre et fait qu'il est presque inévitable que des missiles qui visent des grandes villes ukrainiennes

L'Occident doit faire plus d'efforts pour que cesse la pluie de missiles.

proches du territoire de l'Alliance, comme Ouhhorod, Tchernivtsi ou Lviv, frappent au-delà : en Roumanie, en Hongrie, en Slovaquie ou en Pologne. De ce point de vue, il importe en fin de compte assez peu de savoir s'il s'agit de missiles de la défense antiaérienne ukrainienne ou d'armes offensives russes.

Le danger qu'un pays de l'Otan se retrouve tôt ou tard entraîné dans le conflit tient à la façon russe de conduire la guerre. Aussi l'Occident doit-il faire plus d'efforts pour que cesse la pluie de missiles qui s'abat sur toute l'Ukraine jusqu'aux frontières de l'Alliance. Car qui peut garantir que la prochaine fois il n'y aura que deux morts et que l'on pourra de nouveau se satisfaire du fait que ce n'était pas

une attaque russe délibérée ? Les réponses quant aux leçons qu'il faut en tirer sont différentes, et elles n'ont pas grand-chose à voir avec les stéréotypes dont Polonais et Allemands usent pour se décrire les uns les autres. Elles découlent de profondes divergences.

La Pologne déplore ses premiers morts à la suite des combats. Les Polonais vivent à proximité immédiate du danger, les Allemands, eux, sont bien plus loin. Si les uns et les autres tiennent à ce que la guerre ne s'étende pas, l'Allemagne aussi doit trouver des réponses convaincantes à la question suivante, légitime : que peut faire l'Occident pour que la Russie limite sa guerre des missiles au champ de bataille ? Sinon, la peur de voir l'Otan entraînée dans la guerre reviendra bientôt nous hanter.

—Christoph von Marschall
Publié le 21 novembre

↓ Pologne. Dessin de Mikail Çiftçi, Turquie.



La nuit où tout a failli basculer

Après l'explosion d'un missile sur le sol polonais, un dispositif bien orchestré s'est mis en place, rapporte *Die Welt*. Mais les responsables de l'Otan ont dû naviguer à vue.

Le tir de missile qui a fait deux morts le 15 novembre en Pologne a déclenché un processus d'urgence, que Christoph B. Schiltz, le correspondant à Bruxelles de *Die Welt*, a réussi à reconstituer en détail.

«Selon nos informations, les autorités polonaises ont appris vers 16 heures qu'une explosion s'était produite dans le village de Przewodow, à 8 kilomètres de la frontière ukrainienne», explique-t-il dans le journal berlinois. Un peu moins de trois heures plus tard, la nouvelle est remontée au siège de l'Otan, où de nombreux cadres ont immédiatement été alertés.

À partir de ce moment «a commencé un processus qui est appelé 'establishing facts' ['établir les faits'] dans le jargon de l'Otan», rapporte le titre berlinois.

L'organisation s'est rapprochée des services du renseignement des pays de l'Alliance, avant de recouper les différentes informations qu'on leur transmettait. «Mais le tableau est resté confus pendant des heures.»

L'Otan a déclenché le processus qu'elle appelle "establishing facts" ("établir les faits").

Dans la soirée, assure *Die Welt*, le secrétaire général de l'Otan a échangé au téléphone avec plusieurs responsables et dirigeants européens, dont les présidents polonais et américain. Mais le journal raconte aussi comment Jens Stoltenberg a dû gérer la pression au moment où l'affaire est sortie dans la presse. Une

dépêche de l'agence Associated Press rapportait notamment que l'explosion polonaise avait été causée par un projectile russe – ce qui aurait pu pousser l'Alliance atlantique vers la guerre –, mais cela n'a pas été confirmé par la suite.

Quelques heures plus tard, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a lui aussi pointé du doigt Moscou.

Finalement, aux alentours de 3 heures du matin, l'information selon laquelle le missile responsable de l'explosion n'avait «probablement pas été tiré depuis la Russie» a été transmise à Bruxelles.

L'hypothèse d'un raté de la défense antiaérienne est progressivement devenue l'option la plus probable.

Stoltenberg a relayé ces informations devant la presse le 16 novembre, à la mi-journée. «Nous n'avons aucun signe qu'il s'agissait d'une attaque délibérée ou que la Russie projette des actions militaires contre les membres de l'Otan, a déclaré le haut fonctionnaire international. Mais nous considérons que c'est la Russie qui en porte la responsabilité en dernier lieu. C'est en effet elle qui est responsable de la guerre en Ukraine, qui a provoqué cet incident.»

Repères

Un pays clé

●●● L'incident du missile a braqué les projecteurs sur la Pologne, un pays vu par la plupart de ses alliés comme la clé de voûte de la sécurité dans la région à la lumière de la guerre en Ukraine. À commencer par Kiev, dont les autorités sont allées peut-être un peu vite en besogne en affirmant que ce missile avait été tiré par les Russes. «Quoi qu'il arrive, nous ne devons pas risquer d'altérer nos relations avec la Pologne», reconnaît l'éditorialiste de l'hebdomadaire ukrainien *Dzerkalo Tyjnia*. Ce pays a non seulement accueilli plus d'un million de réfugiés, mais il est le «hub» par lequel passait toute l'aide militaire à son pays, rappelle le journaliste. «Et s'il est confirmé que le missile a été tiré par la défense aérienne ukrainienne, les autorités de Kiev devraient reconnaître leur responsabilité», poursuit-il. Vu de Pologne, ce n'est pas tant la provenance du missile qui inquiète mais le fait qu'il ait pu atteindre le territoire

polonais. «Notre plus gros problème à ce stade est que notre système de défense aérienne – qui est celui de l'Otan – ne s'est pas activé. Et les Russes le savent», écrit ainsi Marcin Wyrwal, correspondant militaire du site d'information *Onet*. L'Allemagne a aussitôt réagi en envoyant une de ses batteries Patriot, qui sera déployée le long de la frontière ukrainienne. La Pologne, qui est déjà équipée du système de défense antiaérienne britannique Sky Sabre pour protéger ses sites les plus stratégiques, compte passer commande auprès de Washington pour huit autres batteries Patriot. Mais même avec un tel équipement, une protection à 100 % de l'espace aérien reste impossible à atteindre, affirment les experts militaires locaux.

Zelensky en appelle à l'Otan pour Zaporijjia

●●● L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord doit garantir la protection des installations nucléaires ukrainiennes au nom des intérêts que l'Alliance

atlantique partage avec Kiev. Voilà en substance le message principal qu'a adressé Volodymyr Zelensky le 21 novembre, annonce le *London Evening Standard*, après que les bombardements ont redoublé sur la centrale, alimentant l'inquiétude des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Des frappes ciblées, que s'attribuent mutuellement russes et ukrainiens. «Tous nos pays ont intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'incidents dangereux dans nos installations nucléaires», a notamment déclaré le président ukrainien, avant de qualifier les attaques autour de la centrale de Zaporijjia de «sabotage russe» dans un discours vidéo adressé à l'Assemblée parlementaire de l'Otan, à Madrid. «Zelensky en a profité pour demander à nouveau une intégration de l'Ukraine à l'Otan et à l'Union européenne», précise le *BBC* dans son direct. Il a aussi évoqué la sécurité nucléaire lors d'un appel téléphonique avec Emmanuel Macron, lequel s'est dit «préoccupé» par la situation autour de la plus grande centrale nucléaire d'Europe.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

À la frontière polono-ukrainienne, la guerre a rapproché de vieux ennemis, raconte *The Observer*. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les vieilles blessures causées par les batailles sanglantes autour des frontières entre les deux pays au début du xx^e siècle se sont refermées pour faire face à un ennemi commun, la Russie. Un récit à découvrir, traduit en français, sur notre site.



← Comme le pont qui relie Kharkiv et le reste de la région a été détruit, l'aller-retour entre les deux rives se fait sur des bateaux à moteur.

Photo Staryi Saltiv/
B.Gerdžiūnas/LRT

Louhansk sont arrivés et alors tout a commencé.”

Les autorités russes ont nommé Maxime Goubine comme nouveau maire. Selon les médias ukrainiens, il avait été autrefois candidat malheureux au conseil municipal de Kharkiv et n'était rien de plus qu'un escroc à la petite semaine, soutirant de l'argent aux gens avec la promesse de leur trouver un emploi en Israël. Une fois qu'il est arrivé au pouvoir, ses méthodes ont pris de l'ampleur.

Racket. Après qu'il se fut montré dans un reportage télé de propagande en train de recevoir un passeport russe, une rumeur a couru que les habitants pourraient aussi en recevoir un contre une contribution de 20 000 roubles, environ 320 euros. La retraite moyenne en Ukraine est de moins de 100 euros. “Je connaissais une fille qui m'a raconté qu'elle allait obtenir un passeport russe, dit Tetiana. Elle m'a dit, vas-y [à l'administration locale] et tu recevras le tien. J'ai demandé comment. Elle a répondu : en donnant simplement 20 000 roubles au maire.” Mais les passeports ne sont jamais arrivés pour ceux qui avaient mordu à l'hameçon. “Ils ont simplement gardé l'argent pour eux”, dit Tetiana.

On ignore ce qui a conduit les gens à demander la nationalité russe : le soutien manifeste aux forces d'occupation, la nécessité ou encore d'autres raisons. Selon de précédents témoignages, les détenteurs d'un passeport ukrainien étaient soumis à des interrogatoires de la part de Russes s'ils tentaient de fuir.

Tetiana fait mention de quidams d'avant la guerre qui ont occupé des postes importants dans la nouvelle administration. Leur but était d'en tirer des profits, dit-elle. L'administration d'occupation dirigée par Maxime Goubine a prétendument commencé à mettre en œuvre d'autres

—LRT Vilnius

Nous sommes arrêtés sur le bas-côté à un barrage de police. “Vous aurez à passer par la filtration à votre retour”, dit un officier. C'est la première fois que nous entendons parler de ce processus de filtration. Et ce ne sera pas la dernière.

Quand les Ukrainiens ont repoussé les troupes russes, ils ont pénétré dans des villes et des villages qui s'étaient retrouvés auparavant sous occupation. Nombre d'entre eux ont été dirigés par des collaborateurs importés ou choisis parmi les habitants locaux.

Le modèle de gouvernement décentralisé de l'Ukraine a été à la fois une bénédiction et une plaie. Dans des endroits comme Mykolaïv ou Jytomir, les maires se sont mis immédiatement sur le pied de guerre, en préparant leurs villes pour le siège, ralliant les forces, les volontaires, les médecins; tout en fournissant de l'aide humanitaire et secourant les réfugiés.

Ailleurs, ceux qui ont rallié le côté russe ont permis au nouveau régime de déraciner le noyau local

Autour de Kharkiv, on mène une chasse aux collaborateurs

Dans les villes libérées de l'est du pays, les forces de sécurité ukrainiennes mènent une opération de “filtration” pour débusquer les soldats russes fuyants, et ceux qui ont profité de leur présence durant l'occupation.

pro-ukrainien en aidant à détenir, torturer et tuer des gens. Ce dernier cas s'est avéré être celui de Koupiansk, un centre de district dans la région de Kharkiv.

Enlèvements. L'ancienne épouse d'un vétéran du Donbass ukrainien qui demande à être appelée Tetiana témoigne : “J'étais mariée à un soldat du (bataillon) Aïdar. Ils m'ont arrêté la première, ensuite ils l'ont pris. Il n'est jamais revenu. Mon voisin a disparu, son frère et sa femme, ils ont été tout simplement enlevés.”

Elle s'est retrouvée dans un sous-sol où les hommes étaient frappés et torturés.

De tels témoignages sont apparus il y a plusieurs mois quand l'armée russe a été repoussée de Kiev, de Tchernihiv et d'ailleurs. “Nous ne savons toujours pas ce qui leur est arrivé. C'était un miracle de quitter ce sous-sol en vie”, raconte-t-elle. Même après avoir été remise en liberté, on l'a menacée pour la contraindre à rester dans Koupiansk occupé. “Ils m'ont dit que si je fuyais, ils tueraient ma mère.”

“Au début, les premiers officiers russes qui sont venus étaient corrects”, explique-t-elle, ajoutant que les gens se sont même empressés de venir les saluer. “Je ne parle pas des gens comme moi, nous étions des banderovtysy [de Stepan Bandera, dirigeant du mouvement nationaliste insurrectionnel ukrainien qui s'est battu contre les Allemands et contre les Soviétiques, accusé par ces derniers d'avoir été un collaborateur des nazis] pour eux, ces prétendus fascistes ukrainiens qui se battent dans le Donbass, dit-elle. Mais plus tard, des gens de

méthodes de racket, comme exiger des dessous-de-table de 1 000 dollars en échange d'emplois bien rémunérés qui ne sont jamais concrétisés.

Une autre méthode visait les familles avec enfants. *“La Russie a offert d’emmener les enfants au sanatorium. Ils ont conduit quelques enfants en Crimée, mais ils étaient peu nombreux, il s’agissait seulement des enfants des nouveaux fonctionnaires, dit Tetiana. Les autres ont été emmenés ailleurs en Russie. Goubine demandait 20 000 roubles pour ça. Les Russes le faisaient gratuitement.”*

Désormais, Tetiana est l'une des nombreuses personnes qui participent à la distribution de l'aide humanitaire. Sous les Russes, cela prenait des jours entiers. *“Ils criaient : partez, vous êtes des animaux, je vais vous supprimer l'eau, reculez, banderovtsy”,* raconte-t-elle en se souvenant des vociférations d'un soldat. Une fois par mois, il fallait faire la queue pendant des jours à des endroits différents pour obtenir une maigre ration.

Tout autour d'eux, les soldats des régions de Donetsk et Louhansk, occupées par les Russes, se conduisaient en vainqueurs. *“Personne ne m'a violée, mais ils m'ont battue. S'ils voulaient violer, ils n'en avaient même pas besoin. Les filles ici se ruiaient sur eux”,* dit Tetiana. Elle affirme que la prostitution ou les relations occasionnelles entre les troupes russes et les filles du coin étaient une chose fréquente en ville.

Une fois, un soldat âgé s'est arrêté près d'elle, mais il n'a fait que la regarder. *“J'ai compris (ce qu'il voulait), car il y avait des filles qui les attendaient à côté de leurs voitures et de leurs blindés. Je ne pouvais pas entendre leurs conversations, mais ils parlaient ensemble.”*

Selon plusieurs témoins, les soldats faisaient des avances aux mineures. *“Un d'eux est venu me parler, a raconté une fillette de 12 ans. Quand je lui ai dit quel âge j'avais, Dieu merci, il est parti en courant aussitôt.”*

Pour dénicher les responsables des répressions, y compris les collaborateurs locaux, l'Ukraine met en œuvre sa version de la “filtration”. Cela sert aussi à démasquer les soldats russes clandestins. Selon des reporters à Kharkiv, les soldats sont engagés dans une opération de nettoyage pour

traquer les dizaines de soldats russes habillés en civil qui n'ont pas pu se retirer à temps durant la contre-offensive ukrainienne de l'automne.

Pour garder la trace de qui est qui, le lieu de résidence des habitants du cru est de nouveau réenregistré, il s'agit la plupart du temps d'une datcha ou de la maison de leurs grands-parents, où ils ont souvent échoué quand la guerre a commencé.

Des reportages précédents ont montré comment les autorités ukrainiennes interrogeaient ceux qui fuient les territoires occupés par les Russes ou venant d'endroits libérés depuis peu. Un témoin a raconté au site russe

Les officiers ont vérifié les téléphones de ceux qui fuient les zones occupées par les Russes.

d'information en ligne Meduza qu'il avait été interrogé par le SBU, les services de sécurité ukrainiens, qui lui ont posé des questions *“sur la vie sous l'occupation, s'ils avaient été victimes d'abus, ce genre de choses”*.

Les officiers ont également vérifié les téléphones de ceux qui fuient les zones occupées par les Russes, mais *“ce n'était pas vraiment quelque chose que l'on peut appeler un interrogatoire”* et c'était *“plus comme une conversation”*, dit la femme de la région de Kharkiv.

Les gens ont été également approvisionnés en aide médicale, nourriture et eau.

Ce processus n'est qu'une pâle réplique de ce qu'ont été les déportations forcées et les détentions entre les mains des Russes, qui ont transféré les gens dans ce qui est devenu par la suite des camps de filtration. Là, les témoins se rappellent avoir été déshabillés, interrogés, mais aussi torturés lors de détentions prolongées. Plus tard, ils ont fait l'objet de vérifications idéologiques.

Mais certains résidents de Kharkiv redoutent la même chose de la part des forces ukrainiennes. Cette angoisse a été aussi attisée par la propagande russe. Valery Fadeev, le président du Conseil présidentiel russe pour les droits humains, a assuré, sans preuve, que l'Ukraine menait *“des purges”* et appliquait *“des mesures de filtration”*.

“Quand les Ukrainiens sont arrivés, ils ont annoncé qu'ils allaient filtrer, dit un homme qui se présente comme Dmitri. Nous avons demandé de quoi il s'agissait. D'une preuve de loyauté, ils ont dit. J'ai demandé comment ils allaient vérifier cela? Ils ont fait des listes de ceux qui vivaient là. Nous sommes arrivés à notre datcha (avant la guerre) sans papiers.”

Dmitri se trouve à côté de Saryi Saltiv, à une heure au nord de Koupiansk. Le pont reliant la ville au reste de la région de Kharkiv est

détruit. Les gens passent d'un côté à l'autre sur un bateau à moteur, piloté par Alexei, un type joyeux et bourré qui agrmente ses trajets de quelques minutes à coups de vodka et grâce aux pourboires des passagers. Un garçon qui n'a rien à faire entre les coupures d'électricité et les écoles bombardées l'assiste.

Les passagers chargent des vélos, des bagages, des jerricans d'essence. Même les policiers traversent pour assurer la relève. Pour beaucoup, traverser, c'est se rendre pour la première fois dans les zones anciennement occupées. Plusieurs racontent la même histoire. Ils sont partis quelques jours avant la guerre dans leurs datchas – leurs maisons d'été – emmenant de l'eau et des en-cas pour quelques jours seulement. Les batailles qui se sont ensuivies les ont piégés sur place. Pour survivre, *“nous avons acheté des choses les uns aux autres, nous avons troqué, nous avons partagé”,* dit une femme.

Désinformation. Avant de repartir vers sa maison, proche de la frontière russe, Dmitri regarde partir ses proches. Ils disent qu'ici les Russes et leurs troupes ont fait preuve de retenue, même si certains de leurs voisins ont été torturés ou tués. Certains habitants citent même des cas où les Russes ont rendu des voitures volées ou ont dormi dans des maisons dont ils ont donné les clés aux voisins des maisons vacantes.

Dmitri choisit ses mots prudemment, baissant la voix. Il évoque les Russes qui ont ramené l'électricité et la vie qui revenait à la normale sous l'occupation. Et d'ajouter : *“Les Ukrainiens se comportent ici comme s'ils étaient les occupants.”*

Les locaux prorusse du Donbass ont conservé la même opinion, non fondée sur des faits, année après année. Leurs points de vue ont été principalement influencés par la désinformation diffusée depuis l'autre côté des tranchées, la plupart des habitants s'informant en regardant les télévisions russes ou en écoutant les émissions de radio des séparatistes. Les accusations lancées contre l'armée ukrainienne sur les ondes frôlent l'absurde, allant du vol de grillages

à la crucifixion d'enfants. Il continue toujours d'avoir un effet sur les gens du coin, les poussant au fur et à mesure dans les bras du camp prorusse.

La désinformation entourant la filtration a probablement trouvé un public dans la région de Kharkiv. Selon Dmitri, ils ont toujours accès aux émissions de radio en russe, la seule source d'information, dans le contexte de vide de l'information induit par la guerre. Maintenant, il se plaint que l'électricité a disparu depuis le début de la contre-offensive ukrainienne il y a plusieurs mois.

Interrogé pour savoir si la vie était belle durant l'occupation, Dmitri lève vite son doigt, ce sont nos mots, pas les siens. *“Si je dis qu'elle était belle sous l'occupation, ajoute Dmitri, je vais comprendre ce que la filtration signifie réellement.”*

À peine quelques heures plus tard, nous sommes de retour sur la route vers l'ouest. La connexion mobile redevient stable, la circulation des civils augmente. Les ouvriers nettoient les débris longeant les routes, tandis que d'autres repeignent les nouveaux panneaux. Ce qui reste des chars russes est démantelé morceau par morceau. En l'espace d'à peine quelques jours, les carcasses carbonisées auront disparu.

Peu à peu, les marques de la normalité reviennent dans les territoires reconquis.

Au dernier check-point, nous sommes salués par un autre policier. Il n'a aucune idée de pourquoi nous parlons de filtration, nous faisant signe d'avancer. *“Cela ne devrait pas s'appliquer”,* dit-il en haussant les épaules.

— Benas Gerdzianas
Publié le 14 novembre



REPORTAGE



■ Zones libérées par l'armée ukrainienne lors de récentes contre-offensives
■ Zones conquises par l'armée russe depuis le 24 février
■ Zones contrôlées par les Russes ou les séparatistes prorusse avant le 24 février

SOURCE



LRT
Vilnius, Lituanie
Irt.lt
Créé en 1926, LRT (Lietuvos radijas ir televizija, “Radiotélévision lituanienne”), est le média public de la Lituanie. Basé à Vilnius, la capitale, et financé entièrement par le budget de l'État, il propose aussi un site Internet fourni et gratuit lu par 1,2 million de visiteurs uniques mensuels.

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS L'INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)



asie

Philippines. Des fermes urbaines pour les plus précaires

À Quezon City, la municipalité a mis des terrains vagues à la disposition des habitants. Une agriculture de quartier qui leur a permis de survivre durant la pandémie de Covid-19 et rayonne aujourd'hui dans toute la ville.



—The Straits Times
Singapour

De Manille

Derrière les hauts immeubles et les boulevards très fréquentés de Quezon City, au nord-est de la capitale [philippine], Manille, on trouve un vaste terrain de 38 hectares où poussent des fruits et des légumes. Ce jardin a permis à des citadins devenus agriculteurs de survivre à la pandémie de Covid-19 dans cette ville – la plus peuplée du pays –, qui compte 2,9 millions d'habitants.

Miles Lilio, 46 ans, vit à Bagong Silangan, un quartier périphérique aux rues en terre. Lorsque le virus a frappé, en 2020, elle était femme au foyer et cultivait quelques légumes dans son petit jardin. Mais, avec le confinement,

son mari, ouvrier du bâtiment, a perdu son emploi. Et cette mère de quatre enfants a compris que les légumes du jardin ne suffiraient plus.

En janvier 2021, elle s'est inscrite au programme GrowQC sur la sécurité alimentaire, lancé par la ville. La maire de Quezon City, Joy Belmonte, s'est associée au ministère de la Réforme agraire pour transformer un terrain vague situé près de la maison de M^{me} Lilio en une ferme, baptisée "New Greenland" [littéralement "Nouveau Pays vert"].

Cercle vertueux. Un an plus tard, M^{me} Lilio fait partie des plus de 4 000 agriculteurs urbains exploitant 10 fermes et 337 jardins répartis dans toute la ville. La vente de ses légumes lui rapporte environ 1 000 pesos par mois

[17 euros]. C'est chiche, admet-elle; néanmoins, la possibilité de faire pousser de quoi nourrir sa famille change la donne.

Les participants au programme ont bénéficié d'une formation gratuite au maraîchage. En outre, la ville les a mis en relation avec des marchés pour qu'ils vendent leurs produits. Les agriculteurs gardent une partie de leur récolte pour eux. M^{me} Lilio explique les répercussions de ce programme : "Ça nous aide beaucoup, parce qu'au lieu de devoir acheter notre nourriture nous l'obtenons de nos plantations."

Le programme GrowQC a été conçu pour permettre à Quezon City d'atteindre 3 des 17 objectifs de développement durable définis par les Nations unies : éradiquer la faim, créer des emplois décents pour tous

et permettre à tous de vivre en bonne santé physique et mentale. Il a été imaginé par M^{me} Belmonte lorsqu'elle était maire adjointe, en 2010. Dans un premier temps, des kits de semences ont été remis aux habitants. Lorsqu'elle est devenue maire en 2019, puis que la crise du Covid-19 est arrivée, le projet est passé à une vitesse supérieure.

La création des jardins urbains a été la réponse de la ville à l'interruption des chaînes d'approvisionnement causée par le

Les participants au programme ont bénéficié d'une formation gratuite au maraîchage.

confinement. Des terrains vagues ont été convertis en fermes. Dans les quartiers où les terrains étaient rares, les habitants ont appris à convertir les bouteilles en plastique en pots et à empiler les vieux pneus pour y cultiver des plantes. Les déchets issus des marchés ont été transformés en compost.

"Les gens ont commencé à voir l'intérêt d'un jardin ou d'une ferme", explique M^{me} Belmonte. Désormais, ce que les cultivateurs ne vendent pas au marché ou ne ramènent pas chez eux est acheté par la ville, et la récolte est utilisée dans d'autres programmes d'aide sociale, comme la distribution d'aliments.

Du moringa, des feuilles de corète potagère, des pousses de patate douce et des épinards récoltés par M^{me} Lilio à la fin du mois d'août ont ainsi été distribués à des mères allaitantes du

↳ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.

quartier de Sauyo. Ces femmes s'étaient portées volontaires pour donner du lait aux banques de lait de Quezon City.

En plus d'assurer la sécurité alimentaire, déclare M^{me} Belmonte, GrowQC permet à la ville de mieux protéger ses habitants contre les risques climatiques tels que les fortes chaleurs, les cyclones, les inondations et la sécheresse. Les produits cultivés dans les provinces voisines de Manille et servant généralement à son approvisionnement peuvent être endommagés par des pluies torrentielles ou des typhons. Grâce aux fermes urbaines, la ville assure son autosuffisance alimentaire. Elle réduit par la même occasion les coûts de transport et les émissions de carbone.

De fait, le programme de résilience climatique GrowQC n'est pas passé inaperçu. En octobre 2021, il a remporté le prestigieux prix Galing Pook, qui récompense les pratiques innovantes des autorités locales aux Philippines.

Reconnaissance. En 2022, le ministère de la Santé philippin lui a décerné le prix Healthy Pilipinas ("Philippines saines") pour son rôle pionnier dans la promotion de l'activité physique, l'une des priorités du ministère. Quezon City est également, en 2022, la seule ville philippine parmi les finalistes du prix C40 Cities Bloomberg Philanthropies, qui salue les agglomérations les plus audacieuses en matière de lutte contre le dérèglement climatique [le prix a été remis le 19 octobre à Buenos Aires, et Quezon City n'a pas été récompensé].

Quoi qu'il en soit, pour M^{me} Belmonte, il s'agit d'une véritable reconnaissance. Un signe que sa ville est "sur la bonne voie" pour atteindre la sécurité alimentaire et être résiliente face aux changements climatiques. Elle espère que d'autres cités suivront son exemple. "Ce que nous avons appris avec GrowQC, c'est que les humains, les aliments et l'environnement sont intimement liés. Quelle que soit l'ampleur de la tâche, si nous apprenons à collaborer et à travailler ensemble vers des objectifs communs, alors tout est possible."

—Mara Cepeda
Publié le 15 octobre





VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



À SHANGHAI, UN ROBOT POUR RECHARGER LES VOITURES AVEC DE L'ÉLECTRICITÉ 100 % RENOUVELABLE

En Chine, un robot qui utilise de l'énergie renouvelable circule pour recharger les véhicules électriques. Mathilde Berthon, expatriée à Shanghai, dresse l'état des lieux de la mobilité électrique dans cette ville.

**UNE VILLE.
UNE EXPAT.**
Mathilde,
expatriée
à Shanghai



Mochi, ce nouvel engin avec un nom qui ressemble à une pâtisserie japonaise, permet aux Shanghaiens de recharger la batterie de leur véhicule facilement. Il s'agit du premier robot de recharge produit en série et alimenté à 100 % par de l'électricité dite verte.

"Contrairement aux nombreux utilisateurs de scooters électriques qui rechargent directement leurs deux-roues depuis les immeubles, les bornes de recharge pour les conducteurs de véhicules électriques sont peu nombreuses", explique Mathilde

Berthon, expatriée jusqu'en 2020 à Shanghai. Cette année-là, quelque 1,37 million de véhicules électriques ont été vendus en Chine, ce qui représente 9 % du marché automobile du pays, le plus important du monde. "À Shanghai, l'augmentation du nombre de véhicules électriques a considérablement réduit la pollution sonore. La pollution atmosphérique a également diminué mais elle persiste à cause des usines à charbon", explique Mathilde Berthon. Avant d'ajouter que, "pour voyager dans le pays, le train est la solution la plus simple. Posséder un véhicule est deve-

nu très complexe, car il faut être tiré au sort." Depuis 2011, une loterie est organisée tous les deux mois pour l'attribution de plaques d'immatriculation (100 000 par an). Pour y échapper, les habitants de Shanghai n'ont qu'une solution : acheter une voiture électrique.

JUSQU'À 600 KILOMÈTRES D'AUTONOMIE AVEC DEUX HEURES DE CHARGE

La mission du nouveau robot Mochi est claire : pallier le manque de bornes de recharge en Chine. Ce ro-

bot mobile peut recharger un véhicule électrique (VE) en seulement deux heures avec suffisamment d'électricité pour une autonomie allant jusqu'à 600 kilomètres. Après avoir souscrit au service via l'application Mochi, les conducteurs de VE peuvent laisser leur voiture et compter sur Mochi pour les retrouver. Une fois qu'il a reçu l'ordre de recharger un VE, Mochi le localise à l'aide de son système de navigation et se connecte automatiquement au véhicule. Pendant la charge, il surveille la batterie du véhicule en temps réel et effectue un contrôle complet. ●



© MATHILDE BERTHON

Cuisiner à l'hydrogène : des petits plats zéro carbone avec Toyota !

Toyota travaille depuis des années à décarboner les mobilités grâce à l'hydrogène. Mais les domaines d'application sont bien plus larges. La précieuse molécule H₂ pourrait ainsi s'inviter dans nos cuisines grâce à de nouveaux modes de cuisson.

C'est l'ambition du projet porté par Toyota et Rinnai, le plus grand fabricant japonais de gazinières. Développés au sein de la ville laboratoire Woven City, les prototypes auront pour objectif de proposer une cuisson capable de garantir la meilleure qualité culinaire, tout en s'inscrivant dans une logique de développement durable.



amériques

États-Unis. Le retour de Trump fait le bonheur des démocrates

La candidature de Donald Trump à la prochaine présidentielle améliore les perspectives d'une victoire démocrate en 2024. Mais l'idéologie trumpiste ne va pas disparaître.



—Financial Times (extraits)
Londres

Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas est rarement une bonne idée. Pourtant, après leur succès aux élections de mi-mandat [où ils ont notamment réussi à conserver la majorité au Sénat de Washington, tandis que les républicains ne disposent que d'une étroite majorité à la Chambre des représentants], les démocrates ont du mal à ne pas s'exprimer bruyamment.

Ils rêvent de voir Donald Trump remporter les primaires républicaines et donc la nomination de son parti pour la présidentielle de 2024, promesse d'une défaite assurée pour les républicains. Et ils ont probablement raison. Reste à voir si l'idéologie trumpiste se portera mieux sans sa créature.

Que Donald Trump ait fait sa "grande annonce" depuis sa résidence

de Mar-a-Lago pour courir à la catastrophe est une perspective qui a de quoi faire tourner la tête au Parti démocrate. Si Trump devient le candidat du Parti républicain, c'est la victoire assurée du camp démocrate, qui finira peut-être même par en avoir marre de gagner (pour citer Trump dans le texte).

Si les démocrates conservent la Maison-Blanche, cela voudra dire qu'ils auront été à la tête de l'Amérique pendant vingt ans (avec une seule interruption de quatre ans) depuis l'effondrement financier de 2008. Et ce serait également la preuve que l'unique mandat de Donald Trump était bien une anomalie, comme l'a dit Joe Biden.

Cette perspective est encore plus réjouissante pour les démocrates si l'on considère la situation économique en 2024. La fin d'année 2022 ne pouvait être plus mal choisie pour prendre la température de l'électorat. Et pour Trump

et une ribambelle de candidats trumpistes caricaturaux, la vague rouge était une forte probabilité. Dans deux ans, au contraire, la croissance américaine sera probablement repartie à la hausse après la récession qui est attendue l'année prochaine. L'inflation aura été jugulée. Et infliger une deuxième défaite à Trump sera la cerise sur le gâteau.

Mais il sera prématuré de penser que le kraken vient d'être vaincu. Ce monstre marin mythologique devenu emblématique de l'Amérique n'a pas disparu. Il lui faut une nouvelle tête. Il est peu probable qu'avec l'échec de Trump le Parti républicain redevienne ce parti respectable que ce dernier a bouleversé. Ses éventuels concurrents, comme Ron DeSantis, réélu haut la main au poste de gouverneur de Floride le 8 novembre, Mike Pompeo, ancien secrétaire d'État de Trump, et Glenn Youngkin, gouverneur de Virginie, vont tous vouloir prendre la tête du mouvement *Maga* [Make America Great Again,

Il est probable que le seul rôle de Trump soit désormais de laisser derrière lui un champ de ruines.

"Rendre sa grandeur à l'Amérique", cher à Donald Trump] et non pas y mettre un terme. Réussir à vaincre Trump passera forcément par le trumpisme.

Se débarrasser de Trump sans s'aliéner ses partisans risque en effet d'être une gageure. Personne ne voudra endosser le rôle du traître à Brutus. Si les adversaires de Trump n'ont pas le courage de frapper les premiers, il n'aura de son côté aucun scrupule à le faire.

Il s'en prend déjà régulièrement au gouverneur de Floride, Ron DeSantis, qui est pour lui un ingrat dénué de talent, et il tient des propos bizarres sur le gouverneur de Virginie, Glenn Youngkin. Le gros de ses attaques consiste à dire que ces deux politiciens lui doivent tout.

Les provocations de Trump risquent pourtant de déclencher ce qu'il redoute, c'est-à-dire leur entrée dans la course à la Maison-Blanche. Il est difficile de voir comment cette guerre de succession va bénéficier à l'image du Parti républicain.

Les plus sages conseillent cependant de ne pas enterrer Trump trop vite. Son acte de décès a été trop souvent prononcé prématurément. Personne ou presque ne pensait qu'il survivrait aux conséquences de son putsch raté du 6 janvier 2021. Il a pourtant réussi.

En lançant une campagne pour les élections de 2024 entièrement focalisée sur son statut de victime, Trump creuse sa propre tombe. Son discours d'annonce de candidature du 15 novembre était bien

loin de ses appels enflammés de 2016 à l'Amérique oubliée (qui est désormais le cadet de ses soucis).

La carrière politique de Trump va se terminer, soit à l'issue de primaires sanglantes, soit par une défaite à la présidentielle. Les démocrates se préparent déjà à assister à ce grand spectacle depuis les premiers rangs.

Le premier acte de cette tragédie se jouera avec l'intervention de Trump lors du second tour de la sénatoriale dans l'État de Géorgie, le 6 décembre prochain, entre le républicain Herschel Walker – ancienne star du football et le plus trumpiste des candidats – et le sénateur démocrate sortant Raphael Warnock. Une victoire de ce dernier risque de rappeler une nouvelle fois aux républicains que Trump est une folie qui leur coûte très cher.

Il est possible, et même probable, que le seul rôle de Trump soit désormais de laisser derrière lui un champ de ruines. Les démocrates en rêvent.

Pourtant, les résultats des élections de mi-mandat révèlent qu'un autre scénario moins confortable se profile pour les démocrates. Les Trump en puissance sont toujours en embuscade. Leur objectif est de tirer profit du pouvoir d'attraction de l'idéologie trumpiste – la haine des élites progressistes américaines, le ressentiment à l'égard du milieu des affaires, le mépris pour les Européens – sans les excès de sa créature.

Le kraken attend un nouveau champion pour sortir de sa cage.

—Edward Luce
Publié le 16 novembre

Dernière minute

Nomination d'un procureur spécial

●●● Le ministre de la Justice américain, Merrick Garland, a nommé le 18 novembre un procureur spécial, Jack Smith, pour superviser les deux enquêtes sur Donald Trump lancées par les autorités fédérales. Le ministre a assuré que c'était "dans l'intérêt public" après la déclaration de candidature de Trump et alors que "le président en exercice [Joe Biden] exprime lui aussi son intention d'être candidat". Comme l'explique **The Guardian**, "les procureurs spéciaux sont des magistrats semi-indépendants" nommés lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts. Le ministère enquête sur les responsabilités de Trump dans l'assaut du Capitole en janvier 2021 et sur sa gestion des archives présidentielles. Cette nomination reflète "la possibilité croissante de voir des inculpations dans une affaire ou dans l'autre", estime le quotidien britannique.

Les États-Unis méritent mieux

“Non!”, “Assez!”, “Loser!” L’annonce de la candidature de Donald Trump à la présidentielle de 2024 provoque une levée de boucliers dans la presse américaine.

Avec l’annonce de la candidature de Trump, depuis sa résidence de Mar-a-Lago le 15 novembre au soir, la nouvelle campagne de l’ancien président “démontre dans le même chaos, avec les mêmes mensonges et les mêmes turpitudes que la précédente, mais elle est encore plus dangereuse pour la démocratie américaine”, estime **The New York Times**. Trump et ses partisans



Revue de presse

“ne peuvent plus prétendre qu’ils participent de bonne foi au processus démocratique. Ils assument pleinement leur rejet d’une élection qui ne leur a pas été favorable [...] et ils ont clairement montré qu’ils étaient prêts à faire usage de la violence”, note le quotidien.

L’ancien locataire de la Maison-Blanche a ainsi “gravement nui à la démocratie américaine”, mais plusieurs signes indiquent que les plaies commencent à se refermer. Comme le souligne le *New York Times* dans son éditorial, à de très rares exceptions près, tous les candidats perdants ont reconnu leur défaite sans difficulté lors des dernières élections de mi-mandat. Or “le retour de Trump dans l’arène met en péril ces progrès. [Ce dernier] va de nouveau tenter de séduire les Américains à grand renfort de désinformation et de mensonges, de menaces voilées et d’appels ouverts à la violence, d’insultes et de provocations. En rejetant sa tentative de retour politique, les Américains peuvent faire de lui une histoire appartenant au passé.”

Le magazine conservateur **National Review** n’y va pas non plus avec le dos de la cuillère pour critiquer la nouvelle candidature de Trump en publiant un éditorial simplement titré : “Non”. “Pour paraphraser Voltaire au lendemain d’une orgie : une fois, cela relève de l’expérience, deux fois, c’est de la perversité”, écrit le magazine en attribuant cette citation au penseur français. Pour la revue conservatrice, c’est un Donald Trump blessé dans son orgueil qui a annoncé sa nouvelle candidature. “Ce geste est une invitation à surenchérir dans l’esclandre et les errements des dernières années que les républicains devraient rejeter fermement et sans hésitation”.

Le quotidien conservateur **Washington Examiner** souligne, pour sa part, que

Trump a désormais l’aura d’“un loser” après les élections de mi-mandat du 8 novembre. Comme le souligne le journal, “les démocrates ont eu ce qu’ils voulaient. Et pour la deuxième fois en l’espace d’une semaine, les républicains ont échoué”. La nouvelle candidature de Trump signifie que, “pendant encore deux ans, alors que la gauche continue de ravager l’économie et de travestir la culture de ce pays, le seul parti [sous-entendu le Parti républicain] en mesure de proposer autre chose pourrait être plus occupé à s’autodétruire. Notre seul espoir est que la perte de popularité de Trump et ses faiblesses, de plus en plus manifestes, accélèrent son retrait.”

Quant au **Los Angeles Times**, il appelle à ne pas se tromper sur l’ex-locataire de la Maison-Blanche : “Ne vous méprenez pas ; quand Trump dit qu’il est de nouveau candidat à l’élection présidentielle, cela ne veut pas dire qu’il va soumettre sa candidature aux électeurs dans l’espoir qu’une

“Ce geste est une invitation à surenchérir dans les errements des dernières années que les républicains devraient rejeter.”

National Review

majorité d’entre eux votera pour lui. Il ne veut nullement dire qu’il a confiance dans la démocratie américaine, dans l’intégrité des processus électoraux ou dans les règles de succession à la présidence de ce pays.” Le *Los Angeles Times* poursuit : “L’ancien président a indéniablement montré qu’il était prêt à se saisir de la présidence par tous les moyens, en niant la validité de tout suffrage exprimé contre lui, en s’appuyant sur des masses armées et en colère, en faisant pression sur des garants des processus électoraux.” Et le quotidien californien de conclure : “Dans la mesure où la route qui l’a mené – ou le mènera de nouveau – au pouvoir est pavée de mensonges et d’agitation en lieu et place d’une victoire électorale légitime [...], sa déclaration de candidature devrait résonner à nos oreilles comme le tocsin nous avertissant d’un danger.”

— **Courrier international**

Contexte

Un Congrès divisé

●●● Plus d’une semaine après les élections de mi-mandat, les républicains ont officiellement remporté, le 16 novembre, les 218 sièges nécessaires pour obtenir la majorité à la Chambre des représentants, dont ils reprennent le contrôle “après seulement quatre ans d’absence”, souligne **The New York Times**. Le dépouillement des votes se poursuit pour sept sièges non encore attribués. Ce résultat, encore incomplet, “inaugure une nouvelle ère” dans le pays, avec un Congrès divisé, les démocrates ayant conservé la majorité au Sénat, écrit encore le *New York Times*. **The Washington Post** évoque de son côté une “démonstration de force des démocrates” aux *midterms*, qui ont su garder la chambre haute et “éviter de justesse” un renversement plus vaste à la chambre basse, laissant les dirigeants républicains “s’affronter pour savoir qui est à blâmer et qui doit faire avancer le parti”. Mais l’entrée en fonction des nouveaux élus, en janvier, “mettra fin à deux années de contrôle démocrate à Washington et ne manquera pas de compliquer la seconde moitié du mandat de Joe Biden”, constate le *Washington Post*. La prise de pouvoir des républicains à la Chambre menace de “réduire à néant les chances d’une législation majeure” ces deux prochaines années, leur faible marge “risque d’attiser les divisions au sein du parti”, et Joe Biden devrait se retrouver “sur la défensive” alors que les dirigeants conservateurs ont d’ores et déjà promis d’enquêter sur sa famille et son administration. Il reste donc aux démocrates “quelques semaines pour faire adopter autant de leurs priorités qu’ils le peuvent”, souligne **The Wall Street Journal**.

MBA FAIR

LE SALON DES MBA ET EXECUTIVE MASTERS

SAMEDI 26 NOVEMBRE

10H30 - 17H

PALAIS BRONGNIART • PARIS 2^e

Conférences avec les journalistes du *Monde*
Rencontres avec les établissements les plus reconnus

DIRIGEZ VOTRE CARRIÈRE !

INFO & INSCRIPTION GRATUITE
MBA-FAIR.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde
LOBS
Télérama
Courrier international

NICARAGUA

“La dictature veut nous étouffer”

L'épouse d'un ancien candidat à la présidentielle de 2021 condamné à treize ans de prison dénonce les persécutions du régime de Daniel Ortega contre ses opposants.

—El País (extraits) Madrid

Confinés dans leurs cellules sans jamais voir la lumière du jour, réduits au silence, obligés de dormir sur des bancs de ciment : tel est le sort réservé aux 206 prisonniers politiques nicaraguayens.

Selon la militante Berta Valle, ceux-ci sont “victimes de mauvais traitements et de tortures” dans les prisons du régime du président Daniel Ortega et de son épouse, Rosario Murillo, aujourd'hui vice-présidente. Les prisonniers “peuvent compter les haricots qu'on leur met dans leur gamelle, entre 30 et 45 grammes”, commentait Berta Valle, de passage à Madrid.

Exilée aux États-Unis, l'épouse du candidat à la présidence Félix Maradiaga a dénoncé l'acharnement du régime contre son mari, emprisonné depuis 2021, ainsi que contre d'autres dissidents.

Le politologue et historien Félix Maradiaga a essayé de se présenter à la présidentielle du 7 novembre 2021, au nom de sa formation, Unidad Nacional Azul y Blanco (Unab) [Union nationale bleu et blanc].

Fondée en 2018, cette coalition de 43 organisations sociales et politiques a pour objectif déclaré d'obtenir un “départ rapide du pouvoir” des Ortega, après ce qui était alors trois mandats consécutifs – on en est à quatre aujourd'hui.

Pendant ces quinze ans au pouvoir, le pays “s'est transformé en État policier”, selon un rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

La police nicaraguayenne a arrêté Maradiaga le 8 juin 2001

après l'avoir frappé et sorti violemment de sa voiture, à Managua. Le candidat de l'opposition a ensuite disparu pendant quatre-vingt-quatre jours. Sa femme se souvient qu'elle ne savait même pas s'il était encore vivant. Depuis lors, il est derrière les barreaux, dans la terrible prison de la Direction de l'assistance judiciaire (DAJ), connue sous le nom d'El Chipote, à Managua.

En février 2022, Maradiaga a été condamné à treize ans de prison. Six autres candidats à la présidence, notamment Cristiana Chamorro, qui était la mieux placée pour affronter Ortega, ont aussi été jetés en prison. “C'est la partie la plus dure de la répression, nous n'avons plus de voix dans le pays”, déplore Valle.

La répression des manifestations de 2018 a fait au moins 350 morts.

Loin de se limiter à des rivaux politiques possibles du président, cette répression s'est étendue à des personnalités de la société civile, à des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des médias indépendants, ainsi qu'à des paysans, des évêques et autres prêtres [lire ci-contre].

“Les évêques ont obtenu en 2018 de dialoguer avec le gouvernement pour sortir de la crise et ils ont soutenu le peuple”, se rappelle Berta Valle.

Depuis son emprisonnement, Félix Maradiaga a perdu 26 kilos, raconte sa femme. Les familles des prisonniers politiques au Nicaragua ont affirmé à maintes



reprises que le régime de Daniel Ortega réduisait délibérément la ration alimentaire des détenus, si bien qu'ils frôlent la dénutrition.

Dans les cellules exiguës d'El Chipote, soit les prisonniers sont à l'isolement, soit “on les empêche de parler avec leurs voisins de cellule”, note Berta Valle. C'est le cas du mari de la militante, qui a pour codétenu l'un de ses avocats. Maradiaga a eu jusqu'à quatre avocats : celui qui est emprisonné avec lui, celui avec qui il a pu parler cinq minutes avant d'être jugé, et deux partis en exil.

L'ex-candidat d'opposition n'a pu communiquer avec sa femme qu'à travers des messages transmis par sa sœur, la seule personne à avoir obtenu l'autorisation de lui rendre visite en prison.

L'homme politique se plaint de souffrir de pertes de mémoire. Alors même qu'il est professeur d'histoire, il ne se rappelle plus des dates et des noms de la Seconde

Guerre mondiale, souligne sa femme. “Le régime veut nous étouffer”, a dit Maradiaga à sa femme dans l'un de ces messages.

Outre leurs conditions de détention épouvantables, ces prisonniers politiques se sont vu dénier le droit à un procès équitable. Les jugements ont été “arbitraires, à huis clos, et les audiences ont eu lieu non pas dans un tribunal, mais dans la prison d'El Chipote. Les témoins de l'accusation étaient des policiers”, se remémore la militante.

Berta Valle et d'autres proches de prisonniers politiques nicaraguayens font aussi l'objet de persécutions. Les autorités les définissent comme “des traîtres à la patrie”. Eux se considèrent comme des défenseurs des droits de l'homme. Comme Victoria Cárdenas, la femme de Juan Sebastián Chamorro – cousin de Cristiana Chamorro –, aussi condamné à treize ans de prison pour sa candidature à la présidence.

Le régime de Daniel Ortega et de Rosario Murillo a uni ces deux

femmes dans l'adversité. Victoria Cárdenas et Berta Valle ont trois choses en commun : leurs maris sont à El Chipote depuis le même jour, le 8 juin 2021 ; l'une et l'autre se sont vues contraintes de s'exiler avec leurs filles ; et depuis ce jour, elles ne cessent de dénoncer publiquement une situation qui plonge dans la ruine leur famille et leur pays.

Berta Valle explique : “L'exil n'est pas facile, mais vu ma situation, je ne peux pas rentrer au Nicaragua. Je serais prête à ce que nous vivions en exil avec mon mari, si cela pouvait lui sauver la vie. Non pas que j'en aie envie, mais pour le sauver.”

La répression des manifestations tenues en 2018 contre la dictature a causé la mort d'au moins 350 personnes, d'après les données de la CIDH. De son côté, le HCR (Agence des Nations unies pour les réfugiés) estime que pas moins de 200 000 Nicaraguayens ont été obligés de fuir le pays.

—José Sanz Sainz
Publié le 16 septembre

Des évêques "putschistes"

●●● Le mercredi 28 septembre, pendant les célébrations du 43^e anniversaire de la fondation de la police nicaraguayenne, Daniel Ortega a lancé un violent réquisitoire contre l'Église catholique, qualifiée de "dictature parfaite", rapporte le site **100 % Noticias**. Selon lui l'Église n'est "pas démocratique" car les catholiques n'éisent pas leurs représentants, pas même le pape : "Quelle caution morale ont-ils pour parler de démocratie?". "Comme catholique, je ne me sens pas représenté, a-t-il ajouté. Ce serait une révolution que le pape soit élu par le peuple catholique du monde entier." Quant aux persécutions dont souffrent les hommes d'Église sous sa dictature, il les a justifiées en traitant de "putschistes" "certains évêques". Il les a accusés d'avoir "couvert" une "bande d'assassins" qui ont tenté de le tuer lors des grandes manifestations de 2018 contre la dictature, dont la répression avait fait plus de 350 morts.

Bio express

DANIEL ORTEGA

11 novembre 1945 —

Naissance à La Libertad, à l'est de Managua.

19 juillet 1979 — La guérilla du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), dont il est l'un des dirigeants, renverse la dictature somoziste.

1985-1990 — Premier mandat présidentiel.

10 janvier 2007 — Nouvelle investiture. Daniel Ortega est depuis resté au pouvoir, avec quatre mandats consécutifs. Son épouse, Rosario Murillo, devient vice-présidente en 2017.

Avril-septembre 2018 — Des manifestations dénoncent la dérive autoritaire du pouvoir et réclament des élections anticipées. Ortega dénonce une tentative de coup d'État.

Depuis 2018 — Le régime se durcit, ferme des médias et des ONG, prend le contrôle des universités. Et emprisonne certains candidats d'opposition à la présidentielle de 2021.

Comment Ortega persécute l'Église

Ils sont séminaristes, prêtres et même évêques. Ceux que le président Daniel Ortega n'a pas encore emprisonnés sont contraints à l'exil.

— **Divergentes** (extraits) Managua

Deux semaines avant de quitter le Nicaragua dans la clandestinité, Carlos Mata, un séminariste de 23 ans du diocèse de Granada, a commencé à recevoir des appels étranges émanant de numéros inconnus.

À l'autre bout du fil, des personnes menaçaient de le jeter en prison, lui disaient qu'ils connaissaient tout de sa vie, de sa paroisse et de sa famille. "Quand quelqu'un donne autant de détails précis, c'est inquiétant", raconte-t-il. Pour se protéger, il n'a pas eu d'autre choix que de quitter le pays, laissant derrière lui ses parents mais aussi le séminaire.

Outre les menaces par téléphone, il avait également été harcelé par la police. Selon le séminariste, depuis près de deux mois une voiture de patrouille surveillait régulièrement son domicile, et la situation devenait de plus en plus intenable. "En raison de la folie de personnes abjectes et fanatiques, j'ai dû quitter et abandonner le pays où je suis né, priez pour moi", a écrit Carlos Mata sur son compte Twitter le 1^{er} septembre.

À la suite de la vague de répression menée par le régime de Daniel Ortega et Rosario Murillo, sa femme et vice-présidente du

pays, contre l'Église catholique, il a dû renoncer à sa formation de prêtre.

L'histoire de Mata est une autre déclinaison de l'exode de milliers de Nicaraguayens qui, depuis 2018, fuient la crise sociopolitique : l'exil des prêtres et des membres du clergé catholiques.

Il faut ajouter à cela l'expulsion brutale du nonce apostolique Waldemar Stanislaw Sommertag, en mars 2022, et d'un groupe de religieuses de l'ordre fondé par Mère Teresa, de Calcutta, le 6 juillet.

Selon M^{gr} José Antonio Canales, évêque du diocèse de Danlí, au Honduras – pays voisin –, ce que vit l'Église catholique du Nicaragua est du jamais vu en Amérique latine : calomnies, harcèlement, persécutions, arrestations de prêtres et exils forcés. Cet homme qui suit de près la situation de l'Église nicaraguayenne commente : "Nous ne sommes pas habitués à ce genre de chose, c'est nouveau pour nous. Il y a eu beaucoup de dictateurs en Amérique latine, mais aucun ne s'était montré aussi agressif avec l'Église que ces gens qui sont illégalement à la tête du Nicaragua."

Le 8 septembre, le père Uriel Vallejos, curé de la paroisse de la Divine Miséricorde, dans la ville de Sébaco, a rendu officiel son exil. Un mois auparavant, des

policiers étaient entrés de force dans son église afin de saisir les équipements d'une des dix radios catholiques fermées par le gouvernement lors de la première quinzaine d'août.

Sur son compte Twitter, le prêtre a fait ses adieux au Nicaragua. "À bientôt mon beau pays de lacs et de volcans", a-t-il écrit, tout en demandant de ne pas oublier M^{gr} Rolando Álvarez, évêque du diocèse de Matagalpa, en résidence surveillée depuis le 19 août dernier.

Le 6 septembre, Uriel Vallejos a fait une déclaration à la basilique Saint-François-d'Assise, en Italie, après son périple pour fuir le Nicaragua. Il a demandé le "rétablissement de la paix dans [son] pays".

"Il y a eu beaucoup de dictateurs en Amérique latine, aucun n'a été aussi agressif avec l'Église."

M^{gr} José Antonio Canales, ÉVÊQUE HONDURIEN

Un prélat qui a tenu à rester anonyme explique que l'exil était "une décision prise en dernier recours" par plusieurs religieux face au harcèlement, aux persécutions et aux menaces émanant du pouvoir. Selon lui, l'Église du Nicaragua est "vulnérable et en danger" : "Jusqu'à présent, nous n'avons constaté aucune volonté (de la part du gouvernement) de ralentir les persécutions, bien au contraire. On a l'impression qu'ils veulent éradiquer le catholicisme."

Cette vague de répression et de persécution a pris de l'ampleur avec l'exil forcé de M^{gr} Silvio Báez et du père Edwin Román, l'assignation à résidence de M^{gr} Rolando Álvarez, évêque de Matagalpa, ainsi que l'incarcération des prêtres Manuel Salvador García, Leonardo Urbina et Óscar Benavidez.

Il faut ajouter quatre prêtres et deux séminaristes, qui logeaient avec M^{gr} Alvarez dans sa résidence épiscopale et qui ont été transférés à la prison d'El Chipote [où sont incarcérés les opposants politiques].

Avec ces enlèvements et ces exils imposés, au moins sept paroisses et une cathédrale se retrouvent sans prêtre. Et cette vague de répression

suscite inquiétude et "stupéfaction" au sein de la communauté catholique, assure l'évêque du Honduras.

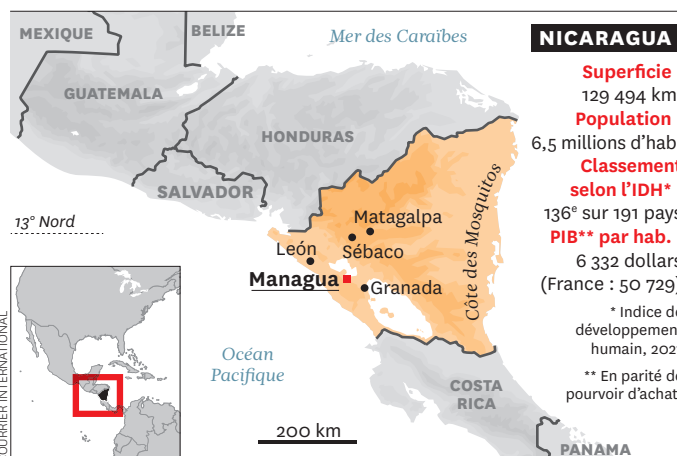
Selon M^{gr} Canales, même si la situation est "très difficile", les autorités et le pape François en personne vont devoir se mettre au travail et s'occuper de ces paroisses pratiquement privées de direction spirituelle : "L'Église du Nicaragua ne doit pas s'effacer, dans aucun diocèse ni aucune paroisse. Il faut continuer comme avant."

Nous avons essayé de contacter le cardinal Brenes, archevêque de Managua, pour savoir quelles actions l'Église allait mettre en place pour pallier l'absence de prêtres. L'un de ses collaborateurs nous a fait savoir que "pour l'instant, il ne donnait pas d'interviews".

Dans un entretien à l'agence de presse espagnole EFE, il a cependant précisé qu'il n'y avait "pas de négociations" en cours avec le régime Ortega-Murillo pour faire libérer les prêtres emprisonnés, et il a réaffirmé sa confiance dans le dialogue pour surmonter la crise que traverse le Nicaragua : "Nous sommes des hommes de dialogue, l'Église n'est pas dans la confrontation. Le Saint-Père l'a rappelé, la Conférence des évêques l'a répété à plusieurs reprises, l'affrontement ne mène à rien, parce que la violence engendre la violence."

De son côté, l'évêque du Honduras José Antonio Canales n'est guère optimiste et il ne croit pas que le régime du Nicaragua soit disposé au dialogue. "Ils ne sont pas prêts à céder d'un pouce, ou négocier c'est juste mentalement parvenir à un accord en renonçant à certaines de ses positions." —

Publié le 7 septembre



SOURCE

DIVERGENTES

Managua, Nicaragua divergentes.com

Ce site gratuit, lancé en 2020, propose surtout des enquêtes sur le Nicaragua et se positionne dans l'opposition au dirigeant Daniel Ortega. Il accorde de l'importance au visuel, entre infographies, illustrations et photos. Parmi ses journalistes, Wilfredo Miranda, ancien de *Confidencial*, et des plumes d'*El País América* ou de *Reuters*.



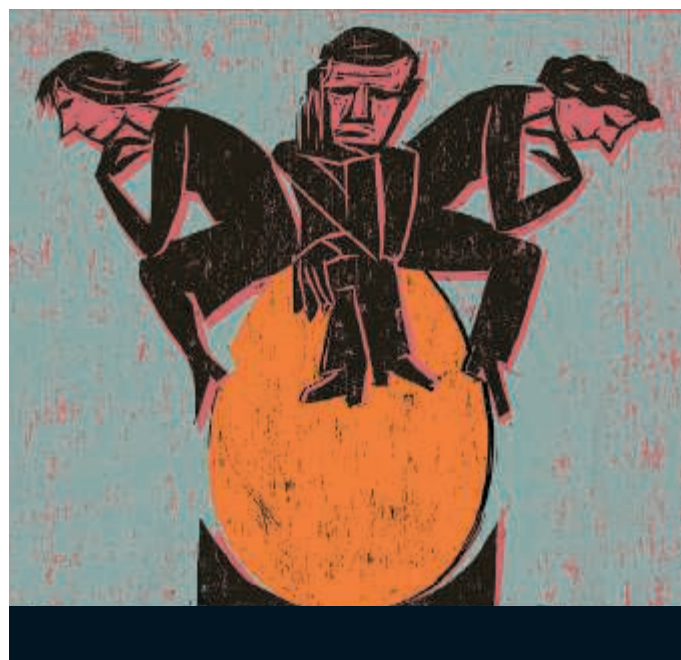


Moyen-orient

Monde arabe.

Ni enfant ni mariage

Beaucoup de jeunes Arabes renoncent à se marier et à avoir des enfants à cause du réchauffement climatique, qui est désormais au cœur des préoccupations de la jeunesse.



— Raseef22 (extraits)
Beyrouth

On n'a pas envie de faire venir un enfant dans ce monde en surchauffe." Voilà l'état d'esprit de Rouwaida Mahmoud, 26 ans, et de Sayed Ali, 35 ans. Ils vivent dans le gouvernorat de Gharbeya, en Égypte [dans le delta du Nil, à une centaine de kilomètres au nord du Caire], après avoir passé les deux premières années de leur vie maritale en Allemagne, pour permettre à Sayed Ali de finir ses études en génie mécanique. Et c'est là qu'ils

ont été surpris par le climat, qui ne correspondait pas du tout à ce qu'ils avaient imaginé. Ce fut un choc pour eux de constater que, même en Europe, il faisait très chaud.

Ils se sont mis alors à beaucoup réfléchir à ce que l'avenir pouvait réserver aux enfants, pour arriver à la conclusion qu'il valait mieux qu'ils repoussent, pour le moment, l'idée d'avoir eux-mêmes des enfants.

Depuis, la question climatique est en tête des préoccupations de Rouwaida. Elle dit vouloir contribuer à limiter la

portée des changements climatiques, même si cela implique des sacrifices. Et comme elle a lu que l'augmentation démographique contribuait à aggraver la situation, elle n'aura en tout état de cause pas plus d'un seul enfant.

Sarah, 24 ans, vit au Caire. Diplômée depuis deux ans en gestion, elle envisage de ne pas se marier. Elle voit bien la vie que mène sa mère, qui travaille comme enseignante dans l'école publique mais doit en plus préparer trois repas par jour et s'occu-

Le frère de Mohamed Abdel Qawi est mort après une forte fièvre causée par une insolation.

per du ménage : nettoyer, passer le balai, faire la vaisselle, laver le linge...

À cela s'ajoute le souvenir que Sarah garde des moments où sa mère était obligée de gérer les coupures d'eau ou d'électricité, qui se multiplient, elles aussi, sous l'effet des fortes chaleurs, ou au contraire de pluies torrentielles, liées au dérèglement climatique. "Je suis à bout de forces quand je rentre du travail, surtout si je dois faire le trajet du retour dans une chaleur étouffante, témoigne-t-elle. Imaginez ce que ce serait si j'étais mariée. J'aurais alors les mêmes obligations [domestiques] que ma mère."

Un récent sondage international [réalisé par l'ONG Avaaz] auprès de 10 000 jeunes entre 16 et 25 ans dans 10 pays à travers le monde révèle qu'ils sont 59 % à se sentir très ou extrêmement inquiets du changement climatique, et 45 % à estimer que l'anxiété climatique affecte leur vie quotidienne de manière négative.

Beaucoup de jeunes font aussi état de leur inquiétude face à l'échec des gouvernements à trouver des solutions au problème. Ainsi, 4 jeunes interrogés

sur 10 affirment hésiter à avoir des enfants.

Dans le monde arabe, le Conseil de la jeunesse arabe pour le changement climatique [Arab Youth Council for Climate Change, AYCCC] estime que les jeunes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont en première ligne pour ce qui est des conséquences du réchauffement climatique. Mais, ajoute le rapport, ce sont les questions politiques et sociales qui restent pour l'instant leurs principales préoccupations.

Cela étant, la conscience environnementale progresse parmi les jeunes de la région. Une autre étude montre en effet qu'ils attendent plus d'initiatives climatiques et qu'ils voudraient pouvoir y contribuer. À titre d'exemple, 65 % des jeunes Émiratis, par exemple, voudraient que l'on prenne des mesures de protection de l'environnement.

Ahmed Mahrous, 35 ans, habite dans le nord-est du delta du Nil. Lui aussi s'est mis à douter de l'intérêt de se marier et d'avoir des enfants. Directeur d'une chaîne de grands magasins, il désespère à la vue des jeunes couples qui font leurs courses et se trouvent confrontés à des prix chaque jour plus exorbitants.

Moins d'enthousiasme. Et d'expliquer que la hausse des températures est l'une des principales raisons de cette inflation. Car fromages, produits laitiers et gâteaux se gâtent en quantité dans les entrepôts, provoquant des pertes qu'il est impossible de compenser autrement que par une augmentation des prix.

Ainsi, le dérèglement climatique se glisse de plus en plus dans la vie quotidienne, avec des conséquences sur les conditions de travail principalement. C'est ce qui se passe pour Mohamed Abdel Qawi, 35 ans, qui travaille sur des chantiers de construction dans une autre ville du nord-est

↳ Dessin de Daniel Pudles paru dans The Guardian, Londres.

du delta du Nil. Interrogé sur son envie de fonder une famille, il dit ne plus ressentir aucun enthousiasme à cette idée.

Il ne supporte plus les longues heures de travail par grosse chaleur et a dû se résoudre à réduire ses horaires. D'autant que, l'an passé, il a perdu son grand frère, qui travaillait lui aussi dans le bâtiment. Il a subi une insolation, suivie de fièvre pendant une semaine, et il n'y a pas survécu.

Selon Bissent Ismaïl, conseiller conjugal et familiale, une partie de la jeunesse se détourne aujourd'hui du mariage. Et l'une des principales raisons réside dans le dérèglement climatique. Car, selon elle, après avoir été longtemps ignorée, la crise climatique s'impose désormais dans les faits. Et ses conséquences sont telles qu'on ne peut plus l'ignorer.

— Dooa Ahmed
Publié le 1^{er} octobre



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com



La Bombe démographique.

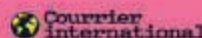
Retrouvez dans notre boutique en ligne notre hors-série, avec notamment un article de Ha'Aretz qui explique qu'en Israël l'écart entre le taux de natalité des Arabes et celui des Juifs s'est vraiment réduit.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

**Les Français
adorent manger.
10% d'entre eux
aimeraient juste
pouvoir le faire.**

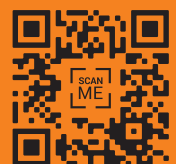


**Banques
Alimentaires**



**Collecte
Nationale
les 25, 26 et 27
novembre.**

Faites un don en magasin
ou sur monpaniersolidaire.org



YÉMEN

Trafiquer du qat au péril de sa vie

À la merci des mines et des tirs, des Yéménites font passer cette drogue en Arabie saoudite. Les houthistes, ennemis du royaume, ferment les yeux, voire profitent de cette contrebande.

—Al-Yemen Net

Le 3 mai, vers 10 heures du soir, Issam (un pseudonyme), 19 ans, se met en mouvement pour rejoindre la zone frontalière avec l'Arabie saoudite, qu'il compte traverser à pied avec un groupe de cinq autres jeunes hommes,

avec des cargaisons de qat (qui s'écrit aussi *khat* ou *kat*) sur le dos.

Issam, qui a grandi et vit dans un village situé dans la province de Saada [fief historique du mouvement rebelle houthiste] connaît bien ces paysages escarpés du nord du Yémen. C'est donc lui qui doit assurer le trajet.

Quand, de son poste d'observation, il signale à ses camarades que la voie est libre, il a tout juste le temps de refermer son téléphone avant qu'un obus de mortier ne tombe tout près du groupe. Pris de frayeur, il court pour leur venir en aide, mais il trouve l'endroit parsemé de morceaux de chair, et un de ses amis qui rampe, ayant perdu ses deux jambes.

Il a le temps d'informer son chef, à la tête du réseau, pour lui dire d'arrêter les autres convois. Puis lui et d'autres contrebandiers sont arrêtés par des soldats saoudiens qui saisissent leurs cargaisons de qat, les placent à l'arrière de leur pick-up, puis relâchent tout le monde.

Compensation. L'histoire d'Issam n'est qu'une parmi beaucoup d'autres. Des centaines de jeunes Yéménites cherchent un gagne-pain dans la contrebande de qat à travers la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite. Depuis le début de la guerre au Yémen, nombreux sont ceux qui ne voient pas d'autre solution pour compenser les pertes d'emplois ou les salaires qui ne sont plus versés, ou seulement en partie aux fonctionnaires. Ils peuvent en effet espérer engranger de 800 à 1 000 riyals saoudiens [de 200 à 270 euros] par convoi auquel ils participent avec succès.

Qassem est un autre contrebandier rencontré au cours de notre enquête : "Nous devons marcher pendant quatre à cinq heures à travers les montagnes pour atteindre les premiers villages du côté saoudien. Et nous sommes conscients des dangers que représentent les mines, les tirs de mitrailleuse et les bombardements au mortier. Mais pour nous, c'est une lutte pour notre gagne-pain."

Depuis le début de l'année, il y a eu des dizaines de morts, à en croire les médias yéménites affiliés aux houthistes. Mais il n'existe pas de chiffres précis sur le nombre de victimes.

Les houthistes ne permettent pas la présence d'organisations susceptibles de

recueillir de tels chiffres, et de leur côté, les Saoudiens imposent un black-out médiatique et se contentent de déclarer que les gardes-frontières ont déjoué avec succès telle ou telle opération. Ils communiquent sur les quantités de qat saisies, mais pas sur le nombre des victimes.

En Arabie saoudite, le qat est classé comme drogue, et les peines pour ce trafic vont d'un à cinq ans de prison. Mais aucune loi ne permet aux gardes-frontières de tirer à balles réelles sur les trafiquants, ce qui serait d'ailleurs considéré comme une exécution extrajudiciaire par les organisations de défense des droits humains.

Or les Saoudiens considèrent les zones frontalières comme des zones de guerre, malgré le cessez-le-feu onusien [entre les houthistes, soutenus par l'Iran, et les forces loyales au gouvernement yéménite, appuyés par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, non renouvelé en octobre], depuis que "des gardes-frontières saoudiens ont subi des opérations commando par des bandes et trafiquants d'armes et de drogue", explique un juriste yéménite résidant à Djeddah, en Arabie saoudite.

Ils ont plus particulièrement dans leur viseur Al-Rako, petit village sur la frontière où se tient un marché. "Selon eux, ce marché n'est qu'un repaire de tous les trafics, de drogue, de qat, d'armes et même d'êtres humains."

Toujours selon lui, la plupart des contrebandiers qui meurent sur la frontière sont exploités par les gros poissons du trafic lié à des trafiquants affiliés aux houthistes. Ceux-ci ferment les yeux sur le juteux trafic de qat et d'autres produits illégaux, et il y aurait même de hauts dirigeants houthistes qui y participeraient. Sinon, ajoute ce même juriste, pourquoi ne mettent-ils pas un terme à ces trafics autour du marché d'Al-Rako?

Les Saoudiens considèrent qu'ils ne font que protéger leur frontière, tandis que les houthistes restent cois. Et personne ne s'occupe de rendre justice à ces jeunes Yéménites qui continuent de succomber. —

Publié le 30 août



← Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

GUIDE 2023
FOODING
LE GUIDE QUI PAIE SES ADDITIONS (ET QUI LE PROUVE SUR LEFOODING.COM)

ENCORE PLUS DE CAVES, CHAMBRES, BARS, COMMERCES, RESTAURANTS

GUIDE 2023

FAIRM DE NVOÏ

PARTOUT EN FRANCE • 20€

© 2022 FAIRM DE NVOÏ



CITEO

PRÉSENTE

TRIER SES EMBALLAGES
EST AUJOURD'HUI PLUS SIMPLE
POUR 2 FRANÇAIS SUR 3
ÇA VEUT DIRE
QUOI ?

ÇA VEUT DIRE QUE
TOUS LES PAPIERS ET
TOUS LES EMBALLAGES
SANS EXCEPTION
VONT DANS
LES BACS DE TRI



RETROUVEZ TOUTES LES RÉGLES DE TRI DE VOTRE VILLE SUR L'APPLI



GUIDE DU TRI DE CITEO

DISPONIBLE SUR
Google play

Disponible sur
App Store

**TRIER,
C'EST
DONNER
DE L'AVANCE
AU RECYCLAGE**



afrique

Afrique du Sud.

La contagion islamiste

L'État islamique, en pleine désorganisation dans son berceau irako-syrien, a-t-il trouvé une base de repli en Afrique du Sud ? Les États-Unis en semblent convaincus et ont alerté Pretoria.



—The Times Londres

A première vue, on pourrait penser qu'il s'agit d'une de ces arnaques sentimentales qui infestent le monde des rencontres en ligne : des célibataires en mal d'amour entament des conversations ou partagent en ligne des photos intimes, puis l'affaire s'envenime et les victimes font l'objet d'extorsion et de chantage. Mais les escrocs derrière la nouvelle vague de "terreur sur Tinder", qui a

pris dans sa nasse un nombre croissant de cœurs esseulés sur la version sud-africaine de cette appli de rencontres, n'ont rien des habituels gigolos et autres fraudeurs. Ce sont des agents de Daech, ce groupe djihadiste sans merci, qui se sert de l'argent ainsi gagné pour financer ses atrocités et ses campagnes insurrectionnelles dans toute l'Afrique.

Ils utilisent de faux profils illustrés de photographies d'acteurs ou de mannequins peu connus, explique Nischal

Mewalall, qui dirige le South African Banking Risk Information Centre [le Centre sud-africain d'information sur les risques bancaires, qui aide les sociétés bancaires à lutter contre la criminalité organisée liée aux banques], et il ajoute que le groupe a établi des bases dans l'économie la plus industrialisée d'Afrique afin de collecter des fonds et de recruter de nouveaux membres.

Son institution a invité le public à se méfier des arnaques qui, en règle générale, se concrétisent une fois que les escrocs ont poussé leur victime à poursuivre la liaison hors des sites officiels. Tinder, par exemple, recommande à ses utilisateurs de "poursuivre les conversations sur la plateforme Tinder le temps d'apprendre à connaître quelqu'un. Les utilisateurs animés de mauvaises intentions cherchent souvent à brûler les étapes."

Cette tendance ne fait qu'accroître l'inquiétude de ceux qui redoutent que l'Afrique du Sud ne soit malgré elle devenue une pièce maîtresse de la résurgence de l'État islamique depuis sa défaite au Moyen-Orient. Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, son équipe de surveillance aurait "détecté un nombre de transactions d'un montant de plus de 1 million de dollars, la hiérarchie du mouvement transférant l'argent par l'Afrique du Sud à ses filiales en Afrique", dont des terroristes au Mozambique [dans le nord du Mozambique, l'État islamique alimente une insurrection depuis fin 2017], en République démocratique du Congo [selon les experts, le groupe armé ougandais ADF (Allied Democratic Forces), qui sévit en RDC, a rejoint l'État islamique dans la province de l'Afrique centrale ou ISCAP] et ailleurs.

Martin Ewi, de l'Institut pour les études de sécurité de Pretoria, a déclaré au Conseil que Daech avait "formidablement étendu son influence" en Afrique, qui représente sans doute "l'avenir du califat".

Alerte attentat. Au début du mois, le Trésor américain a annoncé des sanctions contre quatre "membres de haut rang" d'une cellule de l'État islamique opérant dans le pays, ce dernier étant "de plus en plus important pour les transferts de fonds de la direction du mouvement à destination de ses branches dans toute l'Afrique". Le mois dernier, les États-Unis ont pris la décision inhabituelle d'avertir qu'un attentat risquait d'avoir lieu dans le quartier des affaires de Johannesburg, où devait se dérouler la première Marche des fiertés de l'après-pandémie. La mise en garde a été reprise par le Foreign Office, qui a recommandé aux Britanniques d'éviter les grands rassemblements.

Des sources proches des services américains ont indiqué aux médias que l'alerte avait été déclenchée à la suite de

conversations entre les sept membres d'une cellule de Daech. Ce qui a suscité la réaction courroucée du président Ramaphosa, qui les accuse d'avoir provoqué une "panique" inutile "sans même en avoir discuté avec [lui]". Des sources proches des services de renseignement sud-africains affirment que l'avertissement aurait "perturbé" leurs propres opérations de surveillance.

Il n'y a finalement pas eu d'attentat, mais cela n'a nullement dissipé le malaise. L'incapacité des services américains à partager leurs informations avec leurs homologues locaux est le reflet de leur manque de confiance dans les dirigeants sud-africains, disent les analystes.

Du fait de sa richesse en ressources naturelles, des dizaines de millions de ses habitants qui vivent dans la misère, de la faiblesse de ses institutions et de la perméabilité de ses frontières, l'Afrique

Extrémistes et criminels se livrent à des activités florissantes de racket interdépendant.

a constitué une base de repli appropriée pour l'État islamique. La coalition internationale qui a détruit les forces de Daech en Syrie et en Irak n'a pas pourchassé les combattants quand ils ont fui vers le sud, et l'Afrique a dû "en payer les conséquences", a expliqué Ewi au Conseil de sécurité en août.

L'excellence de ses connexions internationales et de ses infrastructures de communication fait de l'Afrique du Sud un havre idéal, d'autant plus que ses services de sécurité ont été délibérément affaiblis afin de faciliter le pillage de l'État du temps de la présidence de Jacob Zuma. La police sud-africaine ne compte plus qu'une seule personne chargée d'analyser les données saisies lors de raids antiterroristes, ont affirmé des sources aux enquêteurs de la Global Initiative Against Transnational Organised Crime.

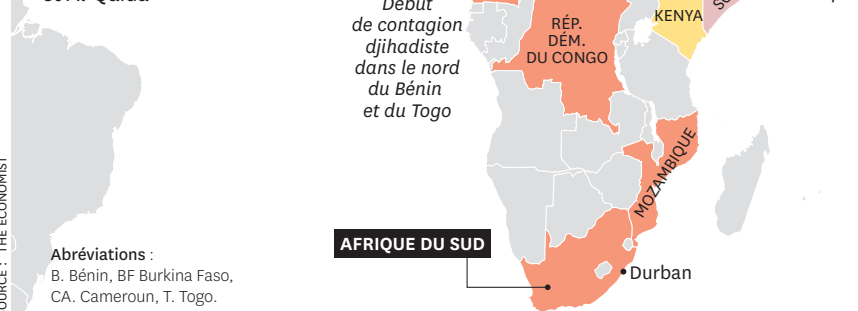
Cette organisation sise à Genève a récemment découvert qu'extrémistes et criminels se livraient à des activités florissantes de racket interdépendant. Les cas d'extorsions et d'enlèvements contre rançon se sont multipliés. Durant les six premiers mois de 2022, 1143 enlèvements ont été signalés à la police, deux fois plus que la moyenne mensuelle pour la même période l'an dernier. Le crime organisé agit sans contrainte, au point de représenter une "menace existentielle" pour les institutions démocratiques, l'économie et les citoyens du pays, avertit l'organisation.

Il paraît de plus en plus probable que l'Afrique du Sud rejoigne la Turquie, le Yémen, la Syrie et le Panama sur une

Le djihadisme en Afrique

Pays où est attestée la présence de groupes affiliés à :

- l'État islamique
- Al-Qaïda
- l'État islamique et Al-Qaïda



“liste grise” de l’institution de surveillance financière internationale qui préside à la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. Ce qui compliquerait encore la tâche de Ramaphosa, qui ambitionne d’inviter les investisseurs à s’intéresser à une économie moribonde.

Les quatre hommes qui viennent d’être ajoutés sur la liste américaine des sanctions contre le terrorisme sont des associés de Farhad Hoomer, accusé en mars 2022 par le Trésor d’entretenir des liens avec des membres de l’État islamique au Congo et de collecter des fonds pour une cellule en Afrique du Sud au moyen d’enlèvements et d’extorsions. Hoomer a nié s’être livré à des activités suspectes et a attaqué en justice le ministère public.

La “Veuve blanche”. Deux frères, Nufael Akbar et Yunus Mohamad, sont des “membres de haut rang” d’une cellule de Daech dirigée par Hoomer dans la cité côtière de Durban, assure le communiqué du Trésor. Sont également sanctionnés Mohamad Akbar et Umar Akbar, arrêtés par la police locale en même temps que Hoomer en 2018, après un attentat contre une mosquée chiite. Tout comme Hoomer, ils étaient soupçonnés de préparer des attentats à la bombe sur des marchés dans Durban, avant que ne soient abandonnées les accusations de terrorisme et d’extorsion des échoppes où devaient être placés les explosifs.

C’est avec l’affaire Samantha Lewthwaite, une Britannique convertie à l’islam, veuve d’un des kamikazes du 7 juillet 2005, que l’on a commencé à comprendre l’attrait qu’exerçait l’Afrique du Sud sur les extrémistes. Originaire du Buckinghamshire, Lewthwaite, souvent décrite dans les médias comme la “Veuve blanche”, est

soupçonnée d’avoir aidé le groupe terroriste Al-Chabab [groupe terroriste islamiste somalien d’idéologie salafiste créé en 2006] à préparer son attaque contre le Westgate Mall à Nairobi en 2014, qui a coûté la vie à 67 personnes. Il s’est avéré qu’elle vivait en Afrique du Sud depuis au moins 2008, avec un faux passeport, mais on a perdu sa trace depuis 2013, quand Interpol a émis un mandat d’arrêt à son endroit.

Plusieurs Sud-Africains se sont entraînés dans des camps au Moyen-Orient, selon des sources proches du renseignement, et des dizaines se battent aujourd’hui de l’autre côté de la frontière, dans le nord du Mozambique, où la situation insurrectionnelle s’aggrave et où l’État islamique a pris le contrôle d’une poche d’où il exerce son influence sanguinaire.

Les troubles menacent une région jusque-là épargnée par l’extrémisme islamiste, pour l’essentiel. En déployant des troupes pour appuyer les campagnes contre les djihadistes au Mozambique et en République démocratique du Congo, Ramaphosa accroît également le risque que l’Afrique du Sud, qui sert déjà de salle des machines au terrorisme, en devienne la cible.

Jasmine Opperman, spécialiste de l’extrémisme et de la violence politique, considère que les conditions actuelles rendent un attentat terroriste “inévitabile” en Afrique du Sud. “Ni nous ni les États-Unis ne pouvons avoir des yeux et des oreilles partout. Quelque chose finira par passer entre les mailles du filet, commente-t-elle. Il n’est donc plus question de se demander s’il y aura un attentat. La question est de savoir quand, et à quelle échelle.”

—Jane Flanagan
Publié le 14 novembre

Contexte

Une menace sous-estimée ?

●●● Les alarmes des États-Unis portant sur la présence de l’État islamique en Afrique du Sud sont-elles exagérées ? Autrement dit, s’agit-il de fausses alertes ou le danger terroriste est-il en train de croître dans le pays, interroge Peter Fabricius sur le site du think tank sud-africain Institut for Security Studies Today Africa (ISS). Le journaliste sud-africain revient sur cette alerte américaine et les sanctions imposées, le 7 novembre par le Trésor américain, à quatre citoyens sud-africains désignés comme membres d’une cellule de l’État islamique d’Irak et de Syrie (EI) opérant en Afrique du Sud. Ils sont soupçonnés d’avoir fourni “un soutien technique, financier ou matériel au groupe terroriste”. En outre, l’administration américaine a désigné “huit sociétés [sud-africaines] détenues, contrôlées ou dirigées par les individus de cette cellule de l’EI”. Cette mesure intervient après que l’ambassade américaine, rapidement suivie par plusieurs autres ambassades occidentales, a averti fin octobre qu’il y avait un risque d’attaque terroriste à Johannesburg. Sans fournir toutefois plus d’informations. Cette menace serait, selon **Bloomberg**, notamment liée à l’implication sud-africaine “dans une opération de contre-insurrection au Mozambique voisin, où les militants islamistes mènent des attaques depuis 2017”. L’Afrique du Sud avait été placée, en 2021,

sur la liste “grise” du Groupe d’action financière (Gafi) – un organisme intergouvernemental mondial de surveillance du blanchiment d’argent et du financement du terrorisme. Selon le Gafi, “l’Afrique du Sud n’a pas réussi à démontrer qu’elle identifie, enquête ou poursuit efficacement les financiers du terrorisme, ni qu’elle s’attaque au financement du terrorisme par des mesures alternatives”. Pour Peter Fabricius, par ailleurs spécialiste des affaires internationales, ces alertes appuyées pourraient a priori suggérer “un manque de confiance dans la capacité de l’Afrique du Sud à faire face au terrorisme”. Mais, nuance-t-il, la capacité de l’Afrique du Sud à lutter efficacement contre l’EI et le financement du terrorisme doit effectivement être questionnée. Selon lui, cette capacité est limitée par des problèmes structurels, telles l’organisation des services de renseignements ou encore la “capture de l’État” sous la présidence de Jacob Zuma (2009-2018). En outre, “ces problèmes sont aggravés par des facteurs politiques, tels qu’une disposition idéologique à sous-estimer la menace terroriste et à la considérer comme une obsession de l’Occident”, note le journaliste. Le pays doit, conclut-il, prendre en main son contre-terrorisme et ne pourra le faire qu’en “rétablissant la confiance internationale et nationale dans sa capacité à le faire”.

AVORTEMENT : QUEL FUTUR POUR NOS DROITS ?

Marie-Cécile Naves, directrice de l’observatoire Genre & géopolitique et

Madeleine Schwartz, journaliste américaine

Jeudi 1^{er} décembre - 19h

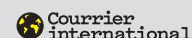
Médiathèque Françoise Sagan

(8, rue Léon-Schwarzenberg, Paris 10^e)

Modération : Bérangère Cagnat, journaliste à *Courrier international*, partenaire de cette rencontre du cycle “Les jeudis de l’actualité” des bibliothèques de Paris.

Entrée libre, sur réservation : 01 44 78 80 50

bibliocite.fr/evenements



bibliocité :



—The New York Times
New York

Une petite ville bretonne en déclin au milieu des vaches, voilà un endroit bien improbable pour s'interroger sur l'immigration et l'identité française.

La place principale porte le nom d'un jour de 1944 [le 9 avril] où les résistants locaux ont été raflés par les soldats nazis. Nombre d'entre eux ne sont jamais revenus. On y trouve un café dirigé par un club social, un musée de l'épave breton et une bonne dose d'exode rural – bâtiments vides, volets baissés et fenêtres fermées, certains depuis des dizaines d'années.

Quand la municipalité a entendu parler d'un programme susceptible de permettre de rénover les bâtiments délabrés et d'apporter des emplois dont la ville avait bien besoin en faisant venir des réfugiés qualifiés, elle a eu l'impression d'avoir gagné au Loto.

“Ça m'a frappé comme la foudre, confie l'adjointe au maire, Laure-Line Inderbitzin, qui enseigne dans le collège local. Ce projet considère les réfugiés non comme une œuvre de charité, mais comme une chance.”

Cependant, si les édiles locaux voient la possibilité d'une régénération, d'autres y voient la preuve du “grand remplacement” des Français de souche, un concept qui cristallise la colère et l'angoisse du pays, en particulier à l'extrême droite.

En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, Callac, 2200 habitants, s'est retrouvé divisé, au centre de l'attention nationale et théâtre de manifestations concurrentes pour et contre le projet. La ville est aujourd'hui au carrefour de problèmes complexes qui empoisonnent la France depuis de nombreuses années : comment gérer le nombre croissant de migrants qui arrivent dans le pays et insuffler une nouvelle vie à des villes en déclin avant qu'il ne soit trop tard ?

Comme dans beaucoup de communes de France, la population de Callac diminue lentement depuis la fin des Trente Glorieuses, ces trente années de croissance qui ont suivi la guerre. La moitié des habitants sont des retraités. Le plus gros employeur de la ville est la maison de retraite.

En se promenant dans le centre-ville, on remarque des dizaines de vitrines vides, jadis des fleuristes,



En Bretagne, Callac se déchire sur l'immigration

Dans cette petite ville de 2200 habitants, la municipalité et un fonds de dotation souhaitent accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile pour repeupler et dynamiser le territoire. Un projet qui divise les habitants.

blanchisseries et photographes. Le cabinet dentaire de Françoise Méheut, le dernier de la ville, a annoncé sa fermeture en juillet. La dentiste n'en pouvait plus de refuser de nouveaux patients alors qu'elle suivait déjà plus de 9000 personnes. Le stress était trop grand. Elle ne dormait plus, fondait en larmes sur son fauteuil de dentiste et

s'était mise à prendre des antidépresseurs. Elle a fini par décider de prendre une retraite anticipée.

“C'est une catastrophe, confie-t-elle. J'ai l'impression d'abandonner les gens.” Et d'ajouter : *“Je vends et personne n'est preneur.*

S'il y avait un dentiste parmi les réfugiés, je serais ravie.”

Beaucoup de gens affirment qu'il n'y a pas de travail, mais le conseil municipal a réalisé une enquête et conclu que c'était l'inverse : la ville compte 75 postes salariés vacants, qui vont d'aide-soignant à artisan, alors que le taux de chômage est de 18 %.

La municipalité espère toujours mener à bien son projet. Il se fera en coopération avec le fonds de dotation Merci, une organisation créée par une riche famille parisienne qui a fait fortune dans le prêt-à-porter de qualité pour enfants et souhaitait faire profiter de sa réussite.



REPORTAGE

à la campagne sont sélectionnés. Ils auront accès à un programme – cours de français et appartement dans des bâtiments rénovés – pour leur permettre de s'intégrer.

Le fonds de dotation Merci souhaite également mettre sur pied de nouvelles structures collectives et des formations accessibles à tous – habitants locaux et réfugiés : c'est ce qui a le plus intéressé M^{me} Inderbitzin, défenseur du projet à la municipalité.

La ville compte plus de cinquante clubs et associations à but non lucratif : l'une gère le cinéma, une autre fournit des denrées alimentaires aux familles dans le besoin. *“Le développement social pour tous, c'est dans les gènes de Callac, déclare M^{me} Inderbitzin. C'est un cercle vertueux. [Les réfugiés] pourraient apporter beaucoup d'énergie, de culture, de jeunesse.”*

Projet venu de Paris. Tout le monde n'est pas emballé par cette perspective. Trois habitants ont lancé une pétition qui a recueilli plus de 10 000 signatures, dont beaucoup viennent de bien au-delà de Callac.

Même en ville, certains évoquent un manque de consultation ou de transparence. Ils craignent que Callac ne perde son caractère français et n'échange sa tranquillité de petite ville pour des problèmes de grande ville. D'autres se demandent pourquoi

En 2016, la matriarche s'est portée volontaire pour héberger un réfugié afghan dans l'hôtel particulier familial situé près de la tour Eiffel. Voyant la joie qu'il apportait dans la vie de leur mère et les savoir-faire qu'il proposait, ses trois fils ont souhaité étendre cette démarche. *“L'idée, c'est de créer une situation où tout le monde est gagnant”*, déclare Benoît Cohen, le fils aîné, réalisateur et auteur d'un livre sur cette expérience intitulé *Mohammad, ma mère et moi* [Flammarion, 2018]. *“[Les réfugiés] permettront de revitaliser le village.”*

Dans ce projet, des demandeurs d'asile qui possèdent certaines compétences et souhaitent vivre

← Le centre de ville de Callac. ↓ Le 22 septembre 2022. La famille Youssouf, originaire du Soudan, s'est installée à Callac il y a deux ans.

Photos Andrea Mantovani/The New York Times

une riche famille parisienne vient se mêler de leurs affaires. “On n'est pas des rats de laboratoire. On n'est pas là pour qu'ils fassent des expériences sur nous”, déclare Danielle Le Men. Enseignante à la retraite, elle a monté une association pour arrêter le projet. Elle craint que celui-ci n'introduise “l'islam radical” en ville.

Ayant eu vent de la polémique, Reconquête, un parti d'extrême droite anti-immigrés dirigé par Éric Zemmour, candidat malheureux à l'élection présidentielle, a organisé une manifestation en septembre. Le projet va selon lui créer de l'insécurité, la ville verra apparaître des magasins halal et des filles portant le voile.

Départ des jeunes. Un pâté de maison plus loin, une contre-manifestation occupe la place principale. “Aux fascistes qui agitent le drapeau rouge d'un hypothétique remplacement, je réponds oui, vos idées seront bientôt remplacées”, lance à la foule Murielle Lepvraud, députée locale membre de La France insoumise, un parti de la gauche radicale. Les deux manifestations sont maintenues à distance

l'une de l'autre par plus de cent policiers antiémeute avec bouclier.

Même ceux qui ont vécu en direct le déclin de Callac ne sont pas tous convaincus par le projet. “Tous les jeunes sont partis parce qu'il n'y a pas de travail ici”, confie Siegfried Leleu, la patronne du bar Les Marronniers, tout en servant des kirs et des bières au petit groupe de messieurs aux cheveux blancs qui se trouve là en ce vendredi après-midi.

Il y a eu une époque où son bar proposait un billard et un karaoké, et fermait tard, dit-elle. Mais après le départ des jeunes, elle a recalibré ses horaires pour coller à ceux de sa clientèle et ferme désormais à 20 heures. Elle s'exclame : “Pourquoi est-ce qu'on donnerait des emplois à des gens d'ailleurs? On devrait commencer par aider les gens d'ici.”

Posté juste devant son bar, Paul Le Contellec, qui possède une boutique d'antiquités, a un autre point de vue. Son oncle a épousé une Espagnole qui avait fui le pays avec sa famille pendant la guerre civile et s'était réfugiée dans le village. Plus tard, quand la France a été occupée par l'Allemagne nazie,



sa grand-mère a hébergé des résistants dans son grenier. “C'est une ville qui a toujours accueilli des réfugiés, déclare-t-il. Callac n'est pas moche mais n'est pas jolie non plus. Elle a besoin d'énergie nouvelle.”

L'immigration présente peut-être ce potentiel, mais la question demeure hautement polémique. La pandémie a atténué la crise migratoire, mais à mesure qu'elle s'esouffle, le nombre de demandeurs d'asile arrivant en France recommence à monter, ce qui risque de rendre le sujet encore plus explosif.

Depuis le pic de la crise migratoire, il y a plusieurs années, le gouvernement tente de couper la poire en deux en matière d'immigration.

D'un côté, il s'efforce de dissuader les demandeurs d'asile d'entrer sur le territoire. Les effectifs policiers aux frontières ont été renforcés et certains services de l'État ont été supprimés à cette fin.

De l'autre, il cherche à faciliter l'intégration des personnes ayant obtenu le statut de réfugié. Il a ainsi affecté des ressources à des cours de français et à des programmes d'accès à l'emploi. Le gouvernement s'efforce également de répartir les demandeurs d'asile hors de Paris, où les services sont débordés, les logements difficiles à trouver et où de grands camps de tentes ont fait leur apparition.

M. Macron a annoncé qu'il souhaitait officialiser cette politique par une nouvelle loi : les demandeurs d'asile des centres urbains qui souffrent déjà de problèmes sociaux et économiques seront envoyés “dans les zones rurales qui perdent des habitants”.

Le projet ressemble beaucoup à celui qui est déjà en place à Callac. La commune, comme beaucoup de

petites villes, accueille en effet des familles de réfugiés depuis 2015. Une quarantaine de personnes actuellement, sans que personne ou presque ne s'en émeuve.

Mohammed Ebrahim a entendu le bruit des manifestations concurrentes depuis son salon, mais sa femme, ses quatre enfants et lui, des Kurdes de Syrie ayant fui Al-Qaida, qui sont arrivés il y a un an, n'avaient alors pas la moindre idée de la raison de ce vacarme.

Aller de l'avant. Ils se sentent très bien accueillis, comme en témoignent sur leur téléphone les photos de repas et de célébrations auxquels ils ont été invités. Les avantages de l'hospitalité du village sont toutefois contrebalancés par les problèmes de logistique de la vie à la campagne sans voiture. La formation, les rendez-vous médicaux, même les cours de français : tout est loin.

Quand il entend que Callac va offrir des services complets et une école sur son territoire, M. Ebrahim a un large sourire. “On pourrait aller au cours de français tous les jours”, conclut-il. Callac pourrait devenir un banc d'essai pour déterminer la faisabilité d'une approche plus structurée et la possibilité de surmonter les divisions. “C'est devenu une question politique”, déclare Sylvie Lagrue, une bénévole qui conduit les réfugiés à leurs rendez-vous médicaux et les aide à installer Internet. “Tout le monde espère que les choses vont se calmer et qu'on continuera avec ce projet.”

Même si celui-ci n'a toujours pas de budget, de date, ni de nombre de demandeurs d'asile à accueillir, la municipalité va discrètement de l'avant. Elle a récemment acheté une école abandonnée, un grand bâtiment de pierre qui se dresse comme un fantôme au milieu de la ville et a annoncé vouloir en faire le “cœur” du projet – avec un centre d'accueil, une crèche et un espace de coworking. Le fonds Merci a déjà acheté le bâtiment qui, jusqu'à sa fermeture, en août, accueillait la dernière librairie du bourg. Il pense la rouvrir et héberger une première famille de demandeurs d'asile dans l'appartement qui se trouve au-dessus.

“Il faut y aller doucement au début, déclare M. Cohen. Il faut voir si ça marche. Le but n'est pas de faire peur aux gens.”

— Catherine Porter
Publié le 20 octobre



IMMIGRATION

Une hospitalité de façade

La France peut-elle se targuer d'un "devoir humanitaire" après l'accueil de l'Ocean Viking ? La politique migratoire qu'elle mène ne corrobore pas cette idée, écrit ce quotidien allemand de gauche.

—Die Tageszeitung
(extraits) Berlin

Les 234 passagers recueillis à bord de l'Ocean Viking, le navire de sauvetage de SOS Méditerranée, et tous les autres exilés sauvés de la noyade – collectivement affublés [en France] de l'étiquette "migrants" – n'ont pas autant goûté le sens de l'hospitalité française que Paris voudrait bien le faire croire. Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a annoncé [le 15 novembre] l'expulsion de 44 rescapés de l'Ocean Viking vers leur pays d'origine, après un examen rapide de leur demande d'asile. Le gouvernement souhaite envoyer la plupart des passagers restants vers des États voisins, notamment l'Allemagne [le 18 novembre, 123 d'entre eux faisaient l'objet d'un "refus d'entrée sur le territoire" français].

Nouvel accord. Cette décision vient répondre aux critiques de la droite, notamment française : lorsque l'Élysée a finalement autorisé l'Ocean Viking à accoster à Toulon, certains élus d'extrême droite, mais aussi des républicains, ont exhorté le gouvernement à renvoyer systématiquement ces migrants vers leur pays d'origine. Ces protestations n'ont pas empêché Emmanuel Macron et son gouvernement de se féliciter d'avoir accompli un "devoir d'humanité", contrairement à la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, qu'ils ont appelée – avec des mots très durs – à respecter le droit maritime international et les règles européennes.

En réalité, l'affaire de l'Ocean Viking ne changera rien à la politique d'asile et d'immigration française, qui s'est encore durcie depuis l'élection d'Emmanuel Macron – un constat que vient souligner la signature d'un nouvel accord entre Londres et Paris [le 14 novembre].

L'accord prévoit un renforcement de la présence policière à Calais et dans ses environs, pour

faire la chasse aux migrants qui tentent de traverser la Manche. En contrepartie, les autorités britanniques devront verser [plus de] 72 millions d'euros à la France. Car on sait d'expérience des deux côtés de la Manche que ces chicaneries politiques ne ralentissent pas les flux migratoires en provenance des nombreuses zones de crises, pas plus qu'elles ne ternissent l'attractivité du Royaume-Uni pour les exilés.

Cynique ping-pong. Si, officiellement, la France a fait preuve d'"humanité" envers ces demandeurs d'asile et a montré son engagement pour les droits humains, il y a toutefois une ombre au tableau : la tragédie qui s'est déroulée dans la Manche l'automne dernier. Le 24 novembre 2021, au moins 27 personnes ont péri noyées après avoir imploré pendant plus de deux heures l'aide des services de secours français et britanniques.

Les extraits publiés par *Le Canard enchaîné* révèlent une cruauté choquante et un terrible cynisme. En réponse aux appels au secours de plus en plus désespérés des naufragés, les sauveteurs leur ont inlassablement demandé de communiquer leur position, bien que celle-ci fût déjà connue depuis longtemps. On ne peut s'empêcher de penser que les Français ont cherché à gagner du temps, en attendant que l'embarcation pénètre dans les eaux anglaises.

Les Britanniques estimaient quant à eux que la responsabilité du sauvetage incombait à leurs voisins d'outre-Manche, même si leurs garde-côtes auraient pu arriver plus rapidement sur les lieux du naufrage. Ce jeu de ping-pong a finalement coûté la vie à 27 personnes au moins. Seuls deux passagers ont survécu. On ne sait pas encore si les responsables seront jugés pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger.

—Rudolf Balmer

Publié le 17 novembre

GÉOPOLITIQUE



Macron fait les yeux doux à Xi Jinping

Après une rencontre avec le président chinois au G20, à Bali, Emmanuel Macron a annoncé vouloir se rendre en Chine au début de l'année 2023. Une démarche qui suscite quelques interrogations.

La déclaration n'est pas passée inaperçue. S'adressant à la presse, le mercredi 16 novembre, à l'issue du G20, à Bali (Indonésie), Emmanuel Macron a dit souhaiter que Pékin joue "un rôle de médiation plus important" dans la guerre en Ukraine, afin de "pousser la Russie à la désescalade". Le président a précisé qu'il avait discuté avec son homologue chinois, Xi Jinping, du "principe" d'une visite en Chine au début de l'année prochaine. Ces déclarations, publiées à l'issue d'une entrevue entre les deux chefs d'État, ont suscité des commentaires dans la presse internationale.

À Pékin, le quotidien destiné aux étrangers *China Daily* qualifie la rencontre bilatérale de "véritable aubaine pour la planète, dans un contexte international complexe et instable", y voyant une preuve de l'importance que Paris et Pékin attachent à leurs bonnes relations.

Ces dernières profitent de "bases solides" grâce, entre autres, au fait que la "France se distingue par une tradition de politique étrangère qui fait la part belle à l'indépendance par rapport aux influences extérieures". Une politique héritée du général de Gaulle, et qui se manifeste aujourd'hui avec la volonté du président français d'atteindre une autonomie stratégique en Europe.

Ce dernier, justement, a changé d'attitude, note *Politico* depuis Bruxelles : "Macron fait les yeux doux à Xi Jinping" quand il dit voir dans la Chine un médiateur potentiel, "quand bien même Pékin n'a montré aucun signe d'une telle aptitude depuis le début de la guerre". L'édition européenne du site américain analyse la série de rencontres bilatérales du président Xi, sorti de son isolement imposé par la pandémie, avec des leaders occidentaux se bousculant devant sa porte. Macron a dû se contenter d'une entrevue "d'une durée tout de

même respectable de quarante-trois minutes", mais bien inférieure aux trois heures et demie accordées au président américain, note le site.

Politico craint que les Occidentaux ne tombent dans le piège de traiter séparément avec la Chine au lieu de faire bloc. "Preuve que l'attitude diplomatique de Xi Jinping fonctionne, Emmanuel Macron a opté pour une approche non conflictuelle, préférant caresser le président chinois dans le sens du poil."

Sur d'autres dossiers, "choisissant d'ignorer les graves tensions avec l'Inde dans l'Himalaya, l'agressivité croissante sur la question de Taïwan ou les incursions militaires chinoises en mer de Chine méridionale, Emmanuel Macron a déclaré : 'La Chine appelle à la paix [...] et est profondément et sincèrement, je le sais, attachée à la charte des Nations unies.'"

Concernant la visite annoncée pour 2023, le site commente : "Cela ressemble à une réponse à la visite du chancelier allemand, Olaf Scholz", qui vient de se rendre à Pékin accompagné uniquement de représentants de l'économie allemande, refusant ainsi la proposition française de faire une visite commune. Selon *Politico*, Macron, soucieux de ne pas laisser l'initiative aux seuls dirigeants américain et allemand, avait besoin de cette rencontre. Quant à la Chine, rien ne laisse présager qu'elle ira au-delà des appels à la paix et s'investira dans la médiation en Ukraine.

—Courrier international

✓ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

à la une

CLIMAT

LA GÉNÉRATION QUI S'Y COLLE

Alors qu'aucun accord sur une baisse accélérée des émissions de CO₂ n'a été trouvé lors de la conférence mondiale sur le climat, la COP27, les activistes climatiques ne devraient pas relâcher leur pression. Alarmés par l'urgence de la crise, ces citoyens sont de plus en plus nombreux à mener des actions non violentes, spectaculaires, comme le barbouillage de tableaux dans les musées, ou plus discrètes, comme les plaintes en justice. Leur objectif : pousser les entreprises et les dirigeants politiques à prendre enfin des décisions à la hauteur des enjeux.



LES
MUSÉES
PRENNENT
DES MESURES

COLLEZ VOTRE
MAIN ICI
STICK YOUR
HAND HERE



Avec ceux qui ont choisi la voie du combat radical

Opérations coups de poing dans les musées, blocages routiers, grèves de la faim, les actions du groupe Ultima Generazione déchaînent les passions en Italie. Qui sont ses militants ? Qu'est-ce qui les poussent à combattre ? Il Venerdì est parti à leur rencontre.

— **Il Venerdì di Repubblica** Rome

Rome. Je participe à une visioconférence d'Ultima Generazione [“Dernière Génération”]. Le groupe d'activistes du climat qui, avec ses opérations coups de poing, fait la une des JT italiens. Aujourd'hui, leur objectif est de recruter. Des militants prêts à se faire arrêter à leur tour pour maintenir, jour après jour, semaine après semaine, la pression sur le gouvernement, de sorte qu'il réduise drastiquement les émissions de CO₂.

La journaliste de *Il Venerdì* que je suis, elle, tente de comprendre qui sont ces militants. Ces personnes qui se font traîner au sol par des policiers et des automobilistes, qui restent impassibles sous les cris et les insultes, collectionnent les plaintes et les amendes. Le tout pour suivre un plan d'action précis, qu'ils partagent avec les autres membres du réseau international A22 dont font partie Just Stop Oil [“Halte au pétrole”] au Royaume-Uni et Letzte Generation [“Dernière Génération”] en Allemagne.

Le premier à prendre la parole est Michele Giuli, 26 ans : “On est au bord de l'effondrement écologique et climatique, on n'a plus le temps, on est la dernière génération qui peut faire quelque chose.” Il demande aux participants d'allumer leur webcam et de se présenter.

Une dizaine de personnes sont connectées : il y a Joel, qui est dans le noir parce que ses frères sont en train de dormir dans sa chambre ; Sabrina, qui, après avoir participé aux manifestations contre un incinérateur, a été touchée par la ténacité de ces militants d'un nouveau genre. Mais elle veut les rencontrer parce qu'elle n'est pas totalement convaincue. Il y a des jeunes, mais aussi des sexagénaires.

Avant-garde. Ils ne sont pas nombreux mais c'est déjà ça. Ce que cherche Ultima Generazione, dans cette réunion et dans des dizaines d'autres du même genre, c'est une avant-garde. “On vous demande de passer à la désobéissance civile et d'être prêts à vous faire arrêter ou dénoncer”, explique Michele.

Comme Laura et Simone qui, le 22 juillet, sont entrées dans la Galerie des offices de Florence et se sont collées à la vitre du *Primtemps* de Botticelli. Comme ces trois étudiants qui, voilà

quelques jours, à Padoue, ont interrompu un défilé de voitures et de motos anciennes. Comme les dizaines de manifestants qui bloquent à répétition le périphérique toujours bondé de Rome.

Michele demande à chacun de partager ce qu'il ressent. Pour sa part, il se sent terrifié : “Les Nations unies prévoient qu'en Europe méridionale plus de 120 millions de personnes seront touchées par des sécheresses extrêmes. Aujourd'hui, déjà, près d'un cinquième de l'Italie est menacé de désertification.”

Il parle des agriculteurs qui, dans la province de Pavie [au sud de Milan], sont en procès

“Peu important les conséquences sur ma vie, les amendes et les plaintes, parce que ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la planète.”

Alice,

MEMBRE D'ULTIMA GENERAZIONE

pour s'être mutuellement volés de l'eau cet été, pointe du doigt la corruption des gouvernements, accuse “la toute petite élite qui fait le choix du profit au détriment de la vie de ses propres enfants”.

Pour enfoncer le clou, il énumère “les diverses manières dont on va mourir dans les trente années à venir”. De chaud, surtout, à quoi s'ajoutent les sécheresses, les famines, les migrations... Le ton est celui d'un prophète de l'Apocalypse : “On ne fait que dire la vérité.”

En réalité, ils font quelque chose de plus : ils misent sur l'écoanxiété, cette impression toujours plus répandue parmi les jeunes (parfois très jeunes) d'être au pied du mur. Michele est persuadé que le vrai problème n'est pas le négationnisme climatique, mais l'écologie soft, “les journaux qui parlent de ‘crise’ alors qu'on est à un cheveu de la catastrophe, les progressistes anesthésiés par leur confort”. Il demande : “À quel point êtes-vous relié émotionnellement au problème?”

Il s'appuie sur nos réponses pour mesurer le succès de la réunion : seuls ceux qui, comme lui, sont terrifiés par l'avenir, sont prêts à s'impliquer.

Dans son cas, cette terreur date de la lecture d'un roman, *Qualcosa, là fuori* [“ Quelque

chose, là, dehors”, inédit en français], de Bruno Arpaia. Nous sommes en 2040, un ancien professeur de neurosciences, resté seul dans une Italie quasi déserte, rongée par la corruption, les affrontements ethniques et la violence, se met en route, comme des milliers d'autres, vers la Scandinavie, une des rares régions d'Europe dont le climat soit encore propice à la vie humaine. “Ce n'est pas une dystopie ce que raconte Arpaia, il se fonde sur des données scientifiques avérées, les mêmes que les gouvernements ne veulent pas voir.” Michele en est persuadé.

Le groupe se partage ensuite en deux salons virtuels, chacun sous la houlette d'un animateur. Dans le nôtre, ce rôle incombe à Alice, qui se présente aussitôt comme écoanxieuse : “J'ai connu des mois compliqués, je ressentais de la tristesse, de la colère, de l'impuissance. Si je m'en suis sortie, c'est grâce à Ultima Generazione : peu important les conséquences sur ma vie personnelle et professionnelle, les prises de bec avec les proches, les amendes et les plaintes, parce que, ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la planète. Vous êtes prêts à nous donner un coup de main?”

Recrutement tous azimuts. Sabrina est dubitative, elle veut savoir ce qui se passera quand on aura épuisé l'argent qui est mis à disposition par le Climate Emergency Fund [“Fonds d'urgence pour le climat”] – l'ONG fondée par Aileen Getty, nièce du magnat du pétrole J. Paul Getty, qui finance le réseau A22. “Qui va payer les amendes et les avocats?” Une soixantaine de militants italiens ont déjà eu des ennuis.

Une autre femme est inquiète. Elle n'a pas aimé le ton catastrophiste de la réunion et se dit convaincue que les blocages routiers et les opérations dans les musées sont contreproductifs. “Vous devez penser au message que ça envoie. Qu'est-ce que comprennent les gens ? Vous obtenez l'effet inverse.”

Michele réplique : “Ce n'est pas une campagne écolo comme les autres, c'est une révolution civile. On rabâche le même message des milliers de fois parce que c'est comme ça qu'on convaincra les masses. Ça marche, c'est prouvé. En Angleterre, par exemple, plus de 60 % des gens partagent les objectifs de Just Stop Oil.”

L'heure tourne, la réunion doit se terminer. Ultima Generazione veut savoir qui a l'intention d'aller plus loin. Les candidats seront conviés à une deuxième réunion, axée sur les conséquences légales de leurs actions.

C'est le fonctionnement habituel du réseau A22 : un recrutement tous azimuts à travers des centaines de réunions comme celle-ci ; des groupes de huit personnes maximum qui, dans chaque pays, prennent les décisions clés ; une coordination avec l'équipe internationale pour amplifier les retombées médiatiques des campagnes nationales.

“Ceux qui décident d'aller plus loin devront faire le déplacement de temps en temps à Rome, les actions de perturbation doivent se poursuivre”, prévient Michele. Un informaticien hésite. Joel non, mais il doit se déconnecter parce qu'il se fait tard. D'autres se disent prêts à donner un

À LIRE AUSSI

Le **Financial Times** tire, un peu amer, le bilan de la COP27, la conférence des Nations unies sur le climat, qui s'est terminée le 20 novembre à Charm El-Cheikh. Un article à lire p. 8.



SOURCE

IL VENERDÌ DI REPUBBLICA

Rome, Italie

Hebdomadaire

repubblica.it/venerdi

Comme son nom

l'indique, ce

supplément du

quotidien de centre

gauche *La Repubblica*

paraît le vendredi. Les plus illustres plumes du journal y tiennent des chroniques, qui côtoient des reportages ainsi que des pages télé, courrier du cœur et consommation.

coup de main pour les tractages, l'appui logistique et les réunions, mais pas à participer aux actions proprement dites.

Le ton de Michele est pressant : "On n'a plus le temps." C'est la même phrase que serine Extinction Rebellion (XR), le mouvement né en 2018 au Royaume-Uni et dont sont issus certains militants qui se rallient aujourd'hui aux campagnes d'A22.

Il existe des groupes d'action de XR dans beaucoup de villes italiennes : on a vu des activistes remonter le Pô presque à sec, déguisés en sirènes, s'enchaîner aux balcons du siège de la région Piémont, s'allonger devant les entrées de l'Eurovision... Nous les avons ren-

Chaque participant est invité tour à tour à endosser un rôle, celui du manifestant, du citoyen agacé et agressif, du policier.

contrés à Bologne. Sur les réseaux sociaux, nous avons vu fleurir cette annonce du mouvement : "Blocage routier? Sit-in? Soupe à la tomate sur des tableaux de Van Gogh? Quel que soit le type d'actions auquel vous choisirez de participer, nous vous recommandons de vous préparer en participant à une formation sur l'action directe non violente."

Nous voilà donc en cours.

Chaque participant est invité tour à tour à endosser un rôle, celui du manifestant, du citoyen agacé et agressif, du policier. Chaque simulation s'accompagne de conseils pratiques : respecter la personne que l'on a en face, ne pas répondre aux provocations, et, dans le cas d'une intervention de la police, se laisser traîner en faisant le mort.

Un des participants, dans la peau de l'automobiliste furibard, crie au militant qui bloque la route de se pousser parce qu'il doit se rendre de toute urgence à l'hôpital : "C'est une urgence!" Que faire en pareil cas? "Chaque groupe d'action décide de manière autonome mais a le devoir d'assurer la sécurité des participants et de ne porter atteinte à personne", explique Laurence, la formatrice : "On pourrait laisser passer l'automobiliste et bloquer de nouveau la circulation aussitôt derrière."

En Allemagne, voilà quelques jours, les activistes de Letzte Generation se sont collés au macadam, retardant des pompiers qui devaient libérer une cycliste coincée sous un poids lourd [elle est finalement décédée le 4 novembre].

La galaxie écologiste est tenaillée par un vieux dilemme : des actions aussi radicales sont-elles indispensables face à l'inertie des gouvernements? Ou sont-elles au contraire contreproductives, en ouvrant un boulevard à la diabolisation de l'activisme climatique? Ultima Generazione et XR n'ont aucun doute : "L'humanité est en alerte rouge. On n'a plus le temps."

—Stefania Parmeggiani
Publié le 11 novembre

→ Dessin de Kroll
paru dans *Le Soir*,
Bruxelles.



VIVE LE SABOTAGE À LA SAUCE TOMATE

Les militants qui maculent les tableaux forcent à s'interroger sur l'urgence climatique. Tant pis pour l'establishment choqué qui regarde ailleurs quand le Pakistan est sous les eaux, estime ce chercheur.

—The New York Times (extraits)
New York

Vincent Van Gogh n'est pas responsable du dérèglement climatique que nous vivons. Il n'était pas PDG d'une compagnie pétrolière ni marchand de charbon. Il se trouve même que c'est dans une région minière en Belgique, dans la cendre et la fumée, qu'il se mit au dessin et à la peinture. Après *Les Tournesols*, l'un de ses tableaux les plus célèbres est *Femmes de mineurs portant des sacs de charbon* – dans l'histoire de l'art, peu d'œuvres ont aussi bien rendu le poids intolérable que fait peser l'économie fossile sur le vivant.

Quand j'ai appris que deux militants du mouvement Just Stop Oil avaient jeté de la soupe à la tomate sur les *Tournesols* à la National Gallery de Londres, ma réaction première a donc été de m'indigner : "Oh non, pas une attaque contre un objet sans aucun lien avec l'urgence climatique, contre la beauté innocente, pas encore."

En règle générale, pour moi, un sabotage efficace est un sabotage précis et totalement premier degré. En vandalisant des stations-service, en avril, d'autres membres de la même organisation tapaient dans le mille. L'essence, à l'inverse d'un tableau de Van Gogh, est un carburant du réchauffement climatique. Il existe sur cette planète tout un entrelacs de stations-service, d'oléoducs, de plateformes pétrolières, de derricks, de terminaux, de mines et de puits qui, pour la survie de l'humanité et du vivant, doivent être mis hors service. Puisque les États refusent de s'en charger, c'est à nous de lancer le mouvement.

Mais alors que l'arrosage survenu à la National Gallery éclaboussait nos fils d'actualité sur les réseaux sociaux, sur des tons allant de la moquerie à l'admiration, j'ai réfléchi. Sans doute ce type d'action avait-il sa place, tout compte fait. Comme l'a crié une militante avant de se coller au mur sous le tableau : "Est-ce que vous vous souciez plus de protéger une peinture ou de protéger notre planète et ses habitants?" Voilà l'establishment heurté

SOURCE



THE NEW YORK
TIMES

New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com

The New York Times est le journal de référence des États-Unis. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, a pris le contrôle de ce journal créé en 1851, est toujours à la tête du quotidien de centre gauche.

dans sa sensibilité par les actions de Just Stop Oil quand un tiers du Pakistan est sous les eaux.

Le critique d'art américain Jerry Saltz est allé jusqu'à comparer ces activistes aux talibans – une comparaison plus qu'outrancière, d'autant qu'ils ont agi en sachant que l'œuvre, protégée par une vitre, ne serait pas endommagée. Leur choix de cible était purement utilitaire : par une action aussi scandaleuse, Just Stop Oil a forcé les médias et l'opinion à s'arrêter sur les 100 permis que le gouvernement britannique s'appête à délivrer pour de nouveaux projets pétroliers et gaziers, quand aucun nouveau projet ne devrait plus être lancé [de l'aveu même de l'Agence internationale de l'énergie].

“Nous devons dissiper le mirage du ‘tout va bien’ et faire voler en éclats l'illusion de normalité”, résume Indigo Rumbelow, la coordinatrice de Just Stop Oil que j'ai rencontrée. Une sortie au musée, un match de foot, le trajet pour se rendre au bureau – dans cette perspective, toutes les occasions sont bonnes. Il s'agit de se saisir de toutes les tribunes et de mettre suffisamment le bazar pour qu'il ne soit plus possible d'ignorer l'urgence climatique.

Les suffragettes, adulées à juste titre, avaient un mode d'action très semblable – jusqu'aux attaques de tableaux à la National Gallery, qu'elles pratiquaient déjà. En 1914, Mary Richardson avait lacéré la *Vénus à son miroir* de Velázquez, au motif que “la justice est un élément de la beauté tout autant que les couleurs ou les dessins sur une toile”. Un détachement qui ne fut guère du goût de la presse, mais il n'empêche que quatre ans plus tard le Parlement accordait le droit de vote aux femmes (propriétaires et âgées de plus de 30 ans), et que les organisations féministes, à l'image de la Women's Social and Political Union que soutenait Mary Richardson, étaient saluées pour leur courage dans la contestation des normes sociales.

Le mouvement pour le climat dans les pays du Nord connaît les manuels d'histoire. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, ses militants ont fait usage d'une tactique fondée sur le sabotage et la destruction de biens sur des modes variés, du plus symbolique au plus grave. Les Tyre Extinguishers [“Extincteurs de pneus”] ont dégonflé les pneus de près de 100 000 SUV dans quelques-unes des enclaves les plus cosues de la planète. En février, des militants ont fait irruption sur un chantier du gazoduc Coastal GasLink, en Colombie-Britannique [au Canada], pour s'y livrer à un saccage de machines et autres équipements, causant, selon la compagnie, plusieurs millions de dollars de dégâts.

Pendant ce temps, d'éminents spécialistes des questions énergétiques, comme Benjamin K. Sovacool, à l'université de Boston, débattent du pour et du contre de l'action directe pour le climat – et ils en concluent, notons-le, qu'il faut envisager une large gamme d'actions, jusqu'à la désobéissance civile et les opérations de guérilla.

Pour que la planète ait encore une chance de ne pas aller au-delà de 1,5 °C de réchauffement par rapport à la période préindustrielle, toute production de pétrole et de gaz dans les pays riches (ce qui inclut les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et le Qatar) doit impérativement cesser

dans les douze ans. Non seulement toute nouvelle infrastructure d'exploitation des énergies fossiles doit être prohibée, mais 40 % des réserves déjà exploitables ne doivent pas l'être.

Et pourtant, alors même que l'Inflation Reduction Act récemment adopté aux États-Unis promet de réduire les émissions de gaz à effet de serre par des aides aux énergies propres, il permet ce que nous ne pouvons précisément pas nous permettre : offrir de nouveaux permis d'exploitation gazière et pétrolière à des entreprises qui croulent déjà sous des bénéfices record.

Et que font-elles avec tout cet argent ? Elles le réinvestissent, bien sûr, dans toujours plus de pétrole et de gaz, une manne financière qu'elles ne peuvent se résoudre à abandonner.

Comment s'étonner du désespoir des populations, de leur colère surtout ? Les jeunes Européens qui se sont investis dans l'action pour le climat en 2018 et 2019, avec l'élan donné à leur génération par Greta Thunberg, n'en peuvent plus du statu quo. La conclusion semble dès lors logique : le mouvement pour le climat n'a pas frappé assez fort. Il doit aller plus loin.

Quant aux questionnements éthiques autour de la destruction de biens, ils sont assez vite résolus. Les énergies fossiles tuent. Perturber les circuits de production et de distribution de ces énergies et endommager les machines qu'elles alimentent, c'est éviter des morts. C'est empêcher la perpétration de crimes. Il est permis de détruire un objet inanimé (personne au sein du

Si vous êtes enfermé dans une maison en feu, vous avez le droit de briser quelques vitres pour sortir.

mouvement pour le climat ne propose de s'en prendre à quoi que ce soit de vivant) quand il s'agit de protéger des êtres vivants. Pour donner une image, si vous êtes enfermé dans une maison en feu, vous avez le droit de briser quelques vitres pour sortir.

Si la logique et l'éthique sont bien clairement respectées, la réalité sur le terrain est plus complexe. Comment s'assurer que personne ne subira d'atteinte à son intégrité physique ? Quelles sont, en matière d'efficacité, les vitres à faire voler en éclats ? Quelle ouverture faut-il pour convaincre le maximum de personnes de sauter le pas ? Nous ne savons pas ce qui marchera ni si quelque chose marche dans l'absolu, d'où la nécessité pour le mouvement d'agir tous azimuts : par des actions chocs qui captent l'attention et par des blocages ciblés, sur des modes divers. Nous passer de méthodes inventives capables de faire avancer la cause ? C'est un luxe que nous n'avons pas.

—Andreas Malm*
Publié le 20 octobre

* Le Suédois Andreas Malm est professeur associé en géographie humaine à l'université de Lund, en Suède, et l'auteur de *Comment saboter un pipeline* (Paris, éd La Fabrique, 2020).



OPINION

À la une



À QUOI SERT LA MOBILISATION POUR LE CLIMAT ?

C'est la question que se pose *Die Zeit* le 17 novembre. De jeunes militants, de dos, reconnaissables à leur veste d'intervention d'urgence orange, se collent au bitume. Cela n'empêche pas des pays “comme la Chine de continuer à brûler des quantités gigantesques de charbon, de pétrole et de gaz”. Le grand hebdomadaire allemand raconte le 40^e blocage de Clara, 20 ans, “assise en tailleur sur l'asphalte devant la gare centrale de Berlin” avec son groupe “Insurrection de la dernière génération”. Si “les militants de Fridays for Future, qui défilaient pacifiquement dans les rues au lieu de s'y coller, avaient la majorité des Allemands de leur côté”, les nouveaux manifestants, eux, “se heurtent à un large rejet”, affirme *Die Zeit*.

Repères

“Radicalisation”, vraiment ?

Aussi télégéniques soient-elles, les actions dans les musées des militants pour le climat n'ont pas vocation à détruire.

En matière de mobilisation citoyenne pour le climat, on avait pris l'habitude de ces marches rassemblant des milliers de personnes dans de nombreuses villes ou de ces jeunes qui, depuis 2018, inspirés par la Suédoise Greta Thunberg, font grève tous les vendredis. Alors quand des militants d'Extinction Rebellion ont lancé des actions de désobéissance civile conduisant à plusieurs arrestations en 2019, certains observateurs ont été prompts à parler de “radicalisation”. Un qualificatif de nouveau brandi quand des activistes de Just Stop Oil, notamment, se sont collés dans les musées ou ont jeté de la nourriture sur des œuvres. Néanmoins, “aucune de ces œuvres n'a subi de dégâts irréversibles. Les actions des militants sont symboliques avant tout : ils ne cherchent pas à détruire l'art, mais à accentuer la pression populaire qui pèse sur les responsables politiques, pour les pousser à renoncer à l'exploitation de nouveaux gisements de combustibles fossiles”, souligne **NPR**, en rappelant quelques exemples célèbres de protestations – non liées au climat ni à l'environnement – impliquant des toiles de maître ou des musées. On est loin des actes criminels – essentiellement des incendies sans victime – commis aux États-Unis entre 1995 et 2001 par des groupes appelés Earth Liberation Front (ELF, “Front de libération de la Terre”) et Animal Liberation Front (ALF, “Front de libération des animaux”). À ce moment-là, “les dirigeants des services de lutte antiterroriste [américains] considéraient même ces mouvements comme l'une des principales menaces intérieures pour la sécurité du pays”, rappelle le site de la radiotélévision publique de l'Oregon, **OPB**. “Mais [ces groupes] n'ont jamais constitué une menace de cette ampleur”, relève Brian Levin, directeur du Center for the Study of Hate and Extremism, de l'université de Californie à San Bernardino. Reste que, dans une interview à **OPB**, Joseph Dibee, sympathisant d'ELF et d'ALF – qui avait fui les États-Unis pour échapper à son procès pour l'incendie d'un abattoir puis a été rattrapé à Cuba en 2018 – reconnaît que “l'incendie n'était sans doute pas la bonne façon d'aborder le problème. Cette opération a eu de nombreuses répercussions négatives, pour moi et pour l'ensemble du mouvement écologiste.”—

L'offensive judiciaire va finir par payer

De plus en plus d'actions en justice sont menées contre les États pour dénoncer les dommages liés au dérèglement climatique qui ont déjà eu lieu.

—Hakai Magazine Victoria (Canada)

A 15 ans, Brianna K. (surnommée Ku) adore écouter les membres de sa famille lui parler des animaux qu'ils observaient autrefois sur la côte ouest de Maui, dans l'archipel d'Hawaïi. Ce sont des histoires qui évoquent des écosystèmes riches et vitaux, qui témoignent de ce qui a été perdu. "Les anciennes générations parlent d'algues ou de poissons qu'ils voyaient avant, là où je nage aujourd'hui. Et quand j'y vais avec mon père, mes parents ou mes cousins, on ne voit plus vraiment ces espèces", explique Ku.

En quelques années seulement, Ku a vu les récoltes de son père diminuer. Les pêcheurs ramènent aussi moins de poissons, tout comme s'amenuise la production familiale de *kalo* – un tubercule incontournable de l'alimentation hawaïenne. À l'école, Ku a appris que c'étaient là des signes du dérèglement climatique, et on lui a décrit en quoi cela affectait les habitants.

Aujourd'hui, Ku et 13 autres jeunes lancent une action en justice contre l'État d'Hawaïi, au motif que les pouvoirs publics n'ont pas protégé leur droit constitutionnel à un environnement sain et non pollué. La plainte, déposée en juin et appuyée par deux associations américaines, Our Children's Trust et Earthjustice, reproche au ministère des Transports hawaïen de privilégier les véhicules à moteur thermique, émetteurs de gaz à effet de serre [responsable du réchauffement de la planète], aux transports en commun et à d'autres modes de déplacement plus écologiques. Leur objectif est de contraindre le ministère à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2045.

Attaques rétroactives. Ne serait-ce que depuis 2020, près de 500 procédures judiciaires liées au changement climatique ont été lancées dans le monde, selon un rapport de l'Institut de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement, à la London School of Economics. La majorité de ces actions présentent le dérèglement climatique comme un problème à venir, c'est-à-dire qu'ils contestent les stratégies et objectifs gouvernementaux en matière de CO₂, ou accusent le secteur des énergies fossiles et les industries polluantes de désinformer ou de réduire trop lentement leurs émissions.

Ku et son groupe – comme beaucoup d'autres ces derniers temps – s'y prennent autrement :

ils dénoncent les répercussions des émissions de CO₂ à Hawaïi sur leur droit à la culture et à des moyens de subsistance à l'avenir, mais ils intentent aussi un procès au titre de dommages qui ont déjà eu lieu.

Pour Kim Bouwer, juriste spécialiste du climat et des énergies à l'université de Durham, en Angleterre, cette affaire s'inscrit dans la lignée d'un des premiers procès à associer expressément le dérèglement climatique à des dégâts contemporains.

En 2008, les habitants de Kivalina, un village autochtone en Alaska, au bord de la mer des Tchouktches, ont attaqué en justice ExxonMobil et d'autres entreprises du secteur pour des préjudices que leur communauté avait déjà subi, notamment des inondations et une érosion du littoral. Selon la juriste, les habitants de Kivalina avaient très précisément recensé les conséquences. "Le problème, c'est que les tribunaux n'ont pas voulu les entendre."

Depuis 2020, près de 500 procédures judiciaires liées au changement climatique ont été lancées dans le monde.

La plainte a été classée sans suite. Mais entre 2008 et 2022, les juges de certaines juridictions ont progressivement admis que les victimes des pires effets du dérèglement climatique avaient le droit de présenter leurs arguments à la justice.

Une autre chose essentielle a changé depuis la plainte de Kivalina : les scientifiques ont énormément amélioré leur capacité à établir un lien direct entre des phénomènes concrets et le réchauffement de la planète [d'origine anthropique]. Un rapport du Giec paru en février 2022, par exemple, conclut sans détour que le dérèglement climatique perturbe l'humanité et la nature. Le document indique que le réchauffement anthropique a déjà nui considérablement aux écosystèmes, à un approvisionnement adéquat en eau, à la production alimentaire, ainsi qu'à la santé et au bien-être des populations.

Le changement climatique bouleverse déjà les peuplements urbains et ruraux, et les



infrastructures – en particulier sur les îles et atolls en développement, particulièrement menacés par la montée des eaux.

Les grands rapports exhaustifs tels que ceux du Giec permettent d'expliquer scientifiquement les effets du dérèglement climatique, mais ils ne suffisent pas toujours à convaincre un juge qu'un changement précis à un endroit en particulier, que tel ou tel phénomène extrême comme un ouragan, une canicule ou une crue, a été provoqué directement par le réchauffement de la planète. C'est là qu'intervient la discipline en plein essor de la science de l'attribution.

Les scientifiques, notamment celles et ceux qui participent à l'initiative World Weather Attribution, savent maintenant très bien démontrer, en éliminant les facteurs parasites, dans quelle mesure les changements climatiques ont rendu un phénomène météorologique extrême plus probable ou plus violent.

Ainsi, le dérèglement climatique a accentué d'au moins 30 % le risque des feux incontrôlés catastrophiques en Australie en 2019 et 2020. Il a exacerbé les pluies torrentielles en Afrique du Sud en avril 2020, aggravant l'ampleur et la probabilité de ces crues destructrices qui ont tué des centaines de personnes et en ont déplacé des dizaines de milliers d'autres. Il a aussi amplifié une longue canicule en Inde et au Pakistan qui a tué des dizaines de personnes et anéanti les récoltes.

SOURCE



HAKAI MAGAZINE
Victoria, Canada
hakaimagazine.com

Ce magazine en ligne emprunte son nom à une zone maritime protégée au large de Vancouver. Lancé en 2015, l'idée du *Hakai Magazine* est de transformer des découvertes scientifiques en histoires captivantes.

“Nous en savons aujourd’hui beaucoup plus sur le cadre scientifique, affirme Kim Bouwer. Il est maintenant possible d’avoir assez de données scientifiques persuasives qui associent les agissements des entreprises et des gouvernements nationaux au changement climatique, et qui, dans une certaine mesure, attribuent des phénomènes ou des impacts particuliers au dérèglement.” C’est ce qu’il faut pour gagner des procès, souligne-t-elle.

C’est dans ce contexte que Ku et d’autres vont de l’avant. À 7 500 kilomètres au sud-ouest de l’archipel américain, les habitants des îles du détroit de Torres étaient engagés dans une bataille comparable. À ceci près que la leur est bien plus avancée.

Le combat des insulaires. Situées entre la pointe nord de l’Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ces îles sont en majorité peuplées d’autochtones aux cultures, langues et identités propres. L’altitude de ces îles est extrêmement basse et elles comptent parmi les plus vulnérables face au dérèglement climatique. Les données de l’Autorité régionale du détroit de Torres révèlent que le niveau de la mer autour de cet archipel augmente de six millimètres par an ; c’est le double de la moyenne mondiale.

Les insulaires ont bataillé pendant trois ans pour traîner l’Australie devant les Nations unies, où le pays a été accusé d’enfreindre les droits fondamentaux des insulaires à la culture et à la vie, en raison de son incapacité à réduire suffisamment les émissions de CO₂. En septembre, le Comité des droits de l’homme des Nations unies leur a donné raison et déclaré qu’ils devaient être indemnisés.

Au sein de cette population du détroit de Torres, deux hommes ont choisi une autre voie. Comme Ku à Hawaii, Guy Paul Kabai et Pabai Pabai ont poursuivi en justice l’État australien. Ils font valoir que l’Australie a contrevenu à ses obligations légales, qui contraignent l’État à empêcher que le changement climatique fasse disparaître leurs communautés. Selon leurs avocats, la particularité de cette affaire est qu’elle est lancée contre leur propre État par des personnes qui subissent des impacts du changement climatique ; les émissions de CO₂ par habitant en Australie sont parmi les plus élevées au monde.

Dans leur plainte, les deux hommes décrivent toute la gamme des préjudices que subissent déjà les insulaires : des températures moyennes plus élevées, des canicules plus fréquentes et plus prononcées, une érosion littorale et des ondes de tempête plus violentes. Même les cimetières sont en danger. Les documents décrivent la contamination des écosystèmes d’eau douce par l’eau de mer. Et dans l’océan, le réchauffement et l’acidification ont entraîné une décoloration visible des coraux et perturbent la chaîne alimentaire marine.

Dans un autre cas, cette fois en Indonésie, quatre habitants de Pulau Pari ont choisi une méthode qui s’approche plus de celle mise en œuvre par la communauté de Kivalina en 2008.

↔ Dessin de Kroll paru dans **Le Soir**, Bruxelles.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Ces artistes écolos qui sabotent la pub.

Artistes et militants, les membres du mouvement Brandalism “ont parsemé l’Europe de fausses campagnes publicitaires pour dénoncer les dégâts causés par la pollution”, raconte le média italien **Robinson**. Leur modus operandi : remplacer les pubs des entreprises “polluantes” par des affiches presque identiques, mais qui dénoncent l’influence nocive de ces sociétés sur le climat.

Pulau Pari, à quelques dizaines de kilomètres au nord-ouest de Jakarta, a déjà subi des inondations qui ont provoqué d’importants dégâts pour les habitations, les rues et les commerces. Au lieu d’attaquer en justice le gouvernement indonésien, la population de Pulau Pari s’en prend au cimentier suisse Holcim.

Selon les insulaires, parce que Holcim figure par les 50 premiers émetteurs de CO₂ sur la planète, l’entreprise est tout particulièrement responsable du dérèglement climatique qui découle de son activité. Ils veulent qu’elle réduise radicalement ses émissions afin de limiter les dégâts à l’avenir et ils exigent des indemnisations et des fonds pour construire de nouvelles digues.

Reste à voir si les tribunaux rendront des décisions en faveur de Ku et des autres jeunes Hawaïens, mais aussi de Guy Paul Kabai et Pabai Pabai, des habitants de Pulau Pari, ou d’autres citoyens qui ont entamé des actions comparables.

Les plaignants d’Hawaii, notamment, sont optimistes. Leina-ala Ley,

qui est avocate à Earthjustice et participe à la défense, explique que les fondamentaux de la science climatique sont fermement ancrés dans le droit et la vie politique d’Hawaii. La cour suprême de cet État a déjà rendu un arrêt selon lequel le changement climatique “nuît aux générations d’aujourd’hui et de demain”, et Hawaii est “mis en danger par les dégâts écologiques issus d’un système climatique détraqué”.

L’archipel porte déjà les marques de nombreux dommages, que ce soit la sécheresse ou les routes qui s’effondrent dans l’océan, ajoute l’avocate. “Nul besoin ici de regarder

vers l’avenir : il suffit malheureusement d’observer le présent pour voir les ravages que provoque le changement climatique.”

Pour Nikki Reisch, directrice du programme sur l’énergie et le climat au Centre pour le droit international de l’environnement, en Suisse, la multiplication de tels procès est symptomatique des profondes injustices géographiques

Au lieu d’attaquer en justice le gouvernement indonésien, la population de Pulau Pari s’en prend au cimentier suisse Holcim.

et sociales du dérèglement climatique. “Il n’est pas du tout surprenant que nombre de ces actions soient lancées par des personnes ou des populations insulaires, car elles comptent parmi les plus vulnérables [...] face à la menace mortelle du dérèglement climatique”, analyse-t-elle.

Et il est légitime, ajoute Nikki Reisch, que les actions en justice visent les pays riches et autres parties prenantes les plus polluées, “qui sont à ce jour responsables de l’immense majorité des émissions de gaz à effet de serre sur la planète”.

À Maui, Ku a parfaitement conscience des enjeux. “J’aimerais pouvoir admirer les mêmes choses que mon grand-père dans son enfance, ou travailler sur les terres de ma famille dans la vallée et replanter d’autres parcelles de kalo là-bas.” La jeune fille n’en est pas à son galop d’essai, elle a déjà été auditionnée dans le cadre de procès locaux sur les ressources en eau. Mais si sa plainte arrive devant un juge, elle se réjouit de pouvoir prendre position sur le dérèglement climatique.

“On pourrait alors espérer des répercussions considérables non seulement pour mon île et mes voisins, mais aussi pour tout l’État [d’Hawaii]. Ce serait fantastique.”

—Isabella Kaminski
Publié le 25 octobre

Contrepoint

Des contestations “bourgeoises” et “populistes”

●●● Partout en Occident, les actions d’éclat des écologistes se multiplient et partout surgit la même question : “Est-ce que ça marche ?” se demande **il Messaggero**. Non, répond le journal centriste italien, car ces militants ont tout faux, sur le fond et dans la forme. “Au prochain assaut dans un musée, on répondra par un bâillement, car les gestes répétitifs finissent par ennuyer.” Pis, ces activistes seraient dans une logique “populiste”, tranche le quotidien romain, qui leur reproche de “prétendre représenter les intérêts de toute l’humanité, en enlevant donc à la politique toute légitimité”. C’est un peu la critique formulée

aussi par **The New Statesman** : au bout du compte, “les politiques écologistes radicales ne peuvent être justifiées de façon démocratique”. Elles seraient l’apanage d’une “culture bourgeoise de la contestation qui règne dans les pays du Nord et qui relève davantage de la psychothérapie que de la véritable politique”. Manifester de cette façon serait presque un caprice de privilégiés, conclut le média britannique : “Se pourrait-il que la position sociale dont jouissent de nombreux manifestants les protège des répercussions économiques que provoquerait l’application des mesures drastiques qu’ils réclament ?”



EN ALLEMAGNE, LE SANCTUAIRE DES ÉCOLOS

Des activistes militent depuis des années pour éviter la destruction du village de Lützerath, menacé par l'extension d'une mine de charbon. La crise énergétique a remis leur combat sur le devant de la scène.

A Lützerath, la vie est animée. Des centaines de personnes vont et viennent dans ce village situé dans l'ouest de l'Allemagne. Parfois, ils empruntent le "chemin de la Radicalisation", une piste de terre battue renommée ainsi par les militants qui occupent les lieux. "En fait, il est 'interdit' de rester sur cette route", explique Mara, une militante interrogée par **Der Spiegel** et dont le prénom a été modifié. Car non loin de là se trouve une immense mine de charbon à ciel ouvert, un "cratère" qui s'enfonce à plus

de 100 mètres de profondeur et que personne ici ne souhaite voir s'agrandir davantage.

En quelques années, cette petite commune de Rhénanie-du-Nord-Westphalie est devenue un "lieu de pèlerinage" pour les écologistes du monde entier, explique l'hebdomadaire de Hambourg. Les militants viennent parfois de loin pour s'opposer au projet d'expansion de l'énergéticien allemand RWE dans la région. L'une de leurs dernières manifestations en date a rassemblé le 12 novembre plus de 2000 protestataires dans la bourgade. "Greta Thunberg est déjà venue les



voir, comme [l'activiste allemande] Luisa Neubauer et la militante ougandaise Vanessa Nakate."

Il faut dire que le hameau symbolise "le plus grand problème du temps présent", à savoir "le changement climatique et la question de savoir combien de charbon il faut encore extraire". Car le gouvernement allemand a accepté de raser le village afin d'agrandir la mine à ciel ouvert Garzweiler II, dont la fermeture a pourtant été avancée à 2030, au lieu de 2038. Cinq autres communes ont été sauvées de la destruction, mais pas Lützerath.

L'extension de la mine s'oppose aux objectifs climatiques de l'Allemagne. Cinq communes ont été sauvées, pas Lützerath.

Pour le journal de gauche, "les conséquences de la guerre en Ukraine, la crise de l'énergie et la question de savoir ce que l'Allemagne peut faire pour ne plus dépendre du gaz russe" sont au cœur de la lutte qui se déroule dans la commune. Les militants considèrent que l'extension de la mine n'est pas nécessaire et qu'elle s'oppose aux objectifs climatiques de l'Allemagne. RWE extrait déjà des millions de tonnes de charbon par an et le rythme d'extraction de ce combustible polluant risque de s'accroître d'ici à 2030.

Les Verts allemands "sont leurs nouveaux adversaires", analyse **Die Zeit**. Ces derniers avaient vertement critiqué le projet d'agrandissement de la mine lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Aujourd'hui partie prenante de la coalition au pouvoir, ils assurent qu'"avec le conflit ukrainien la sécurité énergétique de l'Allemagne serait menacée sans le charbon de Lützerath". Mais pour les militants, leur nouvelle position revient "de facto à abandonner les objectifs climatiques de l'accord de Paris", ce qui fait d'eux "des ennemis du mouvement pour le climat". Comme Mara, l'activiste interrogée par le **Spiegel**, beaucoup assurent ne plus faire confiance aux politiques.

"Les activistes ont annoncé qu'ils se battraient pour Lützerath comme ils l'ont fait jadis pour la forêt de Hambach", précise la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. En 2020, leur mobilisation avait empêché le déboisement d'une large zone dans ces bois proches d'Aix-la-Chapelle. Comme à l'époque, les militants s'attendent aujourd'hui à des interventions des forces de l'ordre. Les militants s'entraînent à grimper aux arbres, pour échapper le jour venu à l'expulsion. Des pavés ont été arrachés du sol et empilés à l'entrée du village.

Mais pour le journal conservateur, "la situation actuelle est différente [de ce qu'il s'est passé à Hambach]" : Lützerath est un village abandonné, depuis que le dernier habitant a été exproprié en octobre. "Il ne s'agit pas d'une forêt ni d'animaux qu'il faudrait défendre."

↑ Dessin de Kroll paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

— **Courrier international**

Repères

En France, les militants font leur mue

●●● La “nouvelle ‘résistance’ verte”, “visage le plus radical du mouvement écologiste” se manifeste avec force en France, écrit **Il Foglio**. À tel point qu’“elle a été qualifiée, parfois à juste titre, d’écoterrorisme”, affirme le titre italien de droite. Le débat déclenché par les affrontements entre manifestants et forces de police autour des mégabassines de rétention d’eau dans les Deux-Sèvres fin octobre a fait couler de l’encre dans la presse étrangère. Si l’Hexagone n’avait pas encore connu de mouvement environnemental très virulent, Sainte-Soline annonce peut-être un changement, explique **The Local**. “Pour tapageuses que soient les manifestations françaises, elles sont rarement émaillées de violences graves, et ce genre d’incidents éclate habituellement dans les villes.” Mais, constate le site, “avec l’aggravation de la crise climatique et la banalisation des sécheresses, les affrontements violents à propos de l’approvisionnement en eau risquent de devenir plus fréquents”.

Il y a donc le nombre des protestations, mais aussi leur nature. Cette dernière évolue, analyse **L’Écho** belge, qui observe que, “depuis des mois, le mouvement climat vit sa mue”. Radicalisé, il ne s’entend plus avec ses aînés, tel Yannick Jadot, l’écologiste pragmatique qui s’est “fait alpaguer par de jeunes militantes encagoulées. Comme l’impression d’un mur générationnel, d’un rempart d’incompréhension, au sein du mouvement climat.” En France, des “habitués des black blocs” auraient infiltré le mouvement contre les bassines. “De quoi choquer une vaste partie de l’opinion” et permettre au ministre de l’Intérieur, Gérald Darmanin, d’utiliser le terme “écoterrorisme”, qui “dépote les militants écologistes”, écrit le journal, en regrettant que cela déplace le débat loin du fond du problème – le changement climatique. En Allemagne, le site très à gauche **Jungle World** souligne l’emprunt à un débat américain des années 1980. “À l’époque, le terme faisait référence à des groupes n’hésitant pas à recourir à la force des armes, lors d’opérations de libération d’animaux par exemple. En France en revanche, les débordements des manifestations ne sont en aucun cas violents au point de faire des morts.” Si le débat sémantique est loin d’être clos, d’autres militants ont obtenu gain de cause dans les Alpes. À “La Clusaz, en Haute-Savoie, des militants écologistes ont réussi à empêcher cet automne le creusement d’une retenue collinaire pour alimenter de nouveaux canons à neige, en créant une ‘zone à défendre’”, rapporte **Le Temps**, de Genève. Ils espèrent que leur lutte va essaimer dans les Alpes.

— **Courrier international**

Trois questions à...

NATE RUGH est membre du collectif Scientist Rebellion. Ce scientifique américain de 35 ans, expatrié en Espagne, où il termine des études en sciences environnementales, a récemment passé sept jours en prison après une action dans un salon BMW à Munich.

“Donner l’envie d’agir”

1. Pourquoi avez-vous été arrêté fin octobre ?

À un salon BMW à Munich, nous nous sommes collés à une voiture de luxe, une M8, et nous l’avons aspergée de faux pétrole. C’était la dernière d’une série de sept actions en Allemagne. La deuxième nous a valu vingt-quatre heures au poste de police, et la dernière sept jours d’incarcération. Je ne sais pas si je risque une peine de prison, le plus probable est que j’aurai une amende. D’après BMW, nous avons causé entre 100 000 et 1 million de dollars de dégâts. Ce qui est absurde : nous n’avons qu’égratigné la peinture d’une voiture!

2. Quel élément déclencheur vous a poussé à choisir ce mode d’action ?

En 2014, je vivais aux États-Unis et j’ai eu un gros accès d’écoanxiété. En allant dans un parc national, j’ai été frappé par le peu d’animaux que je voyais. J’ai réfléchi aux changements climatiques et à la nécessaire transition énergétique. J’ai commencé à étudier les sciences environnementales. Au bout de trois ans, alors que la crise climatique continuait de s’aggraver, mon écoanxiété s’est décuplée. J’ai eu le sentiment que les gouvernements ne prenaient pas le problème au sérieux, trop influencés par les lobbys pétroliers. Sur les conseils de mon entourage, j’ai commencé l’activisme : d’abord avec Extinction Rebellion, puis avec Scientist Rebellion.

3. Ces deux organisations prônent la désobéissance civile. Est-ce le bon mode d’action ?

Il faut que la population comprenne ce que le réchauffement climatique signifie vraiment pour l’avenir. Je veux donner aux gens préoccupés par les changements climatiques l’envie d’agir et de faire pression sur leurs gouvernements. Bien sûr, ce type d’actions polarise le débat, comme celles organisées par Just Stop Oil dans les musées. Lorsqu’on participe à une action de désobéissance civile, on s’attend à avoir des détracteurs. Or ces actions sont celles qui font le plus parler ! La crise climatique est un problème systémique, on ne peut pas se contenter de demander aux gens de recycler plus ou de moins utiliser leur voiture.

— **Propos recueillis par Courrier international**

NOTRE SÉLECTION

Livre de cuisine “La Cuisine en partage”



**25 €*
dont 1€
reversé à
Handicap
international**

Plus que jamais, la cuisine est un langage universel qui permet de comprendre ses racines, de tisser des liens, mais aussi d’atténuer les chagrins et de reprendre goût à la vie.

Alors, pour célébrer les 40 ans de **Handicap international**, Sonia Ezgulian a joué les passeuses de recettes en interprétant, avec des ingrédients faciles à trouver, des plats du quotidien ou de fête originaires du monde entier, proposés par des bénéficiaires de l’association.

De l’Afghanistan au Mozambique, de l’Égypte au Pérou, ces 40 recettes composent une merveilleuse histoire de transmission.

Livre : 19,2 x 28,8 cm, 184 pages

en partenariat avec



Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans-
versales.

économie



Environnement...45
Sciences.....46
Signaux47

Le cauchemar éveillé des salariés de la Big Tech

Emploi. Fini les jobs de rêve et la chasse aux talents. Les plans de licenciements massifs chez Facebook, Amazon ou Twitter mettent en lumière les méthodes autocratiques de la Silicon Valley.

—Financial Times Londres

Il était une fois de jeunes diplômés qui pensaient avoir pour seule possibilité de devenir riches et malheureux en travaillant dans une banque d'affaires ou dans un cabinet d'avocats ou de vivre petitement en faisant quelque chose qui leur plaît. Et puis les géants d'Internet sont arrivés. Soudain, il était possible pour quelqu'un d'un peu qualifié de s'enrichir tout en s'amusant.

Les entreprises de la tech paraissaient incarner un monde du travail moins hiérarchisé, où tout le monde portait des jeans et des tee-shirts et où le mérite était ce qui comptait le plus. Les salaires y étaient élevés et les stock-options, généreuses. Avec un peu de chance, votre employeur prenait aussi en charge les corvées du quotidien, faisait votre lessive, vous préparait des petits plats et vous accompagnait même le soir à la maison. Cette année, cinq des dix meilleures entreprises où travailler aux États-Unis étaient dans la tech, d'après le classement du site [de recherche d'emploi] Glamours établi à partir des avis des employés.

Les décideurs et les économistes n'ont pas tardé à voir les salariés de la tech comme l'archétype des gagnants dans l'économie du XXI^e siècle : ils penchaient clairement du côté "génial" du fossé qui se creuse entre boulots "géniaux" et boulots "pourris".

"Je me suis trompé". Quand certains employés du secteur ont cherché à se syndiquer, la plupart des PDG et actionnaires ont répliqué qu'ils avaient déjà un job de rêve, alors à quoi bon monter un syndicat ? Comme l'a résumé un investisseur, se syndiquer dans la Silicon Valley revenait à "s'approprier le vocabulaire des mineurs de charbon exploités tout en bénéficiant du cadre professionnel le plus privilégié de l'histoire des cols blancs".

Ce récit a été démenti cet automne par une série de licenciements de grande ampleur. Meta [le nouveau nom du groupe Facebook] s'est séparé de 11 000 personnes, soit 13 % de ses effectifs. Elon Musk, nouveau patron de Twitter, a divisé les effectifs par deux. Amazon prévoit de supprimer environ 10 000 emplois, tandis que Stripe, une solution de paiement

électronique, a licencié 14 % de son personnel. Les équipes en ont bavé.

Dans la plupart des cas (Twitter est une toute autre histoire), les licenciements marquent l'inversion d'une tendance à embaucher massivement. La tech avait misé sur la poursuite d'une conjoncture macroéconomique extraordinaire qui touchait en fait à sa fin.

Beaucoup de ces sociétés sont autocratiques, que tout le monde y porte ou non des jeans.

Les consommateurs ne sont plus confinés chez eux et cantonnés au shopping sur Internet. Les taux d'intérêt ne sont plus au plus bas.

Ces entreprises ne sont pas du tout sur le point de disparaître. Meta compte davantage d'employés aujourd'hui qu'il y a un an. Mais on peut tirer quelques enseignements de ces licenciements de masse.

La première, c'est que beaucoup de ces sociétés sont extrêmement autocratiques, que tout le monde y porte ou non des jeans. C'est frappant – et encourageant – de voir des PDG assumer personnellement la responsabilité des licenciements. Mais il s'agit aussi d'un rappel de leur toute-puissance. Chez Meta, par exemple, les investisseurs perdent patience face à la quantité d'argent que Mark Zuckerberg engloutit dans le métavers. Mais la structure à deux catégories d'actions lui permet de contrôler plus de la moitié des votes même s'il ne détient que 13 % des parts. "J'ai pris la décision d'augmenter nos investissements de manière considérable", a écrit Mark Zuckerberg dans un mémo envoyé aux salariés le 9 novembre. *Je me suis trompé et j'en assume la responsabilité.*

Le caractère expéditif des licenciements se heurte également en Europe aux usages en matière de droit du travail. "Dans la plupart des pays européens, vous devez avertir les pouvoirs publics, les instances professionnelles ou les syndicats. Même si votre entreprise n'a pas de section syndicale, vous devez présenter un plan pour limiter l'impact social de vos décisions", explique Valerio De Stefano, enseignant à la faculté de droit Osgoode de l'université York de Toronto. L'idée n'est pas d'empêcher les entreprises de

✓ Sur l'avion en papier : Viré.
Dessin de Martirena, Cuba.

licencier, explique-t-il, mais de veiller à ce que cela se passe de manière juste et avec les préavis nécessaires. "C'est un réveil douloureux aujourd'hui. Tout se passe sans contrôle ni consultation, avec quelqu'un qui dit juste 'désolé, c'est de ma faute'."

Du côté du personnel, l'expérience montre que les dictatures bienveillantes peuvent sembler une bonne chose jusqu'au jour où elles ne sont plus du tout bienveillantes. Même ceux qui n'ont pas été licenciés voient leur situation changer. Chez Twitter, Elon Musk a décrété que tous les salariés devraient travailler au moins quarante heures au bureau, bouleversant ainsi tous les plans de ceux qui avaient intégré le télétravail à leur quotidien.

L'offre et la demande. Les syndicats espèrent que ces vagues de licenciements leur permettront de faire entendre qu'ils n'existent pas seulement pour améliorer de mauvaises conditions de travail mais aussi pour avoir voix au chapitre et participer aux décisions. Selon Mike Clancy, secrétaire général du syndicat britannique Prospect, son organisation compte quelques adhérents chez Twitter. Il espère en recruter davantage dans le secteur de la tech. "Il y a souvent un vernis d'idées progressistes, du genre on est tous des techos, on vous propose 'un emploi pas comme les autres', explique-t-il. Sauf que non, ce n'est pas le cas quand il s'agit de se débarrasser de la main-d'œuvre."

L'autre leçon à retenir est qu'il ne faut pas se gargariser de formules comme la "chasse aux talents", que l'on entendait jusqu'à il n'y a pas si longtemps partout dans le secteur. Il y a des gens talentueux dans tous les milieux. Ce qui compte pour les salaires, c'est l'offre et la demande. Aux États-Unis, les métiers peu rémunérés ont bénéficié d'augmentations individuelles importantes cette année. Mais personne n'en a parlé comme d'une "chasse aux talents", on parle plutôt de "pénurie de main-d'œuvre".

Les entreprises de la tech offrent peut-être d'incroyables privilèges, mais les gens ont moins besoin de jobs de rêve que d'emplois où ils sont décemment traités. Car le truc avec les rêves, c'est qu'ils s'évanouissent au réveil.

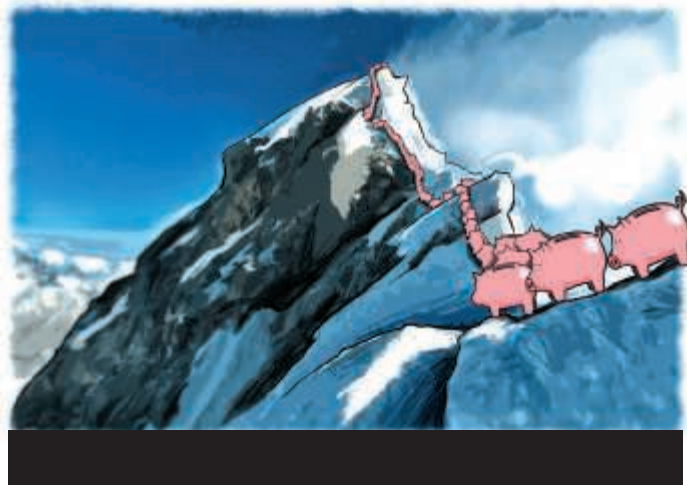
—Sarah O'Connor
Publié le 15 novembre



✍ *Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.*

L'exode fiscal des riches Norvégiens s'accélère

Imposition. Le déménagement en Suisse du patron du groupe Aker, Kjell Inge Rokke, plus grosse fortune et premier contribuable du royaume, suscite un vif débat sur l'impôt sur la fortune.



—Berlingske Copenhague

Bon nombre de Norvégiens ont haussé les sourcils en entendant récemment l'un des principaux investisseurs du pays déclarer que *“vivre en Norvège en ce moment, c'est vraiment horrible”*.

C'est même *“scandaleusement horrible”*, à en croire ce qu'a dit à *Dagens Næringsliv* [quotidien économique d'Oslo] Torstein Tvenge, l'un des principaux actionnaires d'une des plus grandes entreprises du pays, Aker, présente dans de nombreux domaines – pétrole, gaz, énergies renouvelables, aquaculture, cryptomonnaies, etc.

“Horrible” n'est peut-être pas le mot que la plupart des gens utiliseraient pour qualifier l'un des pays les plus riches du monde, doté d'une nature magnifique et d'un niveau de vie élevé. Mais d'après Tvenge, c'est horrible d'être riche en Norvège. Et il n'est pas le seul à le penser. C'est le principal propriétaire du groupe Aker, Kjell Inge Rokke, qui est à l'origine de ces lamentations.

Rokke, 63 ans, l'homme le plus riche du pays d'après les listes de

contribuables, vient de troquer les beaux paysages de Norvège et son niveau de vie très confortable contre des paysages tout aussi splendides et une prospérité équivalente en Suisse. À cette différence près qu'il profite désormais non seulement de la nature magnifique, mais aussi de la faiblesse des impôts.

Geignards. Kjell Inge Rokke a beau justifier par d'autres considérations son déménagement à Lugano, au pied des Alpes, celui-ci n'en est pas moins interprété comme une évasion fiscale. Et le débat sur l'imposition des personnes les plus riches de Norvège bat son plein.

Les impôts sur la fortune et sur les dividendes sont-ils si lourds – avec le risque de devenir plus lourds encore – qu'ils obligent les riches et leurs capitaux à quitter le pays ? Ou bien ces milliardaires sont-ils des geignards et des traîtres à la collectivité ? En tout cas, les médias évoquent un *“effet Rokke”*, car certains Norvégiens très aisés ont suivi son exemple [depuis l'annonce de son départ, mi-septembre], et d'autres s'apprentent sans doute à en faire de même.

Cela dit, le phénomène existait déjà auparavant. D'après le magazine *Kapital*, qui publie chaque année une liste de milliardaires du royaume, plus de 10 % des 400 Norvégiens les plus riches résident actuellement à l'étranger. Et leur proportion a augmenté de 17 % en un an : ils étaient 36 l'année dernière, ils sont 42 cette année.

Si le départ de Kjell Inge Rokke attire tout particulièrement l'attention, ce n'est pas seulement à cause de son classement en tête des personnes les plus riches de Norvège. Il a également été le plus gros contribuable privé au cours des treize dernières années.

Personne ne nie que son parcours ait été une réussite depuis son départ à bord d'un chalutier, à l'âge de 16 ans, après une scolarité contrariée par sa dyslexie. Il a commencé à s'enrichir en constituant une flotte de chalutiers aux États-Unis. À son retour en Norvège, dans les années 1990, il possédait environ 2 millions de couronnes norvégiennes [environ 190 000 euros].

Avec le groupe Aker, la fortune de Kjell Inge Rokke a grossi pour atteindre 19,6 milliards de couronnes [près de 1,9 milliard d'euros], en tout cas selon son imposition officielle de 2020. *Kapital* évalue cependant son patrimoine au double – 45,3 milliards de couronnes [4,3 milliards d'euros] – en incluant les *“avoirs cachés”*. C'est ce qui différencie la liste des riches établie par ce magazine de celle des contribuables [consultable par n'importe quel citoyen norvégien].

Plus de 10 % des 400 Norvégiens les plus riches résident actuellement à l'étranger.

Kjell Inge Rokke a aussi connu des revers et suscité plusieurs controverses. En 2019, il était au cœur d'une affaire d'extorsion devant le tribunal d'Oslo, l'occasion d'un déballage de sa vie privée et de révélations sur ses méthodes de travail douteuses. Si un homme a été condamné à de la prison ferme pour lui avoir extorqué de l'argent, la divulgation des liens du milliardaire

Un impôt sur la fortune doublé

●●● Depuis son arrivée au pouvoir à Oslo à la fin de 2021, la coalition gouvernementale de centre-gauche dirigée par les travaillistes a commencé à taxer davantage les plus riches. En doublant presque l'impôt sur la fortune par rapport au gouvernement de droite, aux manettes de ce pays de 5,5 millions d'habitants durant huit ans. Les syndicats sont sur la

même longueur d'onde : *“Prenons aux riches”*, lançait la présidente de la puissante confédération LO (Landsorganisasjonen i Norge) en juin. Après le départ de l'entrepreneur Kjell Inge Rokke pour la Suisse, dénoncé à gauche, le ministère des Finances planche sur une taxation de l'expatriation, note le site d'informations économiques **E24.no**.

avec la pègre locale a terni sa réputation. Kjell Inge Rokke lui-même a passé trente jours en prison, en 2007, pour avoir soudoyé un inspecteur de la sécurité des navires suédois afin de pouvoir piloter un grand yacht sans le certificat nécessaire.

Navire de recherche. C'est un autre yacht qui est l'une des causes de son expatriation, selon les dires de l'intéressé. *“Je souhaite consacrer une plus grande partie de mon temps et de mes ressources à des activités philanthropiques”*, écrit-il dans une lettre aux actionnaires et aux employés d'Aker.

En effet, son superyacht *Rev*, en cours de construction, a été conçu comme un navire de recherche. Il sera le fer de lance du projet environnemental de Kjell Inge Rokke, baptisé *Rev Ocean*. [Long de 183 mètres,] ce devrait être le plus grand yacht du monde. À moins qu'il ne le soit plus lorsqu'il sera achevé, d'ici quelques années. Sa construction a été retardée à plusieurs reprises.

Comme le souligne *Dagens Næringsliv*, il se peut que la perspective d'une imposition de son utilisation privée du yacht soit également l'une des raisons qui ont poussé Rokke à déménager.

Dans sa lettre aux actionnaires, il justifie ainsi son choix de Lugano : *“Ce n'est ni l'endroit le moins cher ni celui où les impôts sont les plus faibles [du monde], mais c'est en revanche une ville magnifique située au cœur de l'Europe.”*

Il précise toutefois, de manière énigmatique, qu'il a *“appris à s'adapter aux réalités”* au cours

de sa longue vie. *“Je n'ai pas à me plaindre et je continuerai à m'adapter aux réalités et de prendre des décisions en fonction de celles-ci.”*

Quelques semaines avant son départ pour Lugano, le Norvégien a affirmé à *Dagens Næringsliv* qu'il considérait une grande partie de ses avoirs dans Aker comme un *“capital social”* qu'il lui incombe de restituer à la collectivité.

Mais ses propos pouvaient aussi être versés au débat fiscal en Norvège, car il a souligné que ce seraient sa famille et lui-même qui décideraient des modalités de cette restitution : *“Tout le monde ne sera pas d'accord sur l'objectif et la procédure, mais c'est à nous de les choisir. Les trolls du Net et les politiciens populistes – ou les journalistes des tabloïds, d'ailleurs – ne sauraient influencer nos choix.”*

—Bibi Christensen
Publié le 10 octobre

SOURCE



BERLINGSKE

Copenhague, Danemark
Quotidien, 101 000 ex.
b.dk

Le quotidien *Berlingske* est paru pour la première fois en 1749. Ainsi le journal, qui se positionne politiquement au centre droit, est le plus ancien du royaume danois. Au fil du temps, *Berlingske* a changé de propriétaire, de format et de nom à plusieurs reprises. Aujourd'hui, il fait partie du groupe Berlingske Media, qui appartient au groupe britannique Mecom.

Le Monde

L'OBS

Télérama

Courrier
international

présentent

SAGE

LE SALON DES GRANDES ÉCOLES

START

LE SALON DES FORMATIONS ARTISTIQUES

LE RENDEZ-VOUS POUR CHOISIR TON ORIENTATION POST-BAC !

Conférences animées par des journalistes du *Monde*,
de *L'Obs* et de *Télérama* • Coaching

10 & 11 DÉCEMBRE 2022

SALLES DU CARROUSEL DU LOUVRE, PARIS
ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION

SAGE.GROUPELEMONDE.FR
START.GROUPELEMONDE.FR

ENVIRONNEMENT



Les baleines de retour à New York

Préservation. Les eaux qui baignent la Grosse Pomme n'avaient jamais été aussi propres depuis cent ans. La faune marine y prospère à nouveau.



—The Economist Londres

Les Américains sont-ils encore capables de coopérer avec patience et ambition? Oui : les eaux de New York en sont la preuve. Neuf baleines à bosse y ont récemment été vues simultanément en train de souffler et de sauter face aux gratte-ciel, comme si c'était à celle qui prendrait le selfie le plus spectaculaire.

Des orquaux communs et des baleines franches ont été observés en nombre stupéfiant, ainsi que des grands dauphins, des requins tisserands, des requins-marteaux, des phoques, des crabes bleus et des hippocampes.

Les huîtres, qui avaient quasiment disparu il y a plusieurs décennies, s'accrochent aux parois de soutènement qui longent le Coney Island Creek, à Brooklyn, et aux piliers du pont Mario Cuomo, sur le fleuve Hudson, à près de 30 kilomètres au nord de la ville.

Les humains sont eux aussi nombreux sur l'eau comme dans l'eau. On l'oublie souvent, l'horizon étant bouché par les gratte-ciel, mais la métropole de New York est un archipel dans l'Atlantique. Seul un de ses cinq arrondissements (le Bronx) se trouve sur le continent.

Les trois fleuves qui traversent la ville et le port où ils se jettent sont plus propres aujourd'hui que depuis cent ans. Cet ensemble est en passe de devenir le grand parc décentralisé de New York.

Les New-Yorkais font du paddle sur l'Hudson, ils se pavanent sur le fleuve Harlem avec la musique à fond, en bronçant sur le pont de leurs rutilants bateaux à moteur; ils font la course en jet-ski sous le pont de Brooklyn; ils surfent à l'aube au large des barres d'immeuble de Far Rockaway dans le Queens, puis ils prennent la ligne A du métro pour aller travailler.

Et ils sortent en bateau observer les baleines depuis Brooklyn. "C'est génial", s'enthousiasme Howard Rosenbaum, qui a grandi à New York à l'époque où observer une seule baleine au loin, au large de Long Island, était un événement.

Howard Rosenbaum est à la tête du programme Ocean Giants ["Les géants de l'océan"] à la Société de préservation de la faune, qui a ses locaux au zoo du Bronx. "J'ai travaillé dans tous les bassins océaniques, et les gens associent ces observations animalières à d'autres régions de la planète. Elles ont pourtant lieu ici même, près de chez nous."

Attraction. Il pense que le retour des baleines est lié à plusieurs facteurs : la loi sur la qualité de l'eau de 1972, la loi sur les espèces menacées de 1973 et une initiative vieille de plusieurs décennies et suivie par plusieurs États, qui vise à enrayer la surpêche de l'un des aliments préférés de ces cétacés, le menhaden (*Brevoortia tyrannus*), un poisson de l'Atlantique.

Howard Rosenbaum a eu la prescience de poser des questions sur la présence de baleines dans la région de New York dès le milieu des années 2000. Le projet de recherche de la Société de préservation a mûri à mesure qu'elles ont été observées en plus grand nombre. Il œuvre maintenant à désamorcer des conflits entre les grands mammifères marins et terrestres, à la lutte contre les collisions avec des navires et à la prise en compte des baleines dans l'installation des futurs parcs éoliens en mer.

Un certain nombre de New-Yorkais y ont toujours été sensibles. L'écrivain Herman Melville était émerveillé par la façon dont les habitants de la "cité sur l'île de Manhattan" étaient attirés par l'océan. "Flânez dans la ville par une rêveuse après-midi de Sabbat, écrit-il dans *Moby-Dick*. Que voyez-vous? Sentinelles silencieuses, plantées partout dans la ville, des milliers

et des milliers d'hommes sont figés dans des songes océaniques."

Le songe s'est poursuivi un siècle plus tard, en 1951, quand l'écrivain Joseph Mitchell a publié un célèbre essai dans *The New Yorker*, intitulé "Le fond du port". Mais à cette date, les gens voyaient plutôt "des bulles de gaz grosses comme des ballons de basket qui crèvent à la surface" – des "bulles de bouillasse" venues du fond de l'eau. Le port était depuis trop longtemps une décharge, une usine et une autoroute.

Prenons l'huître, plus discrète que la baleine mais aussi glamour à sa façon. Certains biologistes estiment que jadis la moitié des huîtres du monde se trouvaient dans le port de New York. Certaines faisaient une trentaine de centimètres de long, si l'on en croit le témoignage des premiers Européens.

Ellis Island s'appelait Oyster Island. Les huîtres de New York étaient prisées dans les restaurants londoniens, et les familles qui étaient à la tête de ce commerce ont fait construire d'immenses demeures sur Staten Island, où étaient amarrées leurs flottes de goélettes.

Le Billion Oyster Project s'emploie à ce qu'il y ait 1 milliard d'huîtres dans le port d'ici à 2035.

Même après le retrait de ces parcs ostréicoles, à la fin du XVIII^e siècle, des entrepreneurs déterminés ont fait perdurer le commerce pendant une certaine d'années. Mais la pollution a pris trop d'ampleur. Après que des cas de fièvre typhoïde ont été imputés à des huîtres venant du port de New York, en 1916, la commission municipale de la santé a interdit l'ostréiculture.

Quelques huîtres sauvages ont tenu. Si elles font leur grand retour, c'est grâce à la motivation populaire et à des projets privés.

↳ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

Depuis 2014, une organisation à but non lucratif, le Billion Oyster Project, s'emploie à ce qu'il y ait 1 milliard d'huîtres dans le port d'ici à 2035. Elle a récemment fixé sa cent millionième huître et, avec l'aide de milliers de bénévoles, elle en sème 50 millions par an. Une huître ayant terminé sa croissance filtrerait près de 20 litres d'eau par jour.

Le Billion Oyster Project compte en partie sur des plongeurs formés par la Harbour School, un lycée public qui dispense un enseignement sur les milieux marins en plus des cours classiques. Les plongeurs affirment que le fond du port reste couvert d'une "bouillasse" qui brouille la visibilité. Une "mayo noire", disent-ils, mais près des récifs d'huîtres, cette visibilité sous-marine atteint près de quatre mètres.

Amélioration. Sachant cela, personne n'aura envie de déguster une huître du port de New York. Et il reste beaucoup à faire. Environ 60 % des égouts de la ville mélangent les eaux usées au trop-plein des eaux pluviales. Quand les stations d'épuration sont dépassées par de fortes précipitations, New York vide ses boyaux dans les cours d'eau. Dépolluer l'eau de New York, et concilier les besoins des animaux et des humains, est le travail de plusieurs générations.

La bonne nouvelle, c'est que cette mission est lancée depuis une génération et, malgré la menace du changement climatique, la tendance est plutôt à l'amélioration.

La situation vire parfois à l'extraordinaire. En août, Howard Rosenbaum était sur un bateau d'une dizaine de mètres, d'où il observait une baleine à bosse près du pont qui relie Brooklyn à Staten Island, quand il a vu quelque chose de noir et blanc, faisant presque la taille du bateau, s'approcher de la surface. Il lui a fallu un moment pour comprendre, puis admettre, qu'il avait sous les yeux une raie manta géante.—

Publié le 1^{er} septembre

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

SCIENCES



Le bœuf japonais menacé par la consanguinité

Génétique. Pour produire une viande très persillée, les éleveurs recourent à un tout petit nombre de mâles reproducteurs. Une consanguinité délétère.



IKON IMAGES

—Nihon Keizai Shimbun
Tokyo

Qui dit *wagyu* [littéralement “bœuf japonais”] dit viande persillée. Depuis la libéralisation des importations de viande bovine en 1991, le Japon a privilégié le haut de gamme afin de concurrencer la production étrangère. Mais la progression de la consanguinité, causée par la suprématie de la viande persillée, et l'évolution du marché, avec notamment un nombre croissant de consommateurs qui se tournent vers la viande rouge maigre, contraignent la marque *wagyu*, connue à travers le monde, à rechercher une voie d'avenir durable.

“Quand j'ai débuté comme éleveur, il y a quarante ans, le taux d'accidents était plus faible”, se rappelle un agriculteur de la ville de Shin'onsen, dans le nord de la préfecture de Hyogo [dont le chef-lieu est Kobe], une expression inquiète sur le visage. Ce qu'il appelle “accidents”, ce sont les fausses couches et les problèmes de développement constatés chez les veaux. Leur incidence connaît une légère mais inexorable hausse.

À Shin'onsen, plus de 50 familles d'éleveurs se consacrent à la reproduction et à l'engraissement de bovins de [race] Tajima. Lorsque la viande est conforme aux normes, elle est commercialisée sous l'appellation “bœuf de Kobe”, la marque de *wagyu* noir de la plus haute qualité. Les inquiétudes qui tourmentent la “terre sainte” du bœuf japonais s'étendent à l'ensemble du secteur. Selon la mutuelle agricole de Hyogo, en 2017 dans la préfecture, 5,2 % des foetus et des veaux sont morts ou ne sont pas parvenus à se développer en raison d'une maladie ou d'un accident, une proportion en hausse de 1,8 point en trente ans. Les causes sont multiples, et les modifications de l'environnement d'élevage en font partie, mais la filière pointe du doigt l'homogénéisation génétique.

“Une consanguinité excessive peut entraîner une baisse de la fertilité et des troubles du développement”, explique Kenji Oyama, chercheur à l'université de Kobe, spécialiste du *wagyu*. Cette consanguinité excessive est la conséquence de la suprématie du persillage. Depuis la

libéralisation des importations, le Japon a concentré ses efforts sur la production de viande à fines infiltrations de graisse. Le *wagyu* correspondant à la catégorie A5 [la densité de persillage la plus élevée] représentait environ 14 % de la production totale en 1995 ; en 2021, ce chiffre a atteint 46 %.

Insémination. Pour obtenir cette viande densément persillée, les producteurs privilégient, lors des inséminations artificielles, le sperme de mâles spécifiques, qui donnera plus facilement [des animaux dont la chair contient] des infiltrations de graisse. Selon le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, plus de 30 % des 310 000 veaux commercialisés en 2018 sont nés des spermatozoïdes de 5 mâles seulement. Les 15 meilleurs reproducteurs ont engendré 60 % des veaux, consanguins pour bon nombre d'entre eux.

Afin de préserver sa marque, la préfecture de Hyogo a pour principe de ne pas croiser ses bêtes avec celles d'autres préfectures. Le coefficient de consanguinité,

qui mesure le degré de consanguinité, y a augmenté de près de 10 points en une trentaine d'années, pour atteindre 25,4 % en 2018, un pourcentage près de trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Kenji Oyama tire la sonnette d'alarme : “Les problèmes qui surviennent dans la préfecture de Hyogo pourraient à l'avenir toucher tout le pays.”

Disparition. Les gènes qui entraînent un faible persillage sont progressivement éliminés par la main de l'homme. “Les gènes qui disparaissent sont à jamais perdus”, souligne le professeur Tetsuro Nomura, de l'université Sangyo, à Kyoto. Cet expert en génétique estime dangereux de dépendre de certains gènes spécifiques. Si on ne laisse pas de place à la diversité et à la sélection des races, il devient impossible de répondre aux changements du marché et de l'environnement.

On trouve dans l'histoire mondiale une leçon tragique sur les conséquences de l'homogénéisation génétique. Dans l'Irlande du XIX^e siècle, une maladie due à un champignon a ravagé les récoltes de pommes de terre, base de l'alimentation locale. “À cause de l'uniformité génétique, aucun plant n'a été capable de résister à la maladie”, analyse Tetsuro Nomura. On estime que la “famine de la pomme de terre”, comme elle est surnommée, a fait plus d'un million de morts. La pénurie alimentaire a poussé de nombreux Irlandais à émigrer ; les Américains d'origine irlandaise en sont les descendants.

[Au Japon], le secteur de l'élevage a commencé à réagir. Fumio Mukai, président de la Société nationale d'enregistrement du *wagyu*, appelle à remettre en question la prééminence du persillage. Tous les cinq ans, l'association organise un concours, le Salon national des qualités du *wagyu*, surnommé “les Jeux olympiques du *wagyu*”. Depuis l'édition qui [s'est tenue] en octobre à Kagoshima [dans le sud-ouest de l'archipel], des critères d'évaluation autres que le persillage sont inclus pour encourager la diversification des animaux d'élevage, notamment la teneur en acide oléique, qui donne au *wagyu* son goût caractéristique.

En avril 2020, la préfecture de Hyogo avait déjà introduit l'acide oléique dans les critères

d'évaluation du bœuf de Kobe. Les autres régions productrices agissent également. La préfecture de Tottori [voisine de celle de Hyogo], par exemple, prend désormais en compte le glycogène [un glucide complexe] que contient la viande rouge.

Avec la sensibilisation de la population aux questions de santé, la popularité de la viande rouge maigre augmente d'année en année au Japon. Dans la première moitié de la décennie 2010, la viande maturée – qu'on laisse reposer pendant plusieurs semaines à une température et une humidité contrôlées, en vue d'en améliorer la saveur – a connu un boom. On a également assisté à l'essor d'un nouveau genre de restaurant, appelé “bar à viande”, qui met en avant les attraits de la viande rouge maigre.

Par ailleurs, le surnourrissage des bêtes, méthode utilisée par les éleveurs pour augmenter le per-

Des producteurs se spécialisent dans la viande rouge maigre, de plus en plus populaire au Japon.

sillage de la viande, attire l'attention au niveau international sur la question du bien-être animal. Les producteurs diversifient progressivement leurs stratégies et certains se spécialisent dans la viande rouge maigre. “Si les consommateurs commencent à prendre en considération d'autres éléments que le persillage, les sites de production évolueront également”, assure Tomohiro Nakayama, PDG de Meatech, une société tokyoïte de conseil dans le domaine de l'élevage.

Le montant des exportations de produits issus de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a franchi pour la première fois le cap des 1 000 milliards de yens [environ 7 milliards d'euros] en 2021. L'objectif affiché par le gouvernement d'atteindre “5 000 milliards de yens [35 milliards d'euros] en 2030” est aujourd'hui soutenu par la dépréciation du yen. Le *wagyu* a su se démarquer du bœuf étranger pour devenir le moteur du made in Japan. Sa durabilité pourrait également déterminer l'avenir de l'industrie alimentaire nipponne.

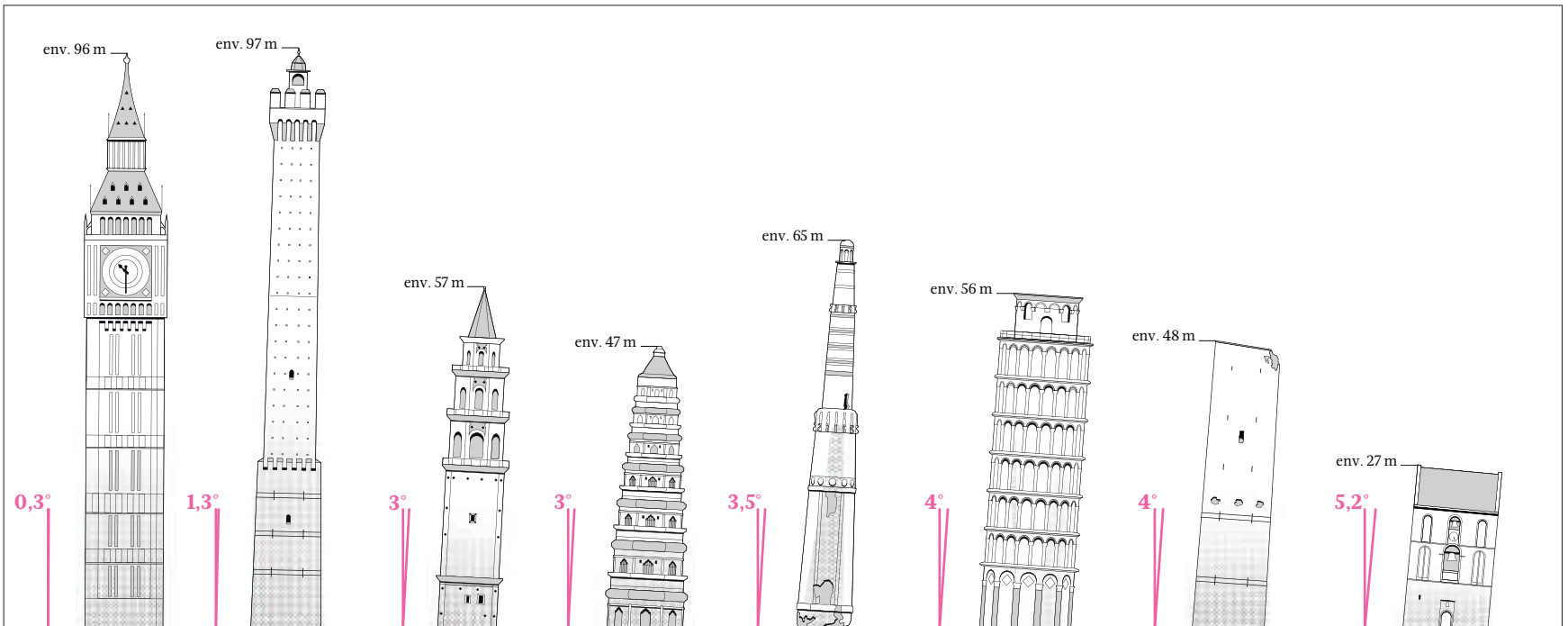
—Toshihisa Tamura
Publié le 25 septembre



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Dangereux penchants

De nombreuses tours, aux degrés d'inclinaison variés, défient le passage du temps depuis des bases plus ou moins bancales.



La tour Élisabeth (Big Ben), à Londres. Érigée sur un sous-sol inégal, Big Ben pencherait depuis sa création.

La tour Asinelli, à Bologne. Une des "tours jumelles de Bologne" (l'autre est la tour Garisenda). À l'origine, les deux avaient à peu près la même taille et étaient reliées par une passerelle.

La tour penchée de Neviansk, en Russie. Sa structure essentiellement en fer a fini par s'enfoncer dans le sol.

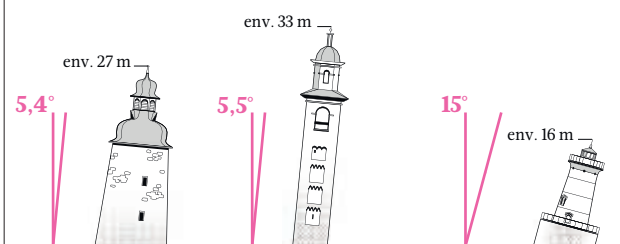
La pagode de la colline du Tigre, à Suzhou, en Chine. Une moitié de la pagode a été érigée sur un sol meuble, l'autre sur de la roche, provoquant après plus de mille ans d'existence une légère inclinaison.

Le minaret de Djam, dans la province de Ghor, en Afghanistan. Construit en 1194, c'est l'un des plus importants bâtiments de cette époque encore debout.

La tour de Pise. Le sous-sol argileux de la tour contribue à son inclinaison mais lui évite aussi l'effondrement en cas de séisme en répercutant moins de vibrations.

La tour Garisenda, à Bologne. La plus petite des tours jumelles. Le sous-sol s'étant affaissé, la tour penchait dangereusement et a été raccourcie au XIV^e siècle.

Le clocher de Suurhusen, en Allemagne. Ses fondations en chêne sont longtemps restées humides. À mesure que les terrains alentour ont été drainés, le bois s'est asséché et a commencé à pourrir, faisant pencher le clocher.



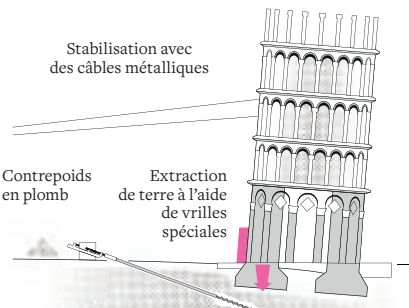
La tour penchée de Gau-Weinheim, en Allemagne. Tour défensive datant du Moyen Âge, elle est surnommée "la Pise de la Hesse rhénane".

La tour penchée de Saint-Moritz, en Suisse. Un glissement de terrain et des mouvements du sous-sol Pont fait pencher. Sa cloche a été retirée pour la stabiliser.

Le phare de Sharps Island, dans la baie de Chesapeake, aux États-Unis. Il penche depuis qu'il a été endommagé par des blocs de glace durant l'hiver 1976.

Redressement

Il existe plusieurs méthodes pour maintenir une tour. Pour celle de Pise, on a employé la méthode d'"extraction du sol". Une cinquantaine de trous ont été percés jusqu'à 2 mètres de profondeur sous les fondations, permettant d'abaisser de 0,5 degré le côté le plus élevé de la tour.



Tours effondrées

Il est rare de pouvoir rééquilibrer des tours penchées. Elles sont généralement stabilisées ou détruites de manière contrôlée, comme le phare du port de Brême, qui, après cent huit années d'existence, s'est mis à pencher dangereusement cet été [et a été démantelé].



DIE ZEIT. L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci a paru dans son édition du 27 octobre, deux mois après que le phare du port de Brême a été déposé à terre. Il s'était mis à pencher dangereusement cet été

sans que l'on comprenne exactement pourquoi, alors qu'il avait résisté aux tempêtes pendant plus de cent ans. Néanmoins, ce démantèlement en vue d'une reconstruction fait figure d'exception.

360

MAGAZINE

Suze Robertson, par-delà l'oubli • Peinture..... 52
 Les tourments de Jafar Panahi • Cinéma..... 54

La curiosité n'est pas qu'un vilain défaut

Elle rime parfois avec dispersion et procrastination, mais la curiosité nous aide aussi à collecter des informations cruciales au quotidien. L'important est d'apprendre quand et comment l'utiliser.

—New Scientist Londres





SOURCE

NEW SCIENTIST
 Londres, Royaume-Uni
 Hebdomadaire
 84 215 exemplaires (2020)
 newscientist.com
 Stimulant et bon vulgarisateur,
 c'est l'un des meilleurs magazines

d'information scientifique. Créé en 1956, il s'intéresse particulièrement aux développements scientifiques et technologiques dans les domaines de l'environnement et de l'industrie ou, plus simplement, dans la vie quotidienne.

✓ Dessin d'Emma Hanquist, Suède.

En 1626, par un mois d'avril glacial, le philosophe et pionnier de la méthode scientifique Francis Bacon [1561-1626] allait à cheval dans les rues enneigées de Londres quand une question insolite surgit dans son esprit : le froid contribuerait-il à mieux conserver un poulet mort ? S'étant procuré la volaille auprès de voisins qui en vendaient, il la remplit de neige, pour voir. Ce faisant, il attrapa un rhume qui dégénéra en infection pulmonaire, et en mourut.

Cette anecdote, répandue par le philosophe Thomas Hobbes [1588-1679] (et peut-être apocryphe), vient illustrer les deux faces de la curiosité, à la fois vice et vertu.

La curiosité est le moteur de la science, de l'exploration et de la découverte et, en ce sens, un facteur clé, au même titre que l'intelligence, de la réussite de l'espèce humaine. Individuellement, c'est aussi une merveilleuse qualité, qui met de la passion et du sens dans l'existence. Pensez à l'insatiable curieux qu'était Léonard de Vinci ! Mais la "concupiscence de l'esprit", ainsi que l'appelaient Hobbes, devient un "villain défaut", comme dit le proverbe, quand elle nous fait perdre notre temps : cliquer de titres racleurs en fake news, faire défiler sans fin les fils d'actualité apocalyptiques de nos réseaux sociaux, ou courir après les expériences extrêmes (du genre sauter en parachute depuis des points de plus en plus hauts) juste par envie de savoir ce que ça fait. Tout cela peut très mal tourner.

Dans notre monde moderne, où les distractions ne manquent pas, il peut être utile de savoir comment tirer le meilleur de notre curiosité sans tomber dans ses travers. De récents travaux sur cette qualité à double tranchant peuvent nous y aider. Ils viennent, en effet, éclairer ses nombreux apports en matière d'apprentissage et de créativité, mais aussi les écueils qui peuvent nous égarer (au point qu'il peut parfois être raisonnable de modérer notre curiosité).

État psychologique complexe, la curiosité est définie par la plupart des chercheurs comme l'appétit de connaître le monde et de rassembler des informations sur lui – ce que font tous les organismes. "L'information est aussi essentielle à la vie que l'énergie", confirme Jacqueline Gottlieb, chercheuse en neurosciences cognitives à l'université Columbia (New York). "Un nématode [une espèce de ver] ou une amibe [un micro-organisme unicellulaire] qui collecte des informations sur son environnement, par exemple sur les sources de nourriture, fait preuve de curiosité, même s'il s'agit d'une curiosité restreinte et très immédiate."

L'être humain, infovore suprême sur cette planète, est quant à lui porté plus loin, plus fort par sa curiosité. Mais cette quête d'information repose au fond, dans ce qu'elle a de plus élémentaire, sur le désir de gérer l'incertitude et d'identifier dans l'environnement des schémas signifiants. Et comme le montrent des travaux récents, c'est le cas dès le tout jeune âge, chez les bébés

et les enfants en exploration de leur nouveau monde. Pour l'étudier, Celeste Kidd, psychologue à l'université de Californie [Berkeley], a conçu une série de scènes visuelles plus ou moins prévisibles. Sur ces vidéos [d'animation], des objets, par exemple des camions de pompiers, apparaissent et disparaissent derrière un rideau qui s'abaisse et se relève. Chaque fois que le rideau se relève, l'objet réapparaît ou non, selon une certaine probabilité. Il y a des séquences hautement prévisibles, où il est presque toujours là, et des séquences très peu prévisibles, où les chances de le revoir sont aléatoires – et, entre les deux, une large gamme de scénarios intermédiaires.

Par des outils d'oculométrie ou de suivi oculaire, Celeste Kidd a observé où se portait précisément le regard de ses tout jeunes cobayes. Et elle a vu chez des enfants, dès l'âge de 7 mois, que les séquences moyennement prévisibles étaient celles qui incitaient le plus

Quand l'être humain grandit, son intérêt dépasse très largement son environnement immédiat.

à l'exploration visuelle, davantage que celles trop routinières ou que celles trop surprenantes.

À cet équilibre subtil entre prévisibilité et incertitude, la chercheuse a donné le nom d'"effet Boucle d'or" [en référence à la bouillie ni trop chaude ni trop froide que préfère l'héroïne du conte] : ce sont les situations relativement difficiles à anticiper (plus que les situations de régularité absolue ou d'incertitude absolue) qui offrent les occasions les plus prometteuses d'apprentissage sur le monde qui nous entoure. Il suffit de penser aux normes de comportement en société : elles suivent généralement de grandes règles, mais avec d'importantes variations, et être curieux de ces variations permet d'acquérir petit à petit plus d'aisance dans les interactions.

En juillet 2022, Celeste Kidd a annoncé avoir identifié les mêmes types de fonctionnement chez le macaque rhésus. "Nous avons visiblement intégré un mécanisme de recherche qui cible les informations comportant un degré d'incertitude adéquat, pour qu'il nous soit possible de les combiner à la compréhension que nous avons déjà du monde", explique-t-elle.

Quand l'être humain grandit, rapidement, son intérêt dépasse très largement son environnement immédiat.

Nous pouvons alors nous passionner pour des sujets abstraits comme les mathématiques ou la philosophie. L'objet de notre curiosité peut bien souvent n'avoir aucune utilité dans notre vie. "Nous passons beaucoup de temps à chercher à nous procurer des informations sans connaître leur valeur", confirme Jacqueline Gottlieb. Dans bien des cas, le meilleur moyen d'évaluer cet intérêt est tout simple : il suffit de demander aux gens s'ils sont curieux d'en savoir plus sur tel ou tel sujet.

Nous serions, selon une idée répandue, d'autant plus curieux devant un manque d'information [information gap, en anglais], autrement dit devant un mystère irrésolu, une question sans réponse. Et comme pour les jeunes enfants, dont l'attention est mieux captée quand l'incertitude est modérée, l'ampleur du manque d'information importe aussi pour les adultes. Si la méconnaissance est trop grande, la question semble trop intimidante et la réponse inaccessible ; si, à l'inverse, les inconnues sont trop peu nombreuses, on peut se désintéresser de ces menus détails. C'est entre les deux, face à quelque chose d'étonnant et d'utile sans nous être totalement étranger, que notre curiosité est le plus aiguillonnée.

Identifier ce point d'équilibre est essentiel pour les apprenants et leurs enseignants. De nombreux travaux l'ont montré : plus l'on est curieux de connaître la réponse à une question générale, mieux on la retiendra. En demandant à des gens d'évaluer leur propre curiosité tout en observant les zones activées dans leur cerveau, Matthias Gruber, de l'université de Cardiff (Royaume-Uni), a compris pourquoi.

Dans le modèle établi par Gruber, la curiosité naît face à une incertitude ou à un manque d'information qui vient activer l'hippocampe (qui joue un rôle de mémorisation, mais aussi de détection de stimulus inédits) ainsi que le cortex cingulaire antérieur, qui détecte les dissonances cognitives. Le cerveau évalue alors quelle satisfaction il a à gagner en comblant ce manque de connaissances, ce qui se manifeste par une activation du cortex préfrontal [qui est le siège, notamment, des fonctions cognitives dites supérieures : langage, mémoire et raisonnement].

C'est dans cette dernière activation que l'on constate les plus grandes variations d'un individu à l'autre, a remarqué Matthias Gruber. "Un même stimulus peut déclencher des niveaux de curiosité variés, voire aucune curiosité quand l'incertitude ou l'inconnu ne viennent pas même créer de l'anxiété."

Quand le cerveau juge pertinent de s'intéresser à la question, nous entrons dans un état de curiosité qui vient stimuler les circuits dopaminergiques, impliqués dans le système de récompense et dans la mémoire. Ce faisant, les informations rencontrées en état de curiosité sont globalement jugées dignes d'intérêt, ce qui en renforce la mémoire. "La curiosité vient chauffer ces

circuits et l'hippocampe, décrit le chercheur, ce qui prépare le cerveau aux apprentissages et favorise une mémorisation durable."

Ses travaux montrent que cette disposition favorable s'étend aussi aux autres informations sans rapport avec les sujets dignes d'intérêt, mais présentées en même temps. Mis face à un sujet qui pique leur curiosité, et en même temps devant la photo d'un visage par exemple, les participants à l'étude étaient plus enclins par la suite à reconnaître cette personne, alors même qu'elle n'avait aucun lien avec les informations ayant éveillé leur intérêt au départ.

La curiosité aiguillonne donc la mémoire, mais aussi la créativité : divers travaux laissent penser que ces deux aptitudes sont modérément corrélées. Si un lien causal reste à prouver, la curiosité pourrait bien, en nous poussant à collecter des informations et à explorer des champs nouveaux, servir d'impulsion à la créativité. En effet, grâce à la curiosité, nous avons plus de chances de tomber sur des faits, des idées et des façons de pensée susceptibles de nous faire découvrir, face à un problème ardu, une nouvelle façon de l'aborder, voire la solution.

Mémoire gonflée à bloc et talent d'innovation : vu comme ça, il est tentant de vouloir cultiver délibérément et constamment sa curiosité. Mais attention, car cela n'est pas sans risque !

Nous devons apprendre à stimuler notre goût de l'« exploration joyeuse ».

Les premiers écueils sont les plus évidents : distraction et perte de temps. Les titres racoleurs, du genre « La suite va vous surprendre ! », exploitent précisément l'appétit suscité par le fameux *information gap*, le manque d'information. Pour beaucoup d'entre nous, le désir de combler ces lacunes est si fort que le clic est irrésistible, même quand le sujet est sans grand intérêt, même quand les informations fournies risquent d'être douteuses.

Pour mieux le comprendre, des psychologues ont mis au point des moyens de mesurer ce désir de combler une lacune informationnelle. Un de leurs outils de base est un questionnaire : il s'agit de faire un état des lieux de votre [niveau de] curiosité en vous situant, sur une échelle d'intensité, face à des énoncés du type « Je m'évertue par tous les moyens à trouver des solutions aux problèmes qui me semblent devoir être résolus ».

Ce genre de penchant doit parfois sonner l'alerte. Selon une étude publiée en juin 2022 par Claire Zedelius et son équipe à l'université de Californie [Santa Barbara], les individus affichant des scores élevés à ces questionnaires tendent à avoir en culture générale des résultats moins bons que la moyenne. Ils sont par ailleurs plus réceptifs aux fake news et autres formes de « conneries » (oui, les chercheurs utilisent bien le mot *bullshit* en anglais). Les sujets se sont montrés, en effet, plus enclins à croire un article de presse sur un avion « qui



a atterri trente-sept ans après avoir disparu», ou une information assurant que l'ancien président américain Barack Obama a été arrêté pour espionnage.

Ils étaient aussi plus nombreux à dire trouver du sens dans des phrases pseudo-profondes, mais dépourvues de toute signification logique, du genre « *L'attention et l'intention sont les mécanismes de la manifestation* ». Dans l'ensemble, les participants à l'étude faisant montre d'un grand désir de résoudre les questions sans réponse ne faisaient pas le tri, ou presque pas, dans l'information qu'ils étaient disposés à recevoir.

Puis il y a ce talent qu'a la curiosité pour nous emmener sur des chemins sombres et déprimants – et particulièrement dangereux quand nous sommes dans des situations difficiles, comme durant la pandémie de Covid-19.

Cette grande complexité de l'état de curiosité a conduit certains chercheurs à proposer une approche plus nuancée, qui englobe toutes les modalités d'expression de

cette fameuse « *concupiscence de l'esprit* ». Todd Kashdan, psychologue à l'université George Mason, en Virginie [aux États-Unis], un pionnier en la matière, a mis au point un modèle qui prend en compte cinq « *dimensions* » qui façonnent notre curiosité.

Première dimension, la « *sensibilité à la privation* » renvoie à la soif qui s'empare de nous face à un manque d'information, ce besoin intense de connaître la réponse, celui qui nous pousse à résoudre des problèmes et à dissiper des mystères. Une autre dimension, l'« *exploration joyeuse* », décrit un intérêt plus ample, qui se manifeste dans un vrai plaisir à apprendre sur de nouveaux sujets et à pousser loin la réflexion sur les choses.

À elles deux, ces dimensions recouvrent la curiosité au sens épistémique, sujet traditionnel des études en psychologie. Mais Todd Kashdan va plus loin, en y ajoutant la « *tolérance au stress* », soit la capacité à



évidemment essentielle pour comprendre les vrais effets de la curiosité, bons ou mauvais. Dans les études portant sur curiosité et créativité, la corrélation entre créativité et “*exploration joyeuse*” est plus de deux fois plus élevée qu’entre créativité et “*sensibilité à la privation*”. De même, dans les travaux conduits par l’équipe de Zedelius sur la désinformation, ce sont bien les personnes affichant le plus haut niveau de “*sensibilité à la privation*” qui risquaient le plus de se laisser avoir par les fake news et les conneries, une tendance rare, au contraire, chez les adeptes de l’“*exploration joyeuse*”.

Publiés en 2020, les travaux de Todd Kashdan révèlent le rôle de ces différentes dimensions dans la vie professionnelle. Plus la tendance à l’“*exploration joyeuse*” et la “*tolérance au stress*” sont élevées, plus l’individu est susceptible de faire preuve d’innovation dans le travail. De même, l’association entre haute “*tolérance au stress*” et haute “*curiosité sociale*” est liée à une plus forte implication et à une plus grande satisfaction dans le travail. Ces recherches lui ont permis d’établir quatre grands sous-groupes de personnalités, en fonction de leur score dans les cinq dimensions.

“*Tout ceci est pour une bonne part lié au caractère*”, insiste Todd Kashdan. Ce qui ne signifie par pour autant qu’il n’est pas possible de nourrir sa curiosité en général, et sa tendance à l’“*exploration joyeuse*” en particulier. Puisque vous lisez cet article, vous êtes déjà en train de vous livrer à une activité des plus cruciales : vous ouvrir à des idées nouvelles qui peuvent vous inciter à découvrir sans cesse davantage. Ne changez rien, car c’est ainsi que vous élargissez et renforcez votre pouvoir de curiosité. Autres pistes, goûter des aliments inconnus, aller écouter de nouvelles musiques, regarder une émission de télé ou écouter un podcast inédit, visiter une ville encore étrangère. Et puis parler à des gens, leur poser des questions.

Ces expériences nouvelles seront autant d’occasions de renforcer votre tolérance à l’incertitude, cet inconfort si inhérent à l’exploration de sujets méconnus et d’activités inaccoutumées. Et pourquoi ne pas tenter, au passage, de vous débarrasser de cette gêne que vous avez peut-être à afficher votre ignorance devant les autres ? suggère Celeste Kidd. “*Il faut savoir s’autoriser à ne pas savoir, surtout dans le champ du social, et à dire sans aucun embarras : ‘Je ne comprends pas ce que vous dites’ ou ‘Je ne sais pas faire ça.’*”

De même, si l’inconnu vous angoisse au point que vous le fuyez, l’idée peut être d’essayer de transformer cette angoisse en excitation et de voir votre ignorance comme une chance de progresser. Comme le fait remarquer Matthias Gruber, une appréciation positive peut totalement changer la façon dont quelqu’un ressent et exprime sa curiosité.

Tant que vous êtes conscient du potentiel de distraction (et que vous faites en sorte de ne nourrir votre curiosité que de stimulus venus de sources nourricières, et pas d’informations racoleuses et de fake news), tous ces conseils devraient vous permettre d’aller vers plus de satisfaction et d’épanouissement. “*Les philosophes le disent : mener une bonne vie, cela commence par se connaître soi-même, identifier ses valeurs et ses inclinations, ce qui fonde ce que l’on est, rappelle Todd Kashdan. Or pour comprendre ce qui nous meut, la curiosité nous ouvre des voies vraiment précieuses.*”

—Dan Jones

Publié le 12 octobre

En savoir plus

Réveiller l’enfant qui dort en soi

Vers 3 ans, les enfants commencent à poser des questions sur le monde qui les entoure. C’est l’âge des pourquoi, qui confronte les adultes à la difficulté d’expliquer ce qu’ils tiennent pour des évidences. Que devient cette curiosité avec les années ? Survit-elle à l’école ? Aux exigences pratiques de la vie d’adulte ? La psychologue Tania Lombrozo, de l’université américaine de Princeton, pense que oui. “*Il semblerait que notre curiosité se déploie différemment avec l’âge*”, résume le **New Scientist**. Plutôt que d’explorer ce qui les entoure, les adultes cherchent les informations utiles pour atteindre des objectifs donnés. Ce qui peut les limiter. Tania Lombrozo prend l’exemple d’une boîte. Une fois qu’ils l’ont identifiée comme telle, les adultes n’y voient plus qu’un contenant pour ranger des choses. Les enfants, eux, savent l’utiliser pour résoudre d’autres problèmes, comme donner un lit à leur nounours. Ils savent allier curiosité, jeu et créativité, et les adultes feraient bien de parfois les imiter.

Le goût du frisson

“*Une forme de curiosité morbide peut aider à se préparer mentalement à des événements difficiles, au cas où ils se produiraient*”, indique au **New Scientist** Suzanne Oosterwijk, comportementaliste à l’université d’Amsterdam. Voilà qui pourrait expliquer pourquoi certains d’entre nous ont développé un goût prononcé pour les films d’horreur ou que l’on se laisse happer par des histoires angoissantes. Dans ses travaux, la chercheuse a découvert que les gens préfèrent souvent regarder des images négatives, gore ou représentant la mort, plutôt que des images neutres, et que cela activerait des circuits de récompense dans le cerveau. Mais, s’il est poussé à l’extrême, ce comportement risque d’avoir des effets sur notre santé mentale, préviennent les scientifiques. Une étude menée pendant la pandémie de Covid-19 montre que la tendance à surfer frénétiquement sur les informations anxiogènes, ce qu’on appelle *doomscrolling* en anglais, peut conduire à la dépression. Des résultats qui confirment de précédents travaux sur les effets d’une exposition prolongée à des images sur les attentats à New York, en 2001, ou à Paris, en 2013, ayant conduit à des syndromes de stress post-traumatique chez certains.

↳ Dessin d’Emma Hanquist, Suède.

“*accepter l’angoisse inhérente à la confrontation à l’inconnu*”, explique-t-il. Une dimension qui présente de grandes variations entre individus, certains acceptant tout à fait ce stress, tandis qu’il peut en pousser d’autres à fuir l’inconnu, détaille le chercheur. “*Souvent, les individus aimeraient pouvoir partir en exploration, mais ils ne se sentent pas capables pour autant de gérer ce que cela implique.*”

En lien avec cette dimension de “*tolérance au stress*”, Kashdan identifie aussi la dimension “*recherche de sensations fortes*”, selon que “*vous êtes disposé ou non à prendre de gros risques de santé, financiers, judiciaires ou sociaux pour faire des expériences inédites*”. Quand cette inclination est très forte, l’individu est prêt à tout pour la nouveauté. Cinquième et dernière dimension théorisée par Todd Kashdan, la “*curiosité sociale*”, soit notre disposition à apprendre d’autrui.

La distinction entre les deux premiers facteurs, “*sensibilité à la privation*” et “*exploration joyeuse*”, est

—NRC Handelsblad Amsterdam

A la fin du XIX^e siècle, les femmes n'étaient pas autorisées à peindre des corps nus. Mais, en 1878, une artiste de 23 ans a décidé de changer les choses. Suze Robertson (1855-1922) ne supportait pas de ne pouvoir assister aux cours de peinture d'après modèle vivant nu, réservés à ses camarades masculins. Cette pratique était à ses yeux fondamentale pour maîtriser la représentation des corps humains. Alors elle a conçu un plan : comme l'accès à ces cours du soir ne pouvait être refusé aux membres de la Rotterdamse Academie [désormais baptisée "Académie Willem de Kooning", à Rotterdam], elle s'est inscrite dans cet établissement d'enseignement artistique. Et, sitôt inscrite, elle a pu s'installer à un chevalet devant les modèles.

Ses camarades de cours ont crié au scandale. Ils ont publié une lettre ouverte dans le quotidien catholique *De Maasbode* du 1^{er} décembre 1878. Ils clamaient entre autres qu'il était "inapproprié que de jeunes dames, assises au milieu d'élèves et de membres de l'Académie, participent en public à de telles leçons". Mais le règlement est le règlement. Et tous les membres de l'Académie ont le droit de suivre ce cours, a rappelé la direction. Robertson est donc restée et, grâce à elle, les femmes ont pu apprendre à peindre des nus, au lieu de se cantonner aux natures mortes, comme c'était leur lot à l'époque.

Cette anecdote qui en dit long sur une des premières femmes qui a gagné sa vie avec son pinceau se trouve dans le livre *Suze Robertson. Toegewijd, eigenzinnig, modern* ["Suze Robertson. Dedicée à son art, originale, moderne", inédit en français]. Elle est morte il y a tout juste cent ans et, bien qu'elle ait été estimée de son vivant, on ne connaissait déjà à l'époque que peu de choses d'elle. Une bonne raison de publier un livre sur cette artiste presque oubliée et d'organiser une rétrospective de son œuvre au musée Panorama Mesdag, à La Haye*.

De son vivant, Robertson – dernière-née, en 1855, d'un père qui était bûcheron et d'une mère qui est morte lorsqu'elle avait à peine 2 ans – était considérée comme une représentante de l'école de La Haye. Ce grand mouvement pictural [marqué par le réalisme de l'école de Barbizon et par l'impressionnisme français, qui ont révolutionné la représentation de la nature en allant peindre au grand air] dominait la scène artistique néerlandaise à l'époque où elle s'est lancée dans la vie d'artiste. Les scènes de la vie ordinaire et les paysages marqués par des tons allant des bruns aux gris, si caractéristiques de l'école de La Haye, se retrouvent dans ses œuvres. Certains critiques voient d'ailleurs en elle une autre Breitner [peintre néerlandais, 1857-1923]. D'autres vont jusqu'à dire d'elle, lorsqu'elle saisis la vie des paysans du Brabant en 1885, qu'elle est l'égal de Van Gogh.



Suze Robertson, par-delà l'oubli



De son vivant, cette peintre néerlandaise était aussi célèbre que Van Gogh. La rétrospective qui lui est consacrée cet hiver à La Haye, sa ville natale, est l'occasion de redécouvrir une magnifique artiste, inclassable et anticonformiste.

↳ *Pietje* ("Jeune fille lisant"), huile sur toile (vers 1898). Photo Rik Klein Gotink/Museum Panorama Mesdag

Toute sa vie, on a cherché une étiquette à sa mesure. Une chose était sûre : elle n'était pas une femme peintre comme les femmes peintres étaient supposées l'être. Son coup de pinceau était trop grossier, ses visages trop inamicaux et ses thèmes trop éloignés de ceux de ses contemporains – chats, natures mortes et jeunes filles.

Une vision. Si Robertson a peint beaucoup de femmes, c'est parce que c'était à l'époque plus facile pour une femme de recevoir des modèles féminins dans son atelier. Mais ses femmes à elle étaient des personnages en action. Du reste, par ses couleurs, son travail ne correspondait pas vraiment à ce qui se faisait au sein de l'école de La Haye. Ses œuvres n'entraient pas non plus dans les cases des Tachtigers, ce mouvement romantique [néerlandais] qui voulait peindre, dans des nuances de brun, "l'expression la plus individuelle de l'émotion la plus individuelle".

Les couleurs de Robertson répondent plus à une vision qu'à un souci de réalisme, remarquait un critique en 1900, et elles sont souvent trop contrastées pour que l'on puisse classer sa peinture dans l'un ou l'autre courant. Par ailleurs, au lieu de chercher à représenter de manière reconnaissable une rue, une maison ou un décor, elle a peint au tournant du siècle des paysages urbains en les construisant à partir de leurs différentes faces. Son tableau *Het Steegje* ["La Ruelle"], réalisé à partir d'une photo qu'elle avait prise dans la ville de Leidschendam, lui a valu des critiques élogieuses, mais aussi, comme c'était souvent le cas avec ses toiles, des commentaires acerbes. "Dommage que de son art se dégage encore un tel sentiment déplaisant, à cause de son goût pour les teintes noirâtres et les ombres. On dirait qu'elle peint avec de la suie", jugeait en 1880 le journal *Het Vaderland*.

Un reproche qui, malgré son succès, lui a collé longtemps à la peau. Elle était trop sombre, pas assez féminine. En 1911, un critique du quotidien *Algemeen Dagblad* enfonçait le clou : "Cette œuvre présente sans nul doute de belles et grandes qualités, mais pour trouver quelque chose de féminin dans ces peintures épaisses, lourdes, toutes barbouillées de fumée, il faut penser à Das dritte Geschlecht ["Le Troisième Sexe", un roman de l'écrivain allemand Ernst von Wolzogen, paru en 1899 et inédit en français, sur une protagoniste bisexuelle]. Ou peut-être à ces femmes mal fagotées, de ces temps où les féministes pensaient encore que, pour obtenir le droit de vote, elles devaient être le moins séduisantes possible."

Mais ça a été l'une des dernières fois qu'un critique s'est permis de fustiger ainsi son travail. Suze Robertson jouissait dorénavant d'une grande estime dans tous les Pays-Bas et, au cours des quinze dernières années de son existence, elle a fait même une percée sur la scène artistique



Hermína Marius, dit d'elle : *“Robertson est indéniablement la plus grande artiste, la seule femme peut-être de notre époque dont la féminité se manifeste dans son art non pas comme une faiblesse mais comme une force.”*

Il y a beaucoup à dire sur cette phrase, qui est dans l'air du temps, alors que nous “redécouvrons” quantité de femmes. Mais il faut peut-être aussi chercher la raison de l'oubli de Robertson chez Robertson elle-même. Féroce ment convaincue de son talent (à propos de ses critiques, elle disait : *“Mieux vaut être combattue qu'ignorée”*), elle ne voulait pas être dérangée dans sa peinture. Autant dire qu'elle ne brillait pas par son sens des relations publiques. Elle aimait travailler seule, comme une forcenée, au point d'oublier l'importance que l'on accorde à la personne qui se cache derrière l'artiste. Ses documents personnels étant de surcroît restés introuvables pendant une éternité, le mythe entourant sa personne est parti en fumée.

Bien sûr, nous avons la chance d'avoir encore ses toiles. Mais, aujourd'hui peut-être encore plus qu'il y a cent ans, il faut un petit quelque chose de plus pour maintenir une œuvre en vie. Les proches de Van Gogh l'ont bien compris : nous nous

◀ *Het bleekveld* (“Blanchiment sur pré”), aquarelle sur papier (vers 1895-1898). Museum Panorama Mesdag

émervillons d'une racine d'arbre, quelque part en France [à Auvers-sur-Oise], qu'il a, peut-être, représentée sur une de ses toiles; chaque fragment de ses lettres est interprété mille fois.

Pas de fioritures. Robertson s'est toujours passé de ce genre de fioritures, estimant que ses œuvres devaient parler d'elles-mêmes. Il aurait pourtant été facile de forger un mythe solide. Elle a grandi dans une famille adoptive, a fait un mauvais mariage, devait se battre contre le sexisme, était dépressive et travaillait avec des doigts tordus par l'arthrose – il y avait là de quoi occuper quelque psychologue.

Si l'artiste est tombée dans l'oubli, c'est peut-être avant tout parce que la personne n'a pas mis en scène sa vie. Ce qui est pourtant utile si l'on veut faire vivre son œuvre après sa mort.

—Toef Jaeger
Publié le 10 octobre

*L'exposition “Suze Robertson. Toegewijd, eigenzinnig, modern” (“Suze Robertson. Dédiée à son art, originale, moderne”) est à voir au musée Panorama Mesdag, à La Haye, jusqu'au 5 mars 2023. Plus d'infos sur panorama-mesdag.nl/en

internationale. À partir de 1905, plusieurs centaines de ses œuvres ont été montrées lors de diverses expositions. Cela dit, les dernières années, elle a peu peint : elle souffrait de dépression, son imagination se tarissait et l'arthrose l'empêchait de dessiner.

Une foule de personnes se sont pressées à son enterrement, convaincues qu'une grande artiste venait de s'éteindre. Les peintres de la génération suivante, comme Charley Toorop [1891-1965] et Piet Mondrian [1872-1944], ont eux aussi estimé son travail. Trois ans après sa disparition, le poète et critique d'art [néerlandais] Albert Plasschaert alla même jusqu'à

loin d'idéaliser la vie ordinaire, elle dépeignait des femmes qui trimaient au rouet, qui peinaient à porter des branchages ou qui épluchaient des pommes de terre. Le portrait d'une femme en train de lire – la bonne d'enfants Pietje – à qui la feuille d'or de l'arrière-plan donne presque l'aura d'une madone est saisissant. C'est également le cas de certaines de ses œuvres plus tardives, comme le port de pêche de Harderwijk, la maison blanche de Noordwijk et, plus que tout, la femme qui met des draps à blanchir sur l'herbe.

Pourquoi diable est-elle ainsi tombée dans l'oubli? Parce que c'est une femme, entend-on souvent dire. Il en aurait été tout autrement si elle avait été un homme. Certes. Pourtant, au cours de sa vie, elle a réussi à retourner le sexisme à plusieurs reprises. Elle n'a pas fait qu'entrer dans les cours de nu. Elle a aussi obtenu l'accès des femmes à l'institution artistique Pulchri Studio, à La Haye. Elle a continué, après son mariage, à signer ses toiles de son nom de jeune fille.

À partir de 1885, pendant quatre années d'affilée elle a décroché une généreuse subvention qui lui a permis de voyager dans le pays à la recherche de l'inspiration; avec son argent, elle a fait vivre sa famille; et, afin d'avoir moins à s'occuper du foyer et de pleinement se consacrer à son art, elle a confié sa fille unique à une famille d'accueil. Sa collègue, l'historienne de l'art Grada

Longtemps, on lui a reproché d'être trop sombre, pas assez féminine.

déclarer : *“Si nous cherchons des précurseurs des peintres modernes, nous pouvons regarder du côté de ces deux artistes hollandais : Vincent Van Gogh, naturellement, mais aussi Suze Robertson.”*

Ainsi, sa peinture a été appréciée à sa juste valeur et son importance reconnue de son vivant. Mais alors, pourquoi son nom ne dit rien ou presque à la plupart d'entre nous? Lorsqu'on regarde son œuvre aujourd'hui, on est frappé de constater à quel point ses sujets étaient dépourvus de gloire :

PEINTURE

FAIRE (RE)VIVRE LE DÉBAT : L'AFFAIRE DE TOUS ET DE CHACUN

GUILLAUME PRIGENT

BERTRAND PÉRIER

Découvrez une interview vidéo des auteurs

Flammarion

plein écran.



↙ Une scène d'*Aucun ours*.
Au premier plan, Jafar Panahi dans son propre rôle. Photo 2022_JP Production



Les tourments de Jafar Panahi

Aucun ours, le nouveau film du cinéaste iranien, est en salle. Il brosse un tableau délicat et émouvant des impasses dans lesquelles se trouvait son auteur avant qu'il ne soit arrêté cet été et que la contestation ne déferle sur le pays.

—Radio Farda (extraits) Prague

Aucun ours, le dernier film du cinéaste dissident iranien Jafar Panahi, a été projeté [le 9 septembre 2022] lors de la dernière Mostra de Venise, la veille de la clôture. Il est reparti de ce prestigieux événement cinématographique avec le Prix spécial du jury.

Comme plusieurs autres œuvres de Jafar Panahi, ces dernières années, *Aucun ours* a été tourné en secret. Il a été réalisé dans le style qui caractérise le cinéma de son auteur depuis une décennie [depuis qu'il a été interdit de tourner, en 2010, lire encadrés]. Une décennie où il a fait ses films sous restrictions et est apparu à l'écran dans son propre rôle.

Dans ce nouveau long-métrage, Jafar Panahi surveille [ou plutôt se met en scène en train de surveiller], via Internet, le tournage d'un nouveau film en Turquie. Lui-même se trouve dans un village frontalier [du côté de l'Iran, pays qu'il a interdiction de quitter]. Ce film dans le film raconte l'histoire d'un couple iranien qui cherche à rejoindre l'Europe après avoir

vécu dix ans en exil en Turquie. En raison des ruptures récurrentes de la connexion Internet dans le village, il est difficile pour Jafar Panahi de superviser le tournage. En outre, sa présence dans la région suscite la suspicion des villageois. Eux-mêmes ont leurs propres problèmes, et Jafar Panahi se retrouve [malgré lui] impliqué dans les affaires du village, et notamment l'histoire d'amour d'un jeune couple. Les deux amoureux défient la tradition locale, en vertu de laquelle la jeune fille avait été fiancée dès sa naissance à un autre garçon.

Aucun ours raconte ainsi l'histoire d'amour parallèle de deux couples, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran. Par ailleurs, il évoque les problèmes particuliers de Jafar Panahi, contraint de supporter des relations sociales basées sur d'anciennes traditions, les regards méfiants des habitants locaux et une surveillance constante.

C'est la première fois que le cinéaste aborde à l'écran le sujet de l'exil.

Dans *Aucun ours*, c'est la première fois que Jafar Panahi aborde le sujet de l'immigration et du départ d'Iran. La similitude du sort inévitable qui guette les gens de toutes classes sociales et de toutes générations, et en particulier la jeunesse protestataire à l'intérieur et à l'extérieur du pays, y est représentée du point de vue du cinéaste.

Une phrase clé du film est prononcée par un garçon du village, renvoyé de l'université [celui auquel la jeune fille précitée était promise et qui se trouve désormais sans fiancée, sans travail, ni espoir d'une vie meilleure]. "*Si le problème pouvait être résolu seulement avec des paroles, vous ne vous retrouveriez pas ici, M. Panahi!*" lance-t-il. Cette déclaration complète l'expression générale du film, montrant l'amertume des gens résidant dans une société qui est dans une impasse.

La vision plutôt critique du film vis-à-vis de la société iranienne se reflète dans le comportement suspect des villageois envers Jafar Panahi. Des habitants s'inquiètent de la présence d'un cinéaste interdit dans leur village. Finalement, on s'aperçoit que ces soupçons trouvent leur origine dans la surveillance constante par le gouvernement des localités proches des frontières du pays.

Aucun ours est le meilleur film qu'a réalisé Jafar Panahi depuis qu'il tourne dans la clandestinité. Le film dépeint avec créativité le désespoir qui règne dans la société iranienne, en reprenant la structure de ses films précédents, en particulier *Trois Visages* [sorti en 2018, un émouvant road-movie avec Jafar Panahi et l'actrice Behnaz Jafari dans leurs propres rôles].

—Babak Ghafouriazar
Publié le 11 septembre

Repères

UN CINÉASTE ENGAGÉ

Jafar Panahi, 62 ans, est l'un des grands noms du cinéma indépendant iranien. On lui doit entre autres *Le Cercle* (2000), *Taxi Téhéran* (2015) et *Trois Visages* (2018). En 2009, il a soutenu les manifestations contre la réélection du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Cela lui a valu, en 2010, d'être condamné à six ans de prison et à l'interdiction, durant vingt ans, d'écrire ou de réaliser des films, de voyager à l'étranger et de parler dans les médias. En mai, avec d'autres cinéastes, Jafar Panahi a publié une lettre ouverte dénonçant l'arrestation de plusieurs de ses collègues et la répression de manifestations après l'écroulement d'un immeuble dans le sud-ouest de l'Iran.

UN ARTISTE SOUS LES VERROUS

Jafar Panahi n'a purgé que deux mois des six ans de prison auxquels il a été condamné. Depuis 2010, il vivait sous un régime de liberté conditionnelle. Il continuait à tourner en cachette, sans grands moyens, et à faire sortir ses films d'Iran, mais courait le risque d'être arrêté du jour au lendemain. Ce qui s'est produit le 11 juillet dernier. Sa situation s'est encore compliquée dans le contexte des manifestations qui font rage depuis la mi-septembre et de la mort d'une jeune femme qui avait été arrêtée par la police des mœurs. Il se trouvait dans la sinistre prison d'Evin, à Téhéran, lorsque celle-ci a été le théâtre d'un incendie, le 17 octobre. Son épouse, Tahereh Saeedi, a déclaré à **Voice of America** qu'il était indemne. Le 16 novembre, son avocat, Saleh Nikbakht, a indiqué que la Cour suprême iranienne avait accepté la tenue d'un nouveau procès, a rapporté le journal réformateur **Shargh**.

"AUCUN OURS"



Le nouveau film de Jafar Panahi n'a aucune chance de sortir en Iran. Et rarissimes sont les articles publiés en persan sur *Aucun ours*. Ce qui rend d'autant plus précieuse la critique que nous vous proposons ci-contre. Elle a été publiée sur le site de **Radio Farda**, un média d'information de la diaspora iranienne.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

QUAND LES GENS DORMENT, LES MACHINES DANSENT.

Décaler ses machines après 22h, c'est préserver
le système électrique français.



Je baisse



J'éteins



Je décale

Découvrez les gestes utiles pour vous et pour tous.